

2001 PLUS . . .

Synthèses et Recherches

L'ÉCONOMIE INVERTIE **mégapolisation, pauvreté majoritaire** **et nouvelle économie urbaine**

Fonds Documentaire ORSTOM



010020552



Centre de Prospective et de Veille Scientifique
Direction de la recherche et des affaires scientifiques et techniques
Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

n° 50

Succédant à UTH 2001, 2001 PLUS est le label commun de documents diffusés par le Centre de Prospective et de Veille Scientifique de la Direction de la Recherche et des Affaires Scientifiques et Techniques, elle-même située au sein du Ministère de l'Équipement.

L'objectif de cette publication est de contribuer à une réflexion prospective sur les villes, l'habitat, l'équipement, les transports ou l'environnement en partant d'idées ou d'expériences intéressantes développées à l'étranger et en mobilisant à cet effet travaux, documents, articles, textes de loi, compte-rendu de recherche, analyses de politiques publiques difficilement accessibles en France. Chaque numéro de 2001 PLUS présentera donc, sur un thème déterminé, un ou plusieurs textes significatifs, concernant le plus souvent mais non exclusivement un pays européen, résitués dans leur contexte et commentés par un expert. Si UTH 2001 avait cherché à accompagner la mise en place de l'Acte unique européen et du grand marché, 2001 PLUS se situe dans la perspective de la mondialisation et de la globalisation des économies. Les documents diffusés porteront donc aussi bien sur l'Asie du Sud-Est, le continent américain ou l'Europe de l'Est que sur les pays de la Communauté. Nous souhaitons, à terme, que 2001 PLUS devienne un support de liaison et d'identification entre tous ceux qui, en France ou en Europe, sont concernés par les débats et enjeux prospectifs dans les domaines de l'urbanisme et de la gestion de villes, de la construction, de l'habitat, de l'environnement et des transports.

Documents disponibles :

- 01/04 **Planification spatiale et aménagement du territoire aux Pays-Bas** (J.C. Boyer - 1988)
- 05 **Les politiques urbaines du Royaume-Uni depuis 10 ans** (H. Huntzinger - 1989)
- 06 **La fiscalité locale sur les entreprises aux Royaume-Uni et en Allemagne** (H. Huntzinger - 1989)
- 07 **La Hollande en 2015 : résumé officiel du 4^e rapport sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire** (Ministère du Logement, de l'Urbanisme et de l'Environnement - 1988)
- 08 **Télétopia : la ville et les systèmes d'information au Japon** (R. Piorunski - 1989)
- 09 **Prospective de l'exploitation de la route** (A. Vivet - 1989)
- 10 **Urbanisme et économie en RFA** (H. Huntzinger - 1989)
- 11 **Les acteurs du génie urbain : évolution internationale** (G. Mercadal - 1989)
- 12 **Acteurs sociaux et mutations urbaines** (A. Touraine - 1987)
- 13 **Influences de la grande vitesse sur la restructuration de l'espace européen** (A. Bieber - 1989)
- 14 **Comment décongestionner les axes routiers de la Randstad Holland ?** (J.C. Boyer - 1990)
- 15 **Les quatre révolutions logistiques** (Ake Andersson - 1986)
- 16/17 **Le transport dans les années 90 : la formation de l'Europe** (T. Bendixson - 1989)
- 18 **Les technologies de l'information et la ville dans l'Europe de 1992** (M.E. Hepworth - 1990)
- 19 **Consultation publique et aménagement du territoire aux Pays-Bas** (J.C. Boyer - 1990)
- 20/21 **NUMÉRO SPÉCIAL : La métropole parisienne : système productif et organisation de l'espace** (Equipe "Strates" Félix Damette et Pierre Beckouche - 1990)
- 22 **La réforme anglaise de la planification spatiale : étude du plan de développement unitaire de Birmingham** (Alain Motte 1990)
- 23 **Allemagne : structures temporelles et développement urbain** (DIFU)
- 24 **Suède : la vie dans les métropoles : des chances à saisir, des difficultés à surmonter. Quelles politiques mettre en œuvre ?** (H. Huntzinger - 1991)
- 25 **Réserver l'habitat social aux ménages à faibles revenus aux Pays-Bas** (J.C. Boyer - 1991)
- 26 **La recherche urbaine en Allemagne** (H. Huntzinger - 1992)
- 27 **Le syndrome NIMBY** (Michaël Dear - 1993)
- 28 **L'urbanisme souterrain au Japon** (André Guilleme - 1993)
- 29 **Les infrastructures à l'horizon 2000** (Barrie Stevens, Wolfgang Michalski) (1993)
- 30 **L'aménagement du territoire en Allemagne** (Ministère fédéral de l'aménagement du territoire - 1993)
- 31 **Compétitivité, innovation et territoire. Le débat aux Etats-Unis** (Michaël Storper - 1993)
- 32 **Télétravail et transports, une étude de l'administration américaine** (1994)
- 33 **Le gouvernement des aires métropolitaines dans les pays industrialisés** (1994)
- 34 **Entre économie et territoire : des règles de quartier, creuset de lien civil** (1994)
- 35 **Les corridors de développement dans la Zone Asie Pacifique** (1994)
- 36 **La réforme « Next Steps » au Royaume-Uni décentraliser et responsabiliser l'administration** (1995)
- 37 **L'évaluation environnementale au Québec : procédures, évolution et portée** (1995)
- 38 **Le véhicule électrique à l'horizon 2004 : Controverses en Californie, prémices d'une bataille mondiale** (1996)
- 39 **Le développement des infrastructures dans la zone Asie-Pacifique : mythes et réalités** (1996)
- 40 **« Lebensraum Stadt » « La ville, espace de vie », Mobilité et communication dans les grandes villes allemandes en 2020 : deux scénarios** (1997)
- 41 **Une voie ferrée pour les marchandises : débats autour de la Betuwelijn aux Pays-Bas** (1997)
- 42 **La prospective urbaine aux Etats-Unis ou les enjeux de la civilisation suburbaine** (1997)
- 43 **La lutte contre l'exclusion dans les quartiers en difficulté : l'expérience britannique** (Alan Mac Gregor - 1997)
- 44 **Les politiques du logement en Europe** (Anne-Marie Fribourg - 1998)
- 45 **Prospective de la mobilité en Europe : Allemagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Suisse** (Eric Huntzinger - 1998)
- 46 **Aménagement de l'espace et gestion des risques aux Pays-Bas** (J.-R. Barthélémy, Ph. Blancher, Cl. Marris - 1998)
- 47 **Radioscopie de l'ingénierie-conseil de transport et de circulation en Europe** (Eric Baye - 1999)
- 48 **Mobilité et vie quotidienne : synthèse et questions de recherches** (Vincent Kaufmann - 1999)
- 49 **Maîtriser l'étalement urbain : une première évaluation des politiques menées dans quatre pays** (Vincent Fouchier - 1999)

PRÉSENTATION

Sommaire

Avant-propos	5
I. La toile de fond : Méga versus métro	7
Introduction : De la confusion des concepts	7
1. La mégapolisation sans la mondialisation	7
2. La mondialisation dans un lit tout fait	8
3. La campagne mégapolitaine	10
4. La mondialisation sans la métropolisation	12
Conclusion : Tropismes...	13
II. Le scénario : Économie invertie et pauvreté majoritaire	15
Introduction : Une fausse alternative	15
1. Mégapolisation du monde et pauvreté urbaine	15
2. La nouvelle économie urbaine	16
3. Le halo du développement	18
4. Un autre monde	20
5. Conclusions : A la marge et au cœur, dans trente ou cent ans	21
III. Une illustration : Économie invertie et modernité	25
Introduction : Une reproduction évolutive	25
1. Les contours du phénomène	26
2. Physionomie de l'offre en douze séquence	28
3. Interprétation du phénomène	34
Postface : Au-delà du mirage	40
IV. L'action : Problématiques de l'intervention	43
1. Adresse aux municipalités	43
2. Adresse aux ONG	51
3. Adresse aux aménageurs	53
4. Adresse aux Onusiens	55

Ce deuxième numéro de la série synthèses et recherches de 2001 Plus regroupe, exceptionnellement, un ensemble d'articles du même auteur - **Philippe Haeringer**¹ - centrés sur le thème de la "nouvelle économie urbaine".

L'intérêt de ces textes réside en ce qu'ils s'adressent aussi bien aux chercheurs qu'aux professionnels de l'aménagement et qu'ils dressent, par touches successives, un tableau de l'économie urbaine qui intéresse aussi bien "les Sud", que le Nord ou l'Est, même si le phénomène est vu principalement à partir des pays en développement.

Pour l'auteur, ce n'est plus, aujourd'hui, la croissance économique qui induit le peuplement urbain, mais le peuplement urbain qui donne naissance à une nouvelle économie urbaine qu'il qualifie, pour cette raison, "d'économie invertie", et qui est le pendant de ce que l'on appelle, par ailleurs, la nouvelle économie mondiale.

Le premier texte interroge les termes de mégapolisation, de métropolisation et de mondialisation et tente d'éclairer leurs relations ; les deux suivants décrivent et illustrent la naissance de la nouvelle économie urbaine, enfin, les derniers, s'adressant plus particulièrement aux professionnels de l'aménagement, tirent les conséquences, en terme de recommandations pratiques, du tableau conceptuel précédemment dressé.

Ph. Haeringer repère dans la nouvelle économie urbaine une "sphère de subsistance" (ou économie de l'urgence) où une incessante course vers la monnaie cache une économie de troc (un service pour un service), une "sphère de reproduction simple" mais "améliorée" qui retrouve à la fois la logique artisanale et le sens d'une économie de marché, enfin, une "sphère entrepreneuriale" qui s'intègre dans un cadre plus large que l'auteur appelle "le cercle des technologies".

Les deux premiers niveaux étant englobés dans le concept "d'économie invertie" c'est de leur confrontation avec le cercle des technologies que dépendra un certain "bien être" économique, non réductible aux standards et indicateurs habituels du "développement". Trop puissant, le cercle des technologies - et la dynamique capitalistique dont il se nourrit - peut étouffer l'économie invertie et lui substituer un vide dangereux. Trop faible, il risque de provoquer l'étiollement et la mort de l'économie invertie. Car "la mégapolisation est un piège". Elle condamne les populations à une lourde dépendance technologique.

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote: B* 20552 Ex: unique

¹ Philippe Haeringer est directeur de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement

On ne peut s'empêcher d'être frappé, à la lecture de ces textes, par les très grandes similitudes existant entre les différentes strates de l'économie urbaine décrites par Ph. Haeringer et le schéma de tripartition de l'économie établi par Fernand Braudel. Rappelons que pour ce dernier, la vie économique se subdivise en trois étages. A la base, un étage, en quelque sorte infra-économique, caractérisé par la rareté du numéraire et la prédominance du troc et de l'échange de services que Braudel nomme "civilisation matérielle" ou "vie matérielle". Au dessus de cette strate, l'économie de marché proprement dite : une multitude de très petites entreprises, en concurrence vive entre elles. Enfin, au dessus de cette nappe, la zone du "contre-marché"². "C'est là que se situe par excellence le domaine du capitalisme, hier comme aujourd'hui, avant comme après la révolution industrielle"³.

Au delà des différences entre les deux analyses (elles n'interprètent pas le même état du monde), cette distinction des différentes strates de l'économie nous semble intéressante à deux titres. Se retrouvant aussi bien au Nord qu'au Sud, (un prochain numéro de 2001 consacré à la "ville et l'emploi" en France le montrera), elle devrait permettre d'établir des comparaisons entre les pays développés et les pays en développement. Mais surtout, elle pourrait inspirer des politiques économiques qui ne visent pas une "croissance" à tout prix mais un "développement" bien compris. Car c'est de l'équilibre et de l'articulation entre ces trois secteurs que dépend ce dernier.

Aujourd'hui, c'est l'existence de la sphère de l'économie de marché proprement dite (le second étage évoqué par Braudel) qui semble la plus menacée. Au Nord par la prégnance sans cesse accrue du secteur capitaliste qui rend souvent impossible l'accès au marché de très petites unités, au sud par l'excessive pauvreté de la grande masse des hommes de plus en plus concentrée dans les mégapoles.

C'est pourtant là, à terme, qu'un "développement" a le plus de chance de se produire, la puissance du capitalisme n'y ayant pas encore étouffé les capacités d'initiative économique. La description des boutiques et ateliers d'un quartier populaire d'Abidjan montre bien que, dès que les conditions le permettent, cette économie de marché colonise tout les quartiers des mégapoles du Sud. C'est peut-être sa chance.

Au Nord au contraire, cette économie tend à se rétrécir, alors qu'elle pourrait constituer un gisement d'emplois intéressant. La présidente de l'association pour le développement de l'initiative écono-

mique (ADIE), note que 20 à 30 000 F suffisent pour aider à la création d'une micro entreprise, alors qu'un chômeur coûte plus de 50 000 F par an...

La "pauvreté majoritaire" n'est plus aujourd'hui rurale, mais urbaine. Or la ville reste le lieu de l'échange et de la vie économique... Ne devrait-on pas de ce fait porter une attention particulière à cette "économie de marché" qui ne vise pas l'accumulation mais qui est d'abord un moyen privilégié pour sortir de la misère au Sud et de l'exclusion au Nord ?

² Ce terme, employé par Braudel est une transposition du terme "private market", utilisé par les historiens anglais. Contre-marché, car le capitalisme s'efforce toujours de s'affranchir des règles de la concurrence par le conquête de positions dominantes. Pour Braudel, le capitalisme est toujours "monopoliste".

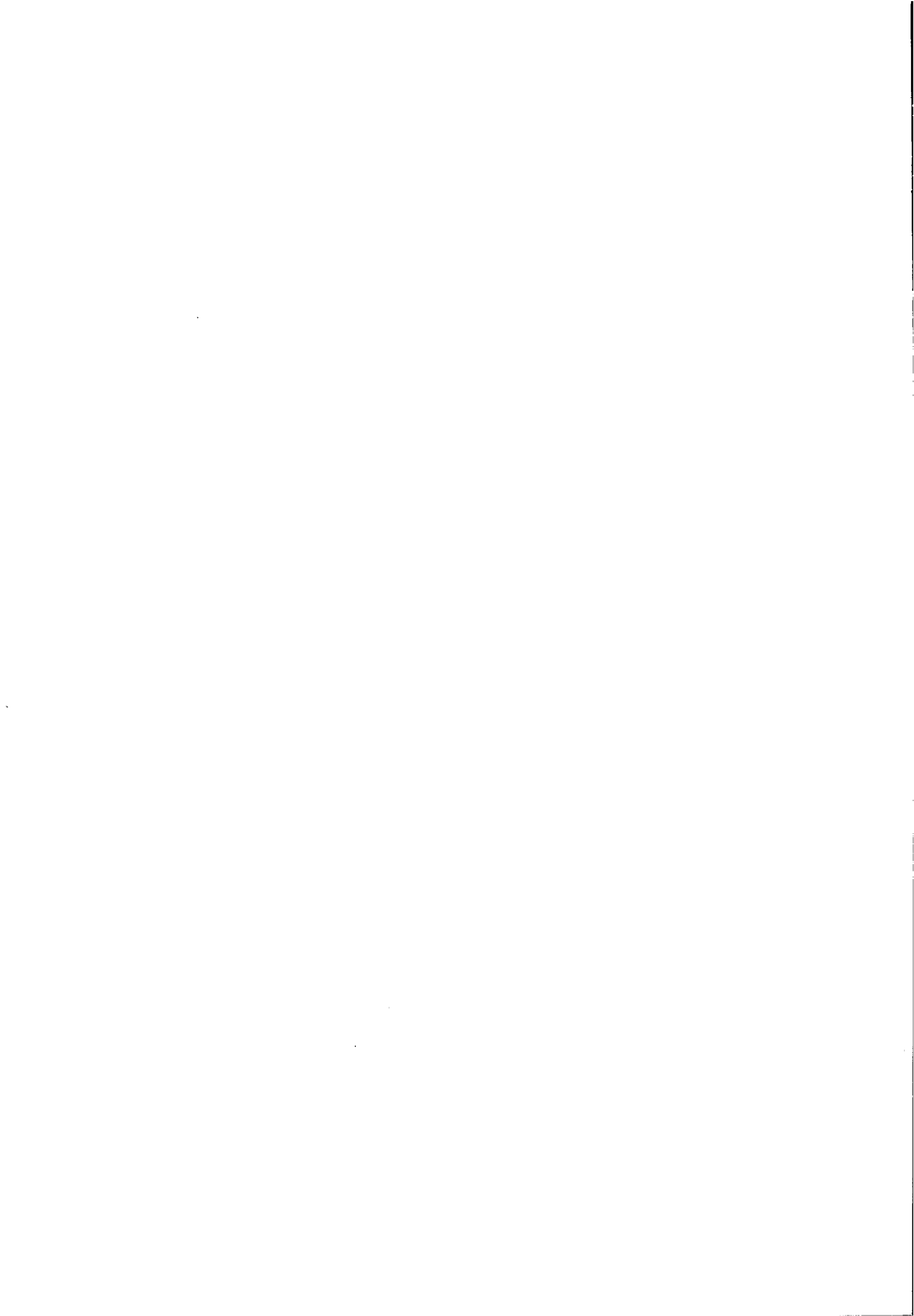
³ In "Civilisation matérielle économie et capitalisme" Tome 2 p.265. Livre de poche.

L'ÉCONOMIE INVERTIE

**MÉGAPOLISATION,
PAUVRETÉ MAJORITAIRE
ET NOUVELLE ÉCONOMIE URBAINE**

Philippe Haeringer¹

¹ Directeur de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).



AVANT-PROPOS

Ce cahier regroupe sept textes écrits dans des circonstances différentes, ou prononcés devant des auditoires divers, mais qui tous concourent à définir ou illustrer une interprétation de la "nouvelle économie urbaine".

*Mégapolisation*², *pauvreté majoritaire*, *économie invertie*, ces trois concepts forment comme un triangle. Ils sont ici proposés pour rendre plus intelligible à la fois le basculement urbain que nous connaissons depuis le milieu du XXe siècle et la mutation économique qui l'accompagne. Mêler ces deux dynamiques pour les éclairer l'une par l'autre est la première ambition de ces essais. Si la recherche dont ils sont issus est essentiellement fondée sur l'exploration des nouvelles configurations urbaines³, si donc la désignation des faits économiques ne s'inscrit pas dans la pure orthodoxie d'une démarche économique, c'est que l'état du monde nous y invite. Dans la période que nous vivons, la démographie et le mouvement des hommes (jusque dans leurs pratiques résidentielles) prennent le pas sur des logiques économiques de plus en plus volatiles.

Ceux qui étudient cette volatilité (des marchés financiers, des emplois, de la matérialité des richesses) parlent aussi volontiers d'une "nouvelle économie". Mais il est question ici d'une nouvelle économie urbaine. A mesure que l'économie du monde s'autonomise dans une virtualité "globale", dans une constellation de bulles de moins en moins terriennes, les territoires habités (et singulièrement les territoires urbains) s'autonomisent à leur tour. Ils le font soit en développant une économie seconde, fondée sur l'urgence du quotidien et sur des rapports de voisinage (c'est ce que l'on voit dans les villes des régions pauvres, ou dans les quartiers pauvres de certaines villes riches), soit en s'adonnant à la chasse aux

bulles, aux poussières d'étoiles (c'est ce que l'on constate dans la compétition des villes, petites ou grandes, qui disposent de quelques atouts, de quelques pouvoirs de séduction).

C'est ce nouveau théâtre du monde, vu surtout depuis ce qu'on appelle le Sud, mais en tenant compte des faces Nord, Est et Ouest du prisme, que ce recueil met en scène.

Le premier texte en plante le décor. Il positionne la notion de *mégapolisation* (seulement définie par l'accumulation humaine dans les bassins d'urbanisation) par opposition à celle de métropolisation, dans laquelle une économie désormais mondialisée est censée conduire l'urbanisation. Il rappelle l'ampleur du décrochage entre les deux mouvements de concentration, celui des hommes et celui des richesses.

Le deuxième texte est celui où l'on voit se dérouler l'enchaînement des causalités qui, créant des rassemblements urbains inédits dans des régions marginalisées, fabrique aussi la *pauvreté majoritaire*, ainsi que des sphères d'économie seconde dont les logiques sont indissociables du processus de leur apparition. C'est ce processus, marqué par une inversion des rapports entre économie et démographie, qui autorise à proposer la notion d'*économie invertie*.

Le troisième texte illustre, par une description détaillée, le contenu de cette économie invertie, ou du moins l'une de ses manifestations lorsque cette sphère est confrontée aux soubresauts de l'extérieur. Le terrain étudié est celui d'Abidjan, où l'on voit que l'initiative artisanale (de production ou de service) a réagi positivement à la crise économique des années 80. Au-delà d'une fonction de refuge face à

² Pour en savoir plus sur le concept de mégapolisation, on peut lire, du même auteur : "La mégapolisation du monde", Géographie et cultures, n°6, 1993 ; "La mégapolisation n'est pas une crise" in Villes du Sud, sur la route d'Istanbul, Editions de l'ORSTOM, 1996; "La mégapolisation du monde, un nouveau champ sémantique", dossier "La ville en ses concepts", Urbanisme, n°296, 1997; "La mégapolisation, un autre monde, un nouvel apprentissage", Techniques, Territoires et Sociétés (Centre de Prospective et de Veille Scientifique, Ministère de l'Équipement, Paris), n°35, 1998.

³ Ph. Haeringer, "Introduction à la diversité citadine", Techniques, Territoires et Sociétés, n°35, 1998

l'effondrement du salariat public et privé, cette sphère dite informelle s'est largement investie dans la modernité, mais sans basculer dans une logique d'accumulation.

Les quatre derniers textes sont à ranger au chapitre des propositions, ou plus modestement des recommandations, adressées successivement aux pouvoirs

municipaux, aux "organisations non gouvernementales", aux directeurs de projets d'un grand bailleur de fonds, enfin aux promoteurs des chartes et "agendas" onusiens. Dans des registres différents, ils tentent les uns et les autres d'éclairer, au nom de quelques acquis théoriques ou empiriques, les conditions dans lesquelles s'exercent les actions concernées par la *pauvreté majoritaire*.

I. LA TOILE DE FOND

Méga versus métro⁴

INTRODUCTION

De la confusion des concepts

Une des questions souvent posée quand on s'interroge sur l'évolution future des grandes villes peut se résumer ainsi : la mondialisation nourrit-elle ou se nourrit-elle de la métropolisation ?

Il faut s'entendre sur les mots. Si "métropolisation" désigne un mouvement de concentration du pouvoir économique dans un nombre limité de grandes villes, le mot donne à lui seul la réponse à la question posée. S'il désigne le mouvement de concentration des hommes dans des bassins d'urbanisation de plus en plus vastes, alors la question reste ouverte. Dire non devient possible. Le débat peut s'engager. Il existe une troisième acception courante de ce terme : la dissémination de l'espace urbain, voire sa dilution dans l'espace rural. Mais cette acception ne peut donner sens à la question posée.

Reprenons donc la deuxième hypothèse, les deux autres s'éliminant d'elles-mêmes. On voit malheureusement d'entrée de jeu que le mot est mal choisi. On a besoin d'un autre mot, plus neutre, désignant la seule concentration humaine. Il est tout trouvé : c'est "la mégapolisation", qui n'évoque que le gigantisme urbain, tandis que "métropolisation" ne peut se départir d'une idée de puissance économique. Or, il est de moins en moins évident que l'économie soit le seul déterminant de la démographie urbaine.

Ainsi outillé, on pourra plus aisément analyser les divergences qui existent entre démographie et économie, vérifier qu'il n'y a pas nécessairement synergie entre ces deux grandeurs. On s'apercevra que métropolisation et mégapolisation ne suivent pas toujours le même chemin. Il suffit pour cela de se tourner vers l'Est, puis vers le Sud, pour ensuite nuancer notre regard sur nos propres contrées. Au Sud, à l'Est et à l'Ouest, de nombreux scénarios montreront que les deux dynamiques ont pu faire un bout de chemin de

conserve, emmenées par la révolution industrielle, l'aventure coloniale, le projet communiste, mais qu'après l'arrêt de ces trois expériences le divorce fut et reste souvent dramatique.

1. LA MÉGAPOLISATION SANS LA MONDIALISATION

L'industrie de l'ancien bloc soviétique peut bien s'évanouir, la population qui avait été appelée pour la servir est bien obligée de poursuivre sa vie citadine. Il ne peut y avoir un destin de ville fantôme (au sens des sites abandonnés du *far west* américain) pour une guirlande de villes millionnaires qui a fait le vide rural dans son sillage. Pour la grande majorité des gens, il n'y a d'échappatoire ni en bas ni en haut de la pyramide des établissements humains. Moscou, qui réunit à lui seul plus des deux tiers des investissements étrangers dans la Russie d'aujourd'hui (et 80 % du chiffre d'affaire des banques et assurances)⁵, semblant ainsi confirmer le postulat d'une connivence entre les hyper-villes et l'économie mondiale, se ferme farouchement aux migrations que cette manne pourrait attirer; en dépit de la nouvelle Constitution, la *propiska* (droit de résidence) y est maintenue par dérogation. La pointe de la pyramide serait-elle ailleurs ? Il y a des utopies de fuite extra-continentale, mais elles ne peuvent agir qu'à la marge : les 250 millions d'anciens soviétiques ne se déverseront pas tous sur les USA ni sur l'Union européenne, ni sur les grandes places de l'extrême Asie.

Il en est de même des habitants de Lagos ou de Kinshasa, comme de ceux de Bamako ou de Bangui. Toutes les villes d'Afrique ont quintuplé leur population depuis la première décennie d'indépendance, tandis que leur secteur industriel stagnait ou régressait. A la tête de deux pays aux ressources minières (et autres) considérables, Lagos et Kinshasa pourraient faire exception. L'économie-monde ne les a pas lâchées, mais on voit bien qu'elle n'a que faire de

⁴ Ce texte fut rédigé à l'occasion du colloque international Villes du XXI^e siècle (La Rochelle, 19-21 octobre 1998) sous le titre "Méga versus métro. De la confusion des concepts et des objets de la métropolisation". L'atelier "Mondialisation et métropolisation" réunissait une vingtaine de personnes, parmi lesquelles le Russe V. Kolossov, le Chinois G. Chen, les Américains S. Sassen, A. Scott, M. Storper, M. Cohen, les Français F. Damette, L. Davezies, Cl. Lacour, P. Veltz.

⁵ Entretien avec Vladimir Kolossov, directeur de l'Institut d'études politiques de l'Université d'Etat de Moscou (octobre 1997).

leurs habitants. Il n'y a pas de carburant automobile (ni d'électricité, ni de salaires) dans les villes du premier pays pétrolier d'Afrique. Pourtant ces villes grandissent et donc assurent, à leur façon, leur reproduction sociale.

Dans le même temps, les villes de l'Europe occidentale luttent pour conserver un rôle dans l'économie mondialisée : une petite part du commandement et des bénéfices, mais surtout, coûte que coûte, une masse salariale significative. Malgré cette détermination et en dépit d'une relative félicité due à un a priori plutôt favorable des investisseurs, l'Europe assiste à une lente érosion du salariat industriel, mal compensée par l'hégémonie grandissante du secteur des services. Le secteur public aussi se rétrécit. Pourtant, ni les vallées urbanisées de la moyenne Angleterre, ni les plaines rhénanes, ni le delta rhodanien ne perdent leurs citadins.

Il faut bien constater, au total, qu'une urbanisation se poursuit ou se maintient sans l'appui de ce que l'on entend par la "mondialisation". Encore un mot qui demande à être explicité. Seule son acception la plus pointue prend sens ici : la concentration des puissances financières et des firmes pourrait profiter (selon l'hypothèse initiale proposée à cet atelier) aux grandes concentrations urbaines partout dans le monde. Mais, sans préjuger de quelques places prépondérantes sur lesquelles nous reviendrons, on vient de voir qu'il n'en est rien ni à la périphérie ni même au centre. En revanche, on ne peut nier que la mondialisation, considérée dans toutes ses dimensions, participe d'un "état" du monde qui précipite les gens vers les villes et les rend dépendants de décisions et de mouvements qui les dépassent et dépassent aussi les gouvernements nationaux. Dépendants par défaut lorsque l'emploi leur échappe, dépendants par captivité lorsque cet emploi est octroyé à des conditions drastiques et minimalistes, enfin dépendants dans tous les cas en tant que consommateurs.

L'empire de l'économie, que celle-ci soit mondiale ou qu'elle ne le soit pas, est indémêlable des autres pulsions de la vie. Cependant, il ne semble plus guère nécessaire, aujourd'hui, de démontrer que l'urbanisation du monde est de la dimension d'un fait de civilisation, sans doute aussi décisif que ne le fut l'avènement de l'agriculture. Avec l'effacement du monde paysan disparaît bien autre chose qu'un type d'économie. Et l'homme d'aujourd'hui va vers la ville non tant pour trouver un emploi (tous les paysans ne sont pas chassés de leurs terres) que pour trouver un emploi "urbain". Son projet est d'abord d'entrer dans la civilisation urbaine. En sera-t-il déçu ? La voie du retour est à peu près impraticable, moins pour des raisons purement économiques que pour des raisons mentales. On pourra toujours démontrer que ces raisons-ci passent après ces raisons-là. Mais ce qui est sûr, c'est qu'elles forment un tout, et quand l'écono-

mie est incluse dans un tout, c'est qu'on est dans le culturel, ou dans l'ensemble des ensembles comme dirait Braudel.

Cette querelle de l'économie et du culturel est d'ailleurs vaine. On peut la contourner en s'en rapportant à la démographie, et même au simple comptage des hommes et des femmes. Quelle que soit sa place dans la distribution des rôles de l'économie mondiale, n'importe quel pays du monde voit son taux d'urbanisation monter inexorablement. Chaque pays vit cela à son rythme. Certains sont très en avance, d'autres très en retard, mais tous progressent sur cette échelle, année après année, sans qu'il y ait jamais de mouvement en sens inverse. La donnée la plus démonstrative est que ce sont les pays du Sud, et singulièrement ceux qui sont les plus marginalisés par l'économie dominante, qui alimentent le mieux cette montée des taux d'urbanisation. Ne démontre-t-on pas à l'envers, parfois avec excès, que les mégapoles de demain seront au Sud ?

Une autre donnée majeure de ce tournant de siècle nous ramène à l'économie, mais sur un terrain où les non-économistes ont souvent plus de choses à dire que les économistes, qui y perdent leur latin. Dans un consensus insatisfait, désabusé, on s'accorde à parler d'une "économie informelle" qui rendrait compte d'une part croissante de la vie urbaine : une part prépondérante dans les innombrables villes dont les majorités sont pauvres ou misérables, une part minoritaire mais durement ressenties dans nombre de villes riches. Appliquée aux "multitudes" du Sud, la réflexion sur l'économie informelle conduit à identifier au minimum une "autre" logique économique - inféodée ou non à l'économie dominante -, ou plus largement un autre monde urbain. Appliquée aux sociétés occidentales, cette réflexion renvoie à la fin du salariat, voire à la fin du travail, donc aussi à un autre monde non pas exotique, mais futuriste.

Au Nord comme au Sud, et même à l'Est, ces mondes émergents qui inquiètent peuvent ou non être interprétés comme les empreintes négatives de la mondialisation. Mais la question n'est pas là.

2. LA MONDIALISATION DANS UN LIT TOUT FAIT

Comment, devant tant de signes lourds d'une déconnexion - ou d'une connexion négative - entre l'économie des grands donneurs d'ordres et certaines réalités urbaines grandissantes, comment l'hypothèse d'une symbiose entre la mondialisation de l'économie et la macro-urbanisation peut-elle avoir été formulée ? Où est la légitimité d'une telle question ? On pense évidemment aux grandes places que sont New-York, Londres ou Tokyo, les fameuses villes "globales" de Sassen. Mais Sassen reconnaît elle-même⁶

⁶ Saskia Sassen, propos recueillis par Sandrine Tolotti dans *Croissance*, n°405, juin 1997.

que ces places mondiales vivent comme en apesanteur au-dessus du matelas humain des agglomérations correspondantes. Autrement dit, Manhattan et la City ne sont pas New York ni Londres. Ne sont-elles pas, d'ailleurs, concurrencées par des îlots comme Hong Kong ou Singapour, des places off shore en somme, libres du poids d'un vaste territoire, et qui veillent jalousement à ne plus trop embarquer de monde sur leur plate-forme ?

On s'entendra aisément pour distinguer, dans le phénomène de mondialisation, la localisation des donneurs d'ordre et les terrains où s'exerce l'économie réelle voulue par ces donneurs d'ordre : investissements, emplois, production, distribution. On en finira avec le premier sujet en remarquant que si les principales places mondiales sont domiciliées dans quelques-unes des plus grandes agglomérations du monde, grands ports de surcroît, c'est qu'elles sont les héritières de la phase antérieure, celle des derniers empires maritimes, Hong Kong et Singapour étant eux-mêmes des comptoirs d'empire. Mais on ne sait combien durera cet effet d'inertie historique en ces temps où l'apesanteur et l'immatérialité progressent, faisant le lit de cette nouvelle configuration que l'on appelle la mondialisation. Il sera intéressant de vérifier si l'installation de la banque centrale européenne à Francfort, et l'alliance boursière qui commence à se former autour de ce centre, entraînera ou non une explosion "métropolitaine" de cette ville à peine millionnaire.

Plus intéressant est le deuxième sujet : la localisation de l'économie réelle, du moins de celle que l'on peut directement attribuer aux groupes de dimension mondiale. Géographie complexe, mais dont on peut dégager quelques lois. Pour s'en tenir à l'économie urbaine, en excluant donc l'extraction minière et l'agro-industrie quand elles n'engendrent pas une urbanisation significative, on observe deux comportements en apparence contradictoires. Dans maints pays sous-équipés, la préférence va, comme notre hypothèse initiale le suggère, aux plus grandes villes. La raison en est simple : seules ces grandes villes, aussi misérables que peuvent y être les conditions de vie de la majorité de leurs habitants, parviennent à réunir le décor minimal à l'implantation d'une unité de production moderne. Dans ces pays, où la plupart des plans de déconcentration sont voués à l'échec, il est exact que la mondialisation participe au renforcement de ce qu'on appelle la "macrocéphalie" soit à l'échelle des nations, soit à celle de vastes régions. Cependant, par définition, ces pays déshérités ne recueillent que l'écume des investissements mondiaux, moins motivés par le faible coût de la main-d'oeuvre que par l'accès à un marché, si marginal soit-il⁷. Et cette écume, pourtant si prisée et parfois

essentielle, n'absorbe qu'une part minimale de la population active des villes. Quand il en est autrement, c'est que des "dragons" émergent, et ce n'est évidemment pas le cas le plus courant.

Le cas du monde post-soviétique apporte une variante inédite à ce schéma. On ne peut dire que ces pays soient sous-équipés, mais leur équipement est obsolète ou délabré, en panne chronique. Ils ne souffrent généralement pas de macrocéphalie, mais une longue tradition de centralisme politique et d'autoritarisme font tout converger vers Moscou ou partir de ce centre : communications et transports, distribution, référents et légitimations, obédiences et réseaux. Depuis l'ouverture de la Russie à l'économie mondiale, celle-ci s'engouffre en ce point nodal et en reste là, peu soucieuse de se hasarder dans la profondeur des steppes ou dans les ci-devant capitales d'une industrie lourde ruinée. Aux Russes, nouveaux ou anciens, est laissé le soin d'assurer le relais, et de manoeuvrer une machinerie dont ils ont seuls le secret. L'incertitude d'un mouvement d'autonomie régionale, l'émergence de fiefs et de potentats locaux (voire de monnaies locales), ne semble pas devoir inciter les entreprises étrangères à disperser leur effort. Pour l'instant, Moscou est utilisé comme une tête de pont, ou comme une vitrine, mais on ne peut attribuer cette situation à la logique d'une économie mondialisée. Dans l'expectative, les investisseurs se contentent, ici, de tirer les conséquences d'un état des lieux.

L'économie mondiale, en effet, se comporte d'une toute autre façon lorsqu'elle trouve des espaces réticulés, isomorphes, interconnectés, ce que la plupart des pays industrialisés présentent au moins dans leurs parties "utiles". Cela est particulièrement vrai des plats-pays et des pénélaines de l'Europe du nord-ouest, mais aussi du plateau suisse, de la plaine padane, partout où le réseau autoroutier forme une pelote serrée. Dans de tels espaces, les investisseurs n'ont que l'embaras du choix, ils mettent les villes en compétition sans se soucier de leur rang hiérarchique. Les villes petites et moyennes bénéficient même d'une cote d'amour : plus de disponibilité, des terrains moins chers, etc. C'est bien pourquoi on voit évoluer ces régions en une mégalopolis transnationale, qui prend en écharpe la vieille Europe, exactement - faut-il le rappeler ? - comme le faisaient les courants marchands du temps des Croisades ! Autrement dit, là aussi, la mondialisation n'a fait qu'emprunter une route toute tracée.

On pourrait en dire autant de la mégalopolis japonaise, qui ne fait que relier Tokyo à la région des anciennes capitales de l'empire, Nara et Kyoto ; ou de la mégalopolis américaine de référence, qui ne

⁷ Rapport 1997 de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Bien que les filiales soient incluses dans le calcul, ces chiffres laissent partiellement ouverte la question des frontières, notamment de celle qui sépare production et contrôle d'une production, quand ce contrôle peut être indirect, occulte, voire mafieux.

perpétue que le semis des villes industrielles des États fondateurs, et qui fut décrite et célébrée avant même que ne se manifeste la mondialisation qui nous occupe aujourd'hui.

Cependant, ce que l'on peut observer dans le périmètre improbable des mégapoles peut aussi l'être au-delà, lorsque la dimension des territoires et leurs aléas (reliefs, faibles densités humaines, etc.) dispersent les établissements urbains. En Europe, la France représente une échelle intermédiaire, où la figure de la nébuleuse urbaine généralisée cède la place pour l'essentiel, région parisienne mise à part, à une configuration de couloirs ou de chapelets urbains, de lisières de villes côtières, bref à une distribution linéaire. S'il en est ainsi, c'est que la création d'activités s'effectue volontiers dans l'entre-deux des plus grandes villes, pourvu qu'un fleuve circulatoire les relie. S'accomplissent de la sorte des outrages lèse-hiérarchie, sans doute plus mal ressentis dans la France jacobine et municipale qu'ailleurs. Ainsi Marseille enregistre douloureusement les succès d'Aix, d'Arles ou d'Avignon. Quant à la persistance de la primatie parisienne, il serait déraisonnable d'en demander des comptes à la mondialisation plutôt qu'aux rois de France, aux Constituants, aux TGV, et à dix siècles de construction nationale.

Avec l'échelle américaine, c'est évidemment la figure du semis lâche qui domine, les mégapoles (côte Est, grands lacs, Californie méridionale) exceptées. Le continuum urbain s'apprécie non pas sur l'asphalte, mais au rythme des navettes aériennes. Il suffira de mentionner deux faits pour écarter l'idée qu'une prime pourrait aller systématiquement aux plus grandes métropoles. Dans les dernières décennies de ce siècle, c'est la modeste ville de Phoenix, isolée au cœur du désert de l'Arizona, qui progressa le plus vite, attirant de nombreuses industries de pointe (elle compte aujourd'hui trois millions d'habitants). En revanche, dans la mégapole californienne, Los Angeles se voit peu à peu éclipsée par le comté d'Orange pour tout ce qui se fait de mieux en matière d'industrie et de recherche. Le comté d'Orange n'est pas situé dans l'immédiate banlieue angevine, mais loin au Sud, en direction de San Diego.

3. LA CAMPAGNE MÉGAPOLITAINE

Le modèle américain suggère mieux que d'autres, parce qu'il évolue sur des espaces peu marqués par la sédimentation d'une histoire longue, la relation qui peut exister entre les deux principales composantes de la ville : la fonction résidentielle et l'activité économique. Cynthia Ghorra-Gobin⁸ observe que "l'éclate-

ment spatial de la ville américaine n'est pas le fruit de la spéculation foncière ou de l'usage de la voiture, mais correspond à un mythe (résidentiel) qui se bâtit entre les années 1820 et 1860", ajoutant que ce que Joël Garreau⁹ appelle aujourd'hui les *edge cities* ne se sont arrogées que récemment des fonctions économiques, désormais dominantes dans une économie américaine restructurée par la mondialisation. Les aspirations résidentielles auraient donc précédé les acteurs économiques ou, cela dit autrement, l'économie, en l'occurrence mondialisée, se serait coulée dans un moule tout prêt.

Dans une France qui, qu'elle le veuille ou non, suit de loin l'Amérique avec des ingrédients qui lui sont propres, on peut observer la même antériorité des pratiques résidentielles sur les implantations économiques qui jalonnent notre mégapolisation filamenteuse. La lecture en est certes moins aisée, car notre fuite des grands centres s'accroche sur des sites déjà marqués par l'histoire : villes petites et moyennes, villages et terroirs, dont nous guettons les clochers et les châteaux. Les nouvelles activités se mêlent à celles qui viennent d'un autre âge ou à leurs ruines. Cependant, il semble bien que la succession des actes soit couramment la suivante : fermettes "bords de Marne" ou "lubéronnes", lotissements "Les Alouettes" ou "Les Lavandes", centre commercial "La vie en vert", et enfin zone d'activité (ZA), une pour chaque commune, car les taxes professionnelles ne se partagent pas. Les roades et les ronds-points s'intercalent entre les deux derniers actes. Parfois, tel un gain au loto, un "master" de rang mondial vient s'implanter lourdement, bouleversant quelque peu les plans. Ainsi vont nos villes.

Que les firmes suivent le même chemin que les gens, cela n'a rien d'étonnant. Elles sont comme eux désireuses d'échapper aux centres encombrés, pour des raisons de coût et d'agrément. Elles ne peuvent pour autant trop s'isoler, parce qu'elles empruntent les mêmes voies de circulation et que, le temps des cités ouvrières étant révolu, leur personnel doit pouvoir s'insérer dans un marché immobilier et dans une vie locale. On peut ajouter que le voisinage de la fonction résidentielle et d'une industrie de plus en plus souvent légère, propre et silencieuse, n'est plus aussi problématique qu'aux temps du charbon et des marabouts-pilons. On sait d'autre part que les services et la distribution prennent de plus en plus le pas sur la production, et que d'innombrables formules sont développées pour ramener au plus près du consommateur des produits et des services que l'intégration industrielle et commerciale risquerait d'en tenir éloignés ; que la production elle-même est soumise à la loi des "flux tendus" qui la conduit, chaque fois que la nature du produit le permet, à diviser ses unités de

⁸ C. Ghorra-Gobin, "De la ville à l'edge city", in J. Portes, éd., *L'Amérique comme modèle, l'Amérique sans modèle*, Presses universitaires de Lille, 1993.

⁹ J. Garreau, *Edge City, life on the new frontier*, New York, Anchor Books, Doubleday, 1991. Peu conceptualisée, la notion d'edge city renomme indifféremment la banlieue américaine, désormais dotée de pôles économiques, et ces pôles eux-mêmes.

production ou de montage, à les multiplier et à les disperser sur les territoires afin de réduire les temps de livraison. Même au stade de la production, la présence d'une marque dans une région urbaine peut avoir un puissant impact publicitaire, voire identitaire, sur une clientèle locale convoitée. Toutes ces raisons et bien d'autres, qui n'agissent pas toutes à la même échelle, concourent cependant à entraîner l'activité économique dans le sillage des nouvelles mobilités résidentielles, a priori porteuses des modes de consommation de l'avenir, et cela d'autant plus facilement que les collectivités locales déploient toutes leurs séductions, dès lors qu'elles ont la charge de nouveaux habitants, pour attirer à elles les entreprises susceptibles d'apporter leur écot fiscal.

Ce scénario est particulièrement applicable à un pays comme la France, car les facteurs d'une antériorité du résidentiel sur l'activité économique y sont singulièrement puissants. Le plus spécifique d'entre eux est la place occupée par le secteur public, et le rôle qu'il joue dans les dynamiques urbaines, notamment par le truchement de l'emploi, mais aussi par la part qu'il prend à l'encadrement de la vie quotidienne. Ajouté à l'importance, en nombre et en pouvoir d'achat, de la population retraitée, le secteur non marchand est majoritaire et entraîne donc le mouvement de l'urbanisation nouvelle. Ce mouvement est par ailleurs favorisé par la qualité proverbiale des routes et rails de France (encore le service public!) et par celle, plus récente, des autres réseaux techniques. Il est encore renforcé par l'importance que prennent, en France, les considérations culturelles dans le choix de la résidence.

Ont déjà été évoquées les accroches identitaires que représentent les communes petites et moyennes qui jalonnent la progression mégapolitaine. En témoignent chaque année davantage, et pas seulement dans l'euphorie estivale des régions touristiques, les efforts considérables qui sont accomplis par ces petites localités pour rivaliser avec les initiatives culturelles des grands centres. La progression inégalée du temps des loisirs accompagne cette propension à "consommer" (ou à promouvoir) des valeurs culturelles et à les intégrer dans les plans de vie. La meilleure illustration en est que les résidences secondaires, qui pullulent depuis les années cinquante, supplantent bien souvent les résidences principales jusqu'à se substituer à elles à l'heure de la retraite, parfois avant, à moins que les deux notions ne se soient rejointes dès l'origine du ménage pour n'en former qu'une, fondue dans un compromis à mi-chemin de la ville et de la vallée perdue. La maison, qui était une nécessité, devient ainsi un plaisir, avec son complément de plus en plus déterminant qu'est le jardin, à l'origine d'un des secteurs marchands les plus prospères.

C'est ici qu'il convient de faire état d'un de ces phénomènes correctifs dont les civilisations ont le secret, lorsqu'elles atteignent des extrémités qui pourraient les anéantir ou les rendre insupportables. Déjà, on voit bien que le desserrement de la trame urbaine, et la recherche de niches identitaires, sont une réponse au gigantisme urbain. Le retour à la maison individuelle aussi, avec sa valeur familiale souvent retrouvée, cultivée (même si elle est vite trahie par la mobilité des enfants, voire des parents eux-mêmes), et son contact avec le règne végétal. Mais ce correctif se prolonge dans la vie économique. Passons sur le développement de l'économie domestique : explosion du bricolage jusqu'au travail au noir, succès renouvelé des aires de potagers familiaux. Plus décisive est la résurgence de la micro-entreprise et d'une demande - parfois frénétique - de contact direct client/producteur.

Cette résurgence est intense à la fois dans les centres anciens, où elle se marie bien avec le culte du patrimoine, et dans les digitations de la "campagne mégapolitaine", surtout lorsque celles-ci rencontrent les sanctuaires du terroir paysan. Ici et là les Français retrouvent avec délices les marchés en plein ciel et les produits de la ferme, mais aussi, de l'atelier aux boutiques les plus raffinées, des services et des produits artisanaux couvrant un éventail de plus en plus large de leurs besoins. Il est vrai que l'industrie excelle souvent à maquiller ou à adapter ses produits pour récupérer une part de ce marché, dont la frontière reste floue. Inversement certaines grandes surfaces savent faire place, mais en trichant parfois aussi (à moins qu'elles ne soient abusées!), aux produits de l'artisanat. Cependant, les vrais amateurs savent trouver, de plus en plus nombreux, le vrai produit à sa vraie place.

Après qu'on ait longtemps vu l'économie intégrée (mondialisée ?) cannibaliser les petits producteurs, les petits prestataires de services et les petits distributeurs, il semble qu'il y ait beaucoup de places à reprendre ou à inventer pour les adeptes d'une logique et d'une qualité artisanales, tout passéisme ou "babaisme" bu. Le morcellement de l'espace mégapolitain, sa diffusion dans les replis du terroir, sont susceptibles aussi bien de faire le lit de l'artisanat de proximité que celui des firmes mondiales. Il en est de même des tendances lourdes du temps. L'entreprise individuelle est la plus naturelle des répliques à la crise du salariat. Mais l'éthique artisanale entre aussi en résonance avec l'affirmation de l'individu, en même temps qu'avec le développement du communautarisme ethnique ou associatif. Enfin l'ère informatique, grande responsable de l'accélération du mondialisme, est en retour un formidable gage d'autonomie de la micro-entreprise, surtout si elle est perdue au fond de la campagne mégapolitaine¹⁰.

¹⁰ Ph. Haeringer, "La campagne mégapolitaine", in "Le monde au XXIIe siècle", L'Environnement magazine, n°1543, décembre 1995 (numéro commémorant les 150 ans de la publication et projetant le regard à 150 ans...). Par cette expression, reprise dans des publications ultérieures, on propose une analogie entre l'écoumène paysan que nous quittons et l'écoumène "urbain" dans lequel nous entrons. L'intention mise dans cette expression est moins normative que celle qui transparaît dans l'urban field de Friedmann et Miller (1965), évoqué par C. Ghorra-Gobin dans un article récent ("L'urban field américain", dossier "La ville en ses concepts", Urbanisme, n°296, 1997).

4. LA MONDIALISATION SANS LA MÉTROPOLISATION

Les 44.000 entreprises transnationales recensées dans le monde ne produisent, après tout, que 8 % du PNB mondial¹¹. Cela laisse de la marge pour les marges, que celles-ci soient abandonnées à une économie de subsistance ou qu'elles soient le siège d'une économie alternative et complémentaire, ou tout simplement nationale. Dans les deux cas de figure, qui distinguent grosso modo les pays développés de ceux qui ne le sont pas, ces marges restent paradoxalement majoritaires. Surtout, elles ont parti lié avec des comportements sociétaux lourds, qui précèdent plus qu'ils ne suivent l'initiative économique. Contrairement à ce que l'on croit souvent, cette antériorité sociétale, qui s'exprime notamment dans les dynamiques (ou les inerties) résidentielles, caractérise davantage la phase actuelle de l'histoire urbaine que la phase précédente. Aux temps conjugués de l'industrialisation, de la colonisation et du projet communiste, l'initiative économique emmenait l'urbanisation. Aujourd'hui la relation s'est inversée. C'est pourquoi il est plus juste de parler de mégapolisation que de métropolisation, au moins pour désigner le mouvement général des villes.

En revanche, dans les configurations les plus prospères, il est indéniable que l'on assiste au renforcement continu d'un certain nombre de pôles de puissance. On peut bien alors parler de métropolisation. Mais, sauf peut-être pour quelques purs dragons ou pour quelques exceptionnelles *success stories* urbaines, ce phénomène s'inscrit dans le précédent. C'est ainsi que l'on peut aboutir, pour une même ville, à une dualisation opposant une économie branchée sur le monde et une économie majoritaire rivée aux paramètres locaux, avec un processus d'osmose trop lent pour que la seconde profite pleinement de la première. Cette coupure est particulièrement nette dans beaucoup de pays sous-développés, dont les richesses sont confisquées et très peu redistribuées. Elle l'est aussi dans les métropoles où siègent les plus importants postes de commandement de l'économie mondiale.

Dans les deux cas on observe une autre coupure, qui rend la ville partiellement étrangère au territoire régional dont elle était primitivement issue. Mais cette coupure est un corollaire de la précédente : on peut en effet démontrer - dans une certaine mesure - que la pointe de l'économie mondiale fonctionne dans une sphère qui lui est propre, indifférente aux territoires au creux desquelles elle niche ses postes stratégiques. Mais ne pouvait-on déjà, en des siècles reculés, observer de tels phénomènes de réseaux de puissances passant par-dessus les peuples, dont les démêlés retentissaient néanmoins cruellement sur

ces peuples, comme il en est aujourd'hui des soubresauts des marchés boursiers ?

Plus caractéristique du temps présent est le constat suivant : l'ensemble du monde urbain tend à fonctionner dans l'ignorance de ce qui n'est pas urbain, car la ville d'aujourd'hui ne procède plus de la campagne. A quelques notoires exceptions près, les unes archaïques mais qui n'ont pas dit leur dernier mot (exemple indien, où le taux d'urbanisation est encore faible), les autres porteuses d'un avenir plutôt élitiste (petites villes du vignoble français ou du tourisme vert), l'alliance ville/campagne n'est plus qu'un souvenir dont la célébration, ici ou là, est un aveu. Cet enracinement disparu, les villes appartenant à un même couloir urbain ou à une même nébuleuse deviennent largement interchangeable par leur contenu : population, activités, fonctions. Il reste bien des marquages sociaux lourds, mais les longues lignées familiales et les dynasties entrepreneuriales se brisent. Les spécialisations tirées du terroir se diluent, même si l'on observe que les agricultures les plus prospères restent proches des villes. Villes et bourgs, et donc même les campagnes, ne sont plus que les fragments d'un bassin d'urbanisation, organisé autour ou à partir d'une vieille capitale régionale. C'est pour cette dernière raison - et en souvenir des politiques d'"armature urbaine" et de rééquilibrage régional qui n'ont pas sévi qu'en France - que l'on appelle ces bassins des "aires métropolitaines". Mais l'interchangeabilité des contenus entraîne dans un très grand nombre de cas la vacuité progressive du centre. La dynamique centripète laisse place à une dynamique centrifuge. Le gradient social aussi s'inverse. On obtient donc exactement le contraire d'une métropolisation.

Il reste donc la dissémination urbaine, que nous présentions au début de ce texte comme la troisième acception du terme "métropolisation", et dont nous estimions qu'il ne donnait pas sens à la question du rapport à la mondialisation. En effet, que pourrait bien être ce rapport ? On a vu que le desserrement urbain était d'abord affaire de moeurs, servies par les technologies de la mobilité ; et que l'activité économique suivait avec retard, mondialisation ou pas. Le positionnement d'une entreprise transnationale, dans un espace urbain déjà suggéré, n'a guère de raison d'être différent de celui d'une entreprise nationale de même ambition et poursuivant le même marché. Un pays comme la France n'aurait certainement pas évité la dissémination urbaine si elle était restée fermée aux multinationales et aux capitaux voyageurs. D'ailleurs elle le fut longtemps, relativement à ses voisins, ce qui ne l'empêcha pas, à l'issue de ces années gaulliennes, de battre des records dans ce que l'on appela alors le mitage des paysages, ainsi que dans la prolifération des cités et des hypermarchés en rase campagne.

¹¹ CNUCED, *op. cit.*

Les effets de la mondialisation sont, décidément, à chercher ailleurs que dans l'évolution du semis urbain et de sa hiérarchisation. Au plus accélèrent-ils (et fragilisent-ils), dans certaines situations, des mouvements de fond qui sont à rapporter à l'évolution générale des sociétés. Certes, cette évolution est mondiale. Mondiale, mondialisation... il serait trop simple de fermer ainsi la boucle. A moins d'élargir le concept de mondialisation à tout ce qui unifie la destinée planétaire, et de le priver ainsi de la signification précise qu'on lui donne depuis quelques années (s'entendra-t-on sur cette formule : "*processus d'intégration et de concentration économiques résultant de l'internationalisation des capitaux, des firmes et des marchés*" ?), on ne peut lui attribuer l'explosion urbaine et le cheminement de notre civilisation vers le tout-urbain. Il est indéniable, en revanche, que la mondialisation (que les anglo-saxons appellent la *globalisation*) se coule fort bien dans cette évolution générale, au point de paraître la conduire. Elle ne joue pourtant qu'un des rôles de ce jeu complexe, un rôle certes musclé, à la fois constructif et dévastateur, consolidateur et déstabilisateur (de l'emploi notamment), mais qui engendre diverses réactions correctives de grande ampleur (le succès des PME, le renouveau de l'entreprise individuelle) et laisse courir de nombreuses autres forces ou pesanteurs. Celles-ci ne relèvent pas nécessairement de l'économie, mais sont à même de la contraindre et de la plier à leurs raisons.

Un dernier survol de la géographie urbaine de l'hexagone finira de nous en convaincre. Les mises au point successives de l'INSEE nous dépeignent une France en apparence contradictoire : de plus en plus resserrée sur quelques bassins ou couloirs d'urbanisation et de plus en plus consommatrice d'espace. S'agit-il d'une dynamique de métropolisation, ou faut-il n'y voir qu'un processus de mégapolisation étalée ? En première approximation, on pourrait dire que les deux phénomènes y trouvent leur compte; les pôles les plus attractifs gagnent, mais ils s'effilochent. Toutefois, un deuxième examen affaiblit l'hypothèse de la métropolisation. En effet, hormis une polarisation séculaire sur la région parisienne¹², c'est le pourtour méditerranéen qui l'emporte, alors même que la métropole de référence, Marseille, est en crise durable et profonde. La façade atlantique, des côtes bretonnes aux bouches de l'Adour, connaît une félicité comparable. La guirlande de nos charmants petits ports aurait-elle recouvré une importance stratégique à l'heure de la mondialisation ? Evidemment non. En revanche, ils participent sans doute, avec

bien d'autres atouts climatiques et de qualité de vie, de l'aimantation que ces régions exercent sur la population française. Et l'économie suit, sans autre critère objectif que le désir des gens.

CONCLUSION

Tropismes ...

Etudiant les évolutions de la population française à l'échelle fine du découpage communal, Hervé Le Bras¹³ nous permet de sortir de la stricte géographie des villes pour entrer dans celle des pôles et des lignes. Les pôles l'emportent encore par leur poids, mais toute la nouveauté est dans les lignes. Préférant la vitesse à la proximité, la figure du réseau à celle de la pyramide, cette nouvelle géographie urbaine retrouve certaines des plus vieilles routes de France en même temps que les principaux contours du pays physique ; en réalité les sillons les plus profonds, les plaines et bassins les plus bas, les piémonts et les fleuves et, tout au bout de ce ruissellement, les estuaires et les côtes. Cette mégapolisation filamenteuse, paradoxalement, permet aux Français de retrouver des petites villes qui, parfois isolées au creux d'une vallée alpine, se trouvent ainsi raccrochées aux principaux bassins urbains.

Parmi toutes les "métropoles d'équilibre" lancées dans les années 60, Toulouse apparaît clairement comme la réussite la plus convaincante, avec une spécialisation aéronautique et spatiale du plus haut niveau mondial. Pourtant, elle était de loin la moins bien située par rapport aux grands axes français et européens. Le tropisme solaire (le midi aquitain, le mythe de la ville rose...) aurait-il joué en sa faveur, comme il semble qu'il ait joué pour Phoenix ou Tucson dans leurs déserts de cactus (et plus largement pour le *Sunbelt* au détriment du *Manufacturing Belt* du nord-est américain¹⁴) ? Quels étaient les atouts économiques de Los Angeles, sinon son célèbre sunset sur l'ultime rivage, si séducteur qu'il aura fallu détourner les lointaines eaux du Colorado afin d'assurer la survie des populations piégées ? On ne sait pas assez que cette agglomération immense, emblématique de la modernité la plus avancée, est d'abord et encore une formidable colonie de peuplement où confluent plusieurs des plus puissants courants migratoires du monde. On ne sait pas non plus assez que ce pôle majeur de l'urbanisation américaine eut à négocier dans la douleur, au cours des vingt dernières années, son adaptation économique aux

¹² Paris est au nombre des cités "presque" globales inventoriées par S. Sassen ("*La ville globale*", dossier "*La ville en ses concepts*", *Urbanisme*, n°296, 1997). Toutefois, il est probablement impossible de mesurer, en regard d'un très puissant tropisme historique, la part des logiques actuelles (tertiarisation de l'emploi, externalisation des fonctions tertiaires des entreprises, exigence de proximité réciproque des grands groupes et des PME prestataires de services, etc.), et moins encore la part de la mondialisation proprement dite dans la poursuite d'un mouvement de concentration, à Paris, des cadres de haut niveau. Les auteurs de l'ouvrage collectif *Les territoires du futur* (DATAR, Editions de l'Aube, 1993) hésitent à mettre en avant tantôt un renforcement apparent de cette polarisation, tantôt les signes d'un essoufflement par asphyxie et ceux de nouvelles dynamiques sur le territoire français.

¹³ H. Le Bras, *La planète au village*, DATAR, Editions de l'Aube, 1997.

¹⁴ A.J. Scott, *Metropolis, from the division of labor to urban form*, University of California Press, 1988.

nouvelles données de la mondialisation. Il en résulte une déconnection accrue entre une lourde part de sa réalité mégapolitaine (dont on peut se faire une idée dans East L.A., où se développe une économie largement autarcique) et sa brillante participation à l'économie mondiale, qu'elle exerce dans des pôles excentrés et choisis comme celui de l'*Orange County*.

Aux confins de la mégalopolis californienne, sur le revers mexicain de la frontière, un vaste amas proto-urbain se presse contre le mur de tôle dressé par les Américains. Un million de "latinos" sont à Tijuana pour passer le mur, ou pour s'embaucher dans les

usines sous douane de la mondialisation (les *maquilladoras*)¹⁵. Les Tijuana sont nombreuses, sur cette longue frontière ou sur d'autres. Parler de métropolisation suffira-t-il en ce cas ? Considéré à l'échelle des rapports entre le Nord et le Sud, ou entre l'Est et l'Ouest, c'est le monde développé tout entier qui paraît jouer le rôle de la métropole, toutes nuances confondues, tandis que le reste du monde se contenterait de celui de la mégapole. Il ne faut surtout pas l'oublier lorsque l'on instruit le dossier de la mondialisation, et moins encore lorsque l'on s'attache à scruter la ville du XXI^e siècle¹⁶.

(août 1998)

¹⁵ Usines de la mondialisation ? Pas si sûr, malgré les apparences ! En tout cas, mondialisation à demi. Il y a bien à Tijuana des firmes du monde entier, sans doute dotées de capitaux transnationaux. Mais comment se fait-il qu'elles aillent exploiter sous douane la main-d'œuvre du Sud ? Les agglomérations de frontière (dont Shenzhen, aux portes de Hong Kong, représente un autre type) semblent fournir le plus éclatant exemple d'une urbanisation produite de toute pièce par la mondialisation. Pourtant, s'il y a place pour un effet frontière, c'est que la mondialisation se heurte encore à d'autres réalités. Affaire à suivre. La fin de la concession (à Hong Kong) et les accords de l'Alena (au Mexique) n'ont pas encore achevé leur œuvre.

¹⁶ Ph. Haeringer, "La mégapolisation du monde, un nouveau champ sémantique", dossier "La ville en ses concepts", *Urbanisme*, n°296, 1997, ainsi que "La mégapolisation, un autre monde, un nouvel apprentissage", dossier "De la ville à la mégapole", Techniques, Territoires et Sociétés, Centre de veille et de prospective scientifique, Ministère de l'Équipement, Paris, septembre 1998.

II. LE SCÉNARIO

Économie invertie et pauvreté majoritaire¹⁷

INTRODUCTION

Une fausse alternative

La chronicité du désarroi économique de nombreux pays du Sud engendre un certain report, de l'économie vers le social, des spéculations intellectuelles sur le développement et sur la pauvreté, majoritaire en ces pays. Mais l'alternative n'est pas entre le social et l'économique. On ne saurait séparer ces deux dimensions sans pécher contre nature, sans s'exposer à des déboires, sans renoncer à comprendre. Pour autant, il ne serait pas juste de ramener à de simples effets de mode les courants de pensée qui, sur un constat de faillite des voies classiques du développement, invitent tour à tour à s'extasier devant les vertus sociétales du non-développement (ou des succédanés du développement), ou au contraire à dénoncer les dérives d'abandon et d'irresponsabilité auxquelles ces thèses pourraient conduire. Chacun de ces courants a sa légitimité et participe d'un diagnostic général. Il faut donc les raccorder. On pourrait tenter de le faire en réinstruisant la notion de développement. Mais il paraît plus sûr d'emprunter une voie plus "phénoménologique", en partant du constat de pauvreté majoritaire pour en redécouvrir le sens, et pour le relier à d'autres phénomènes majeurs de notre temps.

On pensera surtout, dans les pages qui suivent, au continent africain.

1. MÉGAPOLISATION DU MONDE ET PAUVRETÉ MAJORITAIRE

1.1. Un constat

Sauf lorsqu'elle atteint des limites biologiques, la pauvreté est d'abord un état relatif et subjectif. Lot le mieux partagé du monde et de l'histoire du monde, elle est particulièrement perceptible lorsque les sociétés sont en mouvement, lorsque la recomposi-

tion est permanente. Un cas extrême est celui de l'arrachement de populations sinistrées, déplacées par fait de guerre. Mais les mutations sociales que vivent les sociétés du Sud, depuis que les mécanismes de "tiersmondisation" se sont emparés d'elles, sont assimilables à un arrachement constamment ravivé. Dans ce contexte, qui est aussi celui d'une urbanisation soudaine et rapidement mégapolitaine, les situations d'indigence - relatives ou accusées - sont douloureusement ressenties comme anormales. Elles sont en outre fortement stigmatisées parce qu'elles sont assorties de tous les signes de la précarité.

Réduire la pauvreté consisterait alors moins à enrichir les gens qu'à les débarrasser des aléas de la précarité. Dans une ville, on pense à l'emploi, au logement, mais on est conduit à se préoccuper de bien d'autres secteurs de la vie matérielle et sociétale, parce que l'insertion citadine ne va pas de soi. Comment pourrait-il en être autrement lorsque les neuf dixièmes d'un peuplement désormais considérable s'est accompli en moins d'un tiers de siècle ? Or il semble que l'on ait renoncé à l'espoir de vaincre cette précarité, même dans ses composantes les plus accessibles à une solution, comme le logement. Ce renoncement vient à l'issue d'un parcours décourageant. Certes, il est admis que tous les efforts n'ont pas toujours été faits, que de nombreuses erreurs et incuries sont à déplorer. Mais les expériences furent assez nombreuses et soutenues pour que l'on soit parvenu à la conviction de se trouver devant un mur, à moins qu'il ne s'agisse d'un tonneau des Danaïdes.

Ce constat de désespérance peut trouver une bonne partie de sa thérapie dans une prise de conscience de la force des mécanismes. La mégapolisation du monde est incontournable. Il n'est pas un seul pays au monde où le taux d'urbanisation ne progresse. Savoir que nous sommes face à une mutation inéluctable, dont la brutalité est consubstantielle au phénomène, permet de relativiser la culpabilité d'un échec. Et d'éviter d'engager des batailles perdues d'avance.

¹⁷ Ce texte a été rédigé dans le cadre de la préparation du sommet mondial sur le développement social (Copenhague, 6-12 mars 1995) sous le titre "Éléments pour une théorie de la pauvreté majoritaire et pour son dépassement". Il fut également présenté comme texte d'appui de la journée "La nouvelle économie urbaine" (cycle "Jeudisby", ORSTOM, Bondy, 9 nov. 1995). La "fausse alternative" évoquée ici fait référence au discours qui, aux yeux de beaucoup, légitimait la conférence de Copenhague.

Devant un phénomène de cette ampleur, il est essentiel de regarder avec lucidité ce qui vient, de le reconnaître, afin d'ajuster au plus près, et avec humilité, les actions et les politiques.

1.2. Le scénario

Premier tableau.

L'extraordinaire complexité des problèmes sociétaux contemporains s'accommode, non moins extraordinairement, d'une mécanique globale relativement simple. Pourquoi ce ruissellement généralisé du peuplement de la planète vers les centres urbains ? La réponse n'est pas mystérieuse du tout: elle est dans l'avancée technologique sans précédents du dernier demi-siècle. Une avancée qui disqualifie les productions paysannes et les artisanats ruraux, qui surdiffuse les cultures citadines, qui autorise toutes les mobilités, et qui de surcroît déclenche l'explosion démographique en secourant les bébés. Point n'est besoin d'en dire davantage pour ce premier tableau.

Deuxième tableau.

Il nous montre une croissance urbaine dont personne ne veut. Puisqu'en effet le peuplement urbain s'accomplit pour d'autres raisons qu'un appel positif de la ville - comme ce fut le cas pendant la phase de l'industrialisation ou lors de la construction coloniale -, celle-ci n'a que faire d'un surcroît de population qui va bien au-delà de ce que l'analyse marxiste identifiait comme l'armée de réserve du patronat. Cette réalité est renforcée et aggravée par l'évolution du salariat urbain lui-même. La poursuite des avancées technologiques resserre l'emploi industriel, tandis que la mondialisation - une autre conséquence des avancées technologiques - concentre géographiquement cet emploi davantage qu'elle ne le diffuse. Les espoirs de rattrapage industriel des pays les moins bien placés s'évanouissent ou s'amenuisent. Parallèlement, le secteur public, qui n'est plus suffisamment alimenté par le produit fiscal d'une activité industrielle réduite, et qui ploie sous le poids d'une surcharge citadine, rétrécit à son tour sa masse salariale.

Troisième tableau

C'est évidemment celui d'une pauvreté citadine majoritaire, pauvreté des individus et pauvreté de la ville, de ses équipements et de sa gestion. Cette pauvreté est en quelque sorte mécanique, quasi obligatoire. Sa réalité est en outre considérablement alourdie par le nombre : jamais le monde n'a connu de telles additions d'humains sans terre et dont la survie biologique dépende si complètement d'artefacts. Or cette dépendance s'accroît précisément avec la taille de l'agglomération. A l'échelle mégapolitaine, un déficit en équipement et en fonctionnement de la collectivité a des conséquences nécessairement graves. Pour s'en convaincre, il suffirait d'évoquer le problème de l'approvisionnement en eau.

Quatrième tableau

Ce n'est pas celui de la mort attendue des villes du Sud. Bien que tous les indicateurs soient au rouge, la vie se poursuit et la croissance démographique aussi, en dépit de quelques ralentissements signalés ici et là. Ce tableau est celui d'une économie urbaine d'un nouveau type, que les instruments classiques de la comptabilité nationale et de l'analyse économique ont beaucoup de mal à cerner. On peut quand-même tenter de la baliser, d'identifier quelques éléments de sa singularité, de reconnaître certains principes de sa cohérence. Nul doute que, chemin faisant, on explorera davantage qu'une économie. On fera quelques pas dans le monde du siècle qui vient.

2. LA NOUVELLE ÉCONOMIE URBAINE

2.1. Une inversion capitale

Ce dont il faut bien prendre la mesure, c'est que le basculement démographique - vers les villes - de ce dernier demi-siècle n'est pas et ne peut pas être la seule inscription sociétale de l'avancée technologique qui l'a provoqué. Celle-ci a, par exemple, des incidences géo-politiques et économiques qui vont bien au-delà de quelques révisions quantitatives. L'inédit de la dimension géo-politique est assez bien perçu, étant directement lisible et assez facilement médiatique. Clairement, la carte du monde n'est plus celle des années 30, et l'exubérance thématique de la vie internationale est là pour nous rappeler sans cesse que nous changeons ou avons changé de monde. En revanche, de la dimension économique nous ne retenons guère que des chiffres, généralement alarmants, mais qui ne nous confirment que la permanence d'un mal bien connu : la misère et le non-développement, dont l'explosion démographique et urbaine ne feraient que multiplier les effets.

Outre le fait qu'un changement d'échelle revêt toujours une dimension qualitative (l'indigence d'une petite ville est d'une autre essence que celle d'une mégapole), le changement que nous vivons réside aussi, et plus fondamentalement, dans le renversement d'un rapport, celui qui lie l'économique et le démographique. Alors que le peuplement urbain fut essentiellement, aux époques et sur les continents où le fait urbain eut lieu, le produit d'une économie *inductrice* (qu'elle fût de nature marchande, militaire ou politique), il est désormais majoritairement latéral à une telle économie, qu'il submerge. A la limite, il s'accomplit ou peut s'accomplir en dehors de tout appel économique. En revanche, ce rassemblement humain inopiné produit à son tour une économie. Mais cette économie, *induite* par le fait démographique, est d'une tout autre nature que la précédente.

Le passage d'une économie inductrice du peuplement urbain à une économie induite par le fait

accompli du rassemblement des hommes dans la ville, bouleverse évidemment la finalité et la logique de l'acte économique, donc la structure et le fonctionnement de tout ce champ. Le contraste est particulièrement saisissant avec les phases les plus récentes de l'histoire urbaine, celles de l'industrialisation et de la colonisation, largement concomitantes. Pourtant la phase actuelle, celle de la mégapolisation, est en étroite filiation avec celles-ci. Ce sont bien elles qui ont amorcé, déjà sous l'égide d'un progrès technologique caractérisé, le mécanisme de l'exode rural (jusqu'à le mener quasiment à terme dans quelques pays occidentaux). Surtout, elles ont mis en place le décor, la trame, la scène sur lesquels le débordement d'aujourd'hui se produit. De surcroît, elles continuent d'opérer : nous savons bien que l'industrialisation se poursuit, ainsi qu'une colonisation modifiée, même si l'une et l'autre se font de plus en plus discrètes.

Ce rappel d'une réalité complexe, où coexistent plusieurs strates de l'histoire du monde, donc plusieurs logiques, ne doit pas nous dissuader de discerner, dans la nouvelle donne contemporaine, la logique nouvelle qui s'insinue jusqu'à prendre, souvent, la plus grande place. Avant de voir comment elle côtoie ses devancières, y compris la ou les sociétés rurales pourvoyeuses, comment elle se métisse avec elles, comment elle les envahit tout autant qu'elle en est marquée, au point de brouiller les pistes et de donner le tournis aux praticiens et aux théoriciens du développement, il est important de l'identifier à l'état pur, qu'elle ne revêt jamais tout à fait sur le terrain.

2.2. La suite du scénario

Premier tableau.

Prenons une population qui s'agglomère sans stimulus économique positif. Ajoutons le nombre. Voici un million de gens rassemblés. S'ils ne meurent pas dans le mois qui suit, c'est qu'ils auront créé une économie. On pourrait appeler ce phénomène une économie de survie. Mais ajoutons encore une dimension : le temps. Voici un million de gens rassemblés depuis dix ans et ils sont devenus deux millions. On ne peut plus parler d'une économie de survie, mais d'un système économique. Pour autant, il ne s'agit pas d'une économie prédéterminée, ni surdéterminée. Il y faudrait une autre échelle de temps, l'histoire, et une autre échelle sociétale : il faudrait que ce rassemblement humain s'inscrive dans un espace social qui l'ait "missionné", et ce n'est justement pas le cas. Dès lors, la seule finalité de ce système économique "spontané" est d'assurer le quotidien et la reproduction simple d'une société improvisée.

Deuxième tableau

A ce stade, les objets et les services requis par la quotidienneté sont assimilables à des produits de première nécessité. Par nécessité aussi, les procès de fabrication sont simples. Il n'y a pas de capitaux, pas

de machinisme sophistiqué, pas de savoirs pyramidaux, hiérarchisés. Par voie de conséquence, l'accès à la production est ouvert à tous. Chaque habitant devient en puissance un créateur d'emploi. De son propre emploi. Car, au-delà d'une phase d'apprentissage, qui accepterait, dans ces conditions, de travailler pour un autre ? La logique de ce système est donc celle de l'auto-emploi.

Troisième tableau

La suite est évidente. Il ne peut y avoir place, dans ce système sans salariat, pour une logique d'entreprise, et pas davantage pour une stratégie de croissance et d'accumulation. Autres dimensions d'un auto-emploi au service d'un marché de première nécessité : sa proximité avec la sphère de production et de consommation domestique, mais aussi avec une socialité de voisinage. Ces paramètres rendent compte pour une large part du brouillage apparent des objectifs économiques, moins séparables ici qu'ailleurs des finalités domestiques et sociétales.

Quatrième tableau

Si l'on conjugue, sur fond de précarité citadine, l'atomisation du travail et l'immédiateté du marché, sa quotidienneté et ses relations de proximité, on ne s'étonnera pas de découvrir un rapport au temps également inscrit dans l'immédiat, du moins dans un présent à peine élargi où toute l'énergie est investie, concentrée, au point d'en paraître souvent décuplée. Par symétrie, les enjeux de la maintenance (d'un dispositif, d'un bien, d'un équipement) sont peu cultivés et peu compris. On aboutit à une sorte *d'immatérialité paradoxale* dans un univers où, pourtant, l'indigence majoritaire est censée survaloriser les biens durables.

Cinquième tableau

Le paradoxe se poursuit jusqu'au rapport à l'argent. En apparence contradiction avec une quête quasi obsessionnelle du numéraire, auquel une pénurie chronique confère la valeur d'un frêle et pathétique cordon de vie, tout se passe comme si la vraie nature des échanges était le troc. En effet, chaque actif étant un prestataire de services quotidiens pour son voisin, l'inversion des rôles entre clients et marchands est incessante. Et puisqu'il n'y a pas accumulation/thésaurisation de part et d'autre, le rôle du numéraire est ramené, finalement, à celui d'un simple jeton passant de mains en mains, certes obligatoire pour faire partie du club, mais sans valeur spéculative.

On voit quelle est la piste qui s'ouvre : dans cette configuration dont il faut rappeler qu'elle reste théorique, au motif qu'elle ne peut rendre compte à elle seule de situations réelles toujours métissées, le numéraire serait disqualifié pour mesurer le niveau économique des majorités citadines du Sud. Le pouvoir d'achat d'un habitant ne serait pas à apprécier en fonction de l'argent qu'il a en poche ou en banque, ni

d'un revenu mensuel ou annuel, mais des prestations de service dont il va s'acquitter, aujourd'hui, dans le voisinage où il se trouve. On débouche ainsi sur une acception de l'économie qui échappe au chiffre et plonge dans le social. Mais aussi sur une autre existentialité.

3. LE HALO DU DÉVELOPPEMENT

3.1. Métissages

Le modèle qui vient d'être décrit, conséquence logique de l'inversion du rapport démographie/économie dans le procès de mégapolisation, n'opère pas en terrain vierge. La mégapolisation prend place sur le substrat d'un réseau urbain préexistant, et s'alimente à une société rurale qui perdure. Les matrices de l'un et l'autre milieux restent sollicitées d'autant plus largement que le monde mégapolitain est une "découverte" récente où tout est à inventer. Plus loin, l'espace monde est évidemment là, puisque c'est à ce niveau que la pulsion mégapolitaine s'est enclenchée. Bien que la mégapolisation du Sud ne soit que la dernière vague - mais celle qui fait le plus mal comme la barre qui se fracasse sur la grève - d'un séisme dont l'épicentre est éloigné, elle en reçoit l'influx et l'écume.

C'est dire que de nombreux métissages vont naître de la rencontre de diverses logiques, systèmes et comportements. Un brouillage qui n'a de chance d'être élucidé que si les espèces croisées sont identifiées, ce qui restait à faire pour la dernière venue. On appellera celle-ci, provisoirement, l'économie de l'inversion, ou *économie invertie*. Mais notre interrogation sur la "nouvelle économie urbaine" se doit d'englober tous les métissages et juxtapositions auxquels donne lieu cette intrusion.

Métissage avec le monde rural

Du croisement avec le monde rural on retiendra, par exemple, que la logique de l'auto-emploi peut être sinon contredite, du moins canalisée par des spécialisations ethniques, voire par des réseaux ou filières pouvant aller jusqu'à la structure d'une confrérie. Pareil amalgame peut aussi passer par un produit agricole et un procédé de transformation et/ou de commercialisation segmenté, mettant en chaîne plusieurs acteurs. Le métissage avec le monde rural peut également confirmer certains traits de l'économie invertie. L'immatérialité relative de certaines cultures rurales, souvent liée à des systèmes itinérants (nomadisme, extractivisme, agriculture sur brûlis) peut partiellement rendre compte de comportements citadins également "immatériels" qui, souvent, vont très au-delà d'une accoutumance obligée à des situations d'indigence. Parallèlement, les gestuelles domestiques, dont la plénitude - ou la densité - sont la contrepartie de cette immatérialité, jouent dans la ville ce même rôle compensateur.

Métissage avec le monde urbain

Le modèle urbain qui précéda la mégapolisation - et qui lui survit partiellement - se caractérise notamment par le salariat, érigé en norme de l'emploi. Ce qui reste du salariat et des salaires dans la mégapole continue d'être un référent, notamment pour la fixation des prix dans l'économie invertie. Surtout, des passerelles s'établissent entre les revenus salariaux et les activités de l'économie invertie car certains ménages, voire certains individus, participent simultanément - ou successivement - de l'une et de l'autre sphères. C'est ainsi qu'on verra un salaire financer un poste d'auto-emploi, par exemple une boutique. Ou, au contraire, un auto-emploi assumer l'insuffisance d'un salaire, ou encore le choc d'un licenciement, ou la soudure entre deux embauches. Mais le transfert d'une sphère à l'autre peut être de l'ordre des savoirs, ou même des métiers, soit par mimétisme, soit par transposition : une crise du système hospitalier peut conduire un infirmier du service public à ouvrir une officine de "pansements et injections" au coin de sa rue.

Métissage avec l'espace monde

La présence de l'espace-monde est plus diffuse, mais non moins réelle. D'abord par ce qu'on appelle la "conjoncture". C'est elle qui, progressivement ou par à-coups, modifie le rapport entre salariat et non salariat, généralement dans le sens d'un rétrécissement du monde salarié. C'est elle aussi qui rythme la disqualification du monde paysan, donc la précipitation mégapolitaine. Mais l'espace monde intervient directement sur l'économie invertie elle-même en soufflant sur elle ce qui fait "l'air du temps", à commencer par l'idéologie du développement. Le paradoxe n'est pas mince si l'on se souvient que, par son essence même, l'économie invertie tourne le dos à tout procès d'accumulation et de croissance. Mais il reste la *modernité*, et cette dimension est accessible. Elle s'impose, même, par les objets sans cesse renouvelés que l'espace monde fait circuler jusqu'à ses marges, y compris dans le cas limite - mais souvent atteint - où ces objets n'y parviennent qu'en état d'épave ou de casse. Repris comme matériaux par un artisanat de recyclage toujours à l'affût, ils susciteront une floraison incessante d'innovations.

La modernité n'emprunte pas que ces détours. Les modes et les catalogues, les nouveaux métiers et nouveaux services, les nouvelles technologies sont, dans la limite des moyens locaux, adoptés, adaptés ou transposés avec avidité. C'est ainsi qu'un artisanat de stricte nécessité va se diversifier, modifier son affichage, offrir des vitrines "mode" et des nouveautés, améliorer son outillage et la finition de ses oeuvres. On assiste donc à une évolution. Mais cette évolution n'a pas nécessairement, en dépit des apparences, la signification qu'on voudrait pouvoir lui prêter lorsqu'on est à l'affût des déclics du développement. Elle ne constitue qu'une très improbable étape vers une logique d'entreprise et de croissance. Autrement dit, pour l'essentiel, ce métissage-là ne nous fait pas sortir de la sphère de l'économie invertie.

Pourtant, on ne peut se résoudre à ranger de telles évolutions au magasin des illusions. Elles ont droit à meilleur statut, qu'on ne leur trouvera qu'en révisant l'ensemble de l'organigramme.

3.2. Révisions

Il faut se faire une raison. Nous ne pouvons continuer de balancer entre deux perceptions diamétralement opposées de ce qui se passe dans les mégapoles du Sud. La première est la désespérance, la seconde l'émerveillement. Désespérance face à l'improbabilité d'un développement suffisamment significatif pour qu'il s'applique durablement aux majorités citadines. Émerveillement devant la force et l'énergie dépensées, jour après jour, par une population dont la tonicité, souvent - mais pas toujours - étonne et rassure. Désespérance devant l'état des lieux mégapolitains. Émerveillement devant une société qui, malgré tout, poursuit sa route.

Dualité

Il faut comprendre que nous réagissons ainsi à deux réalités qui ne sont qu'emboîtées et restent bien distinctes. Les métissages brouillent les pistes mais ne changent rien au fond, qui est la coexistence de deux logiques sociétales, lesquelles sont moins dans les esprits que dans les faits et la force des choses, c'est-à-dire dans la machine mondiale. Lorsque nous nions cela, les métissages constatés nous conduisent à établir des hiérarchies de comportements, par référence à une seule logique, celle du développement. Mais de telles hiérarchies sont suspectes, irréalistes et inopérantes.

Si nous reprenons l'exemple de l'artisanat né dans le contexte de l'économie invertie, son inaptitude à engendrer des entreprises et à entrer dans une spirale de croissance ne devrait pas entraîner un jugement de valeur mettant en cause l'acteur économique. On a vu que le contexte dans lequel cet acteur est plongé - hors de tout choix - développe une logique de l'auto-emploi. L'artisan est donc en cohérence avec son environnement en ne transgressant pas la finalité d'une production artisanale, qui ne l'éloignera jamais beaucoup de l'auto-emploi. Et comment lui reprocherait-on d'être en cohérence avec un contexte aussi fortement déterminé, sachant que le moteur n'est autre que le processus de mégapolisation lui-même ?

Avantage au Sud

La désespérance engendrée par les nombreuses tentatives, globalement infructueuses, consacrées à provoquer un déclic d'entreprise à partir du dynamisme constaté dans ce qu'on appelle le secteur informel, n'a donc pas de sens. De plus, si l'idéologie du développement n'y trouve pas son compte, est-on bien certain d'avoir toutes les bonnes raisons pour déplorer, au nom d'un plus grand bonheur social, cet état des choses ? Au moment où le salariat, comme norme dominante, s'effondre dans les vieux pays industriels ; où l'on voit comment, dans ces pays, les rigi-

dités structurelles et mentales empêchent une recomposition conceptuelle de l'emploi ; où l'on constate la désespérance que cette situation produit là aussi ; au vu, enfin, des désordres et frustrations que les aléas salariaux provoquent dans les pays du Sud eux-mêmes ; on est forcément conduit à apprécier, avec une considération accrue, les vertus d'un système assurant une forme de plein emploi. Du même côté de la balance, on ajoutera les avantages sociétaux que l'on a toujours reconnus au travail artisanal, tant au niveau de la vie relationnelle qu'à celui de la cohésion des projets de vie. Sur ce dernier point il est peut-être, en effet, plus raisonnable d'apprécier en termes de cohésion, plutôt qu'en termes de confusion et d'irrationalité, la porosité réciproque des sphères domestiques et productives. Cette porosité ne contrevient pas nécessairement à une gestion clairvoyante.

Dépendance

Reconnaître l'entité et la légitimité distincte de la société née de l'économie invertie ne signifie pas, cependant, que l'on doive la porter au pinacle, ni qu'on prétende à son autonomie. Car elle est toujours dépendante. Certes, dans les pays les plus marginalisés et les plus pauvres, la société invertie paraît singulièrement abandonnée à elle-même. Il y a cependant toujours un cercle ou un écheveau de "technostructure", aussi incertain soit-il, qui la tuteurise ou lui donne la réplique. Il y a toujours une administration publique et un secteur entrepreneurial. On peut même dire que la société invertie ne trouve son optimum qu'avec une certaine dose d'Etat et de capitaux autour d'elle. Entre elle et eux, il s'agit en quelque sorte d'un duo nécessaire.

Il ne faut pas oublier, en effet, la dimension et l'origine d'un processus, celui de la mégapolisation. Ni le substrat sur lequel il s'est greffé : la société post-coloniale, pétrie de technostructures et de salariat. Avec un tel héritage et de telles dimensions, les villes du Sud ne peuvent se concevoir sans cette part de leur substance, même si cette part leur est souvent administrée sous perfusion, par l'entremise d'acteurs extérieurs. Dans les cas limites, cette extériorité relative et l'étroitesse de cette sphère dite moderne, sa promiscuité avec le pouvoir central et avec le système bancaire, en font moins le terme d'une alternative sociétale qu'un système d'encadrement, une enveloppe. Une source, aussi. C'est à ce niveau que sont assurés, bien ou mal, les fonctionnements généraux de la grande ville. Et c'est de là que provient l'argent avant d'y retourner. C'est enfin le lieu de la légitimation face au monde. Mais ce n'est pas ou ce n'est plus un lieu de vie potentiellement majoritaire.

Irréductibilité

Vue sous cet angle, cette dualité vitale peut être assimilée au rapport unissant le niveau local et le niveau global de la cité. Mais ce rapport hiérarchique de pure fonctionnalité n'est pas exclusif d'un rapport d'étrangeté réciproque et d'inadéquation. De sorte que le niveau local ne peut alimenter le niveau glo-

bal. Celui-ci tourne donc en roue libre et s'épuise. D'où les perfusions chroniques.

Dépendante mais "étrangère", la société invertie a sa propre cohérence, sa propre justification. Par ailleurs, son poids humain est considérable. Son territoire, aussi bien physique que sociétal, est immense. La poursuite de sa reproduction élargie, accrochée au char de la mégapolisation, est prévisible pour le siècle qui vient. Tout cela impose l'idée qu'un autre monde s'ouvre - ou se ferme - devant nous, avec d'autres lois, d'autres usages, un autre tempo, un autre rapport de l'homme aux choses, à la vie et à la cité.

4. UN AUTRE MONDE ?

4.1. Une analogie troublante

La modernité, c'est ce qui vient, de quelque façon que cela vienne. Cette définition pourrait suffire à ne pas rejeter, dans une sorte de non-devenir, une configuration sociale qui ne se placerait pas dans un dispositif de développement. Même la présence d'un certain nombre de symptômes régressifs, ou jugés tels, ne saurait y autoriser. Et pas davantage le constat d'un processus de largage par rapport à certaines avancées du monde. Dans le cas qui nous occupe, l'étroite filiation de la situation observée avec des phénomènes monde de la plus vive actualité, comme l'explosion démographique, la mégapolisation, la crise du salariat, qui ne sont eux-mêmes que le produit des avancées technologiques mondiales, nous projette de la manière la plus ample dans une problématique de la modernité.

On retiendra donc que l'évolution moderne du monde débouche, pour une partie de l'humanité, sur un univers du non développement, dont le symptôme le plus apparent est une pauvreté urbaine majoritaire. Mais apparence n'est pas évidence. Il n'est pas sûr que le mot-clé le plus significatif de la situation soit le mot pauvreté. Il y a, autour de cette qualité relative, toute une série d'éléments emboîtés, articulés, qui font système. On peut parler d'un sous-système monde, en considération à la fois de cette cohérence interne et de la dimension du phénomène, de son étendue et de son devenir.

Une analogie historique, bien qu'elle soit celle de tous les paradoxes, est susceptible d'aider à la compréhension de ce nouveau sous-système monde. Osons le comparer au monde paysan, en prenant celui-ci au moment où il était lui-même démographiquement majoritaire. On y retrouve en général l'auto-emploi, la logique artisanale, la proximité réciproque des sphères professionnelles, domestiques et sociétales. Voici un monde largement autarcique, et cependant confronté à un ailleurs plus puissant et plus mobile. Bien que démographiquement majoritaire, il est redevable de cet ailleurs (réseaux et pouvoirs) pour sa structuration, son innervation, et pour

son aptitude à évoluer, à se renouveler. Cela peut le mettre dans un état de domination et d'exploitation plus ou moins dur, mais pas obligatoirement, surtout lorsqu'on se trouve à la périphérie des enjeux marchands, politiques ou militaires.

Enfin, le monde paysan présente toute l'ambiguïté de l'indigence et de la prospérité. D'un côté, le personnage du paysan est l'archétype du pauvre. D'un autre côté, le souvenir du village et de la ferme nourrit souvent une nostalgie de prospérité. Il est vrai que ces deux visions sont produites de l'autre côté du miroir, au nom de référents qui n'ont pas grand-chose à voir avec le monde dont il est question ici.

La sphère invertie des mégapoles du Sud n'est certes pas entièrement opposable, terme à terme, à la sphère paysanne qui leur correspond. Mais il est troublant de constater que l'une succède à l'autre comme réceptacle majeur de l'humanité. Mieux encore, en ce tournant de millénaire où nous sommes à mi-course du passage de témoin, des millions de gens vivent ce transfert sous nos yeux. Le déclenchement du phénomène ne remontant qu'à une ou deux générations, les deux tiers des adultes mégapolitains d'aujourd'hui ont commencé leur vie dans la sphère rurale. Beaucoup d'entre eux l'incorporent encore dans leurs stratégies de vie.

Au total, étayée par une consanguinité et une proximité temporelle saisissantes, l'analogie entre les deux sous-systèmes est assez forte pour que le plus récent des deux n'apparaisse pas, en dépit de son atypisme, aussi aberrant et anormal qu'on le dit ou qu'on le sent dans les milieux où l'on pense ou agit pour le développement. Cette fin de millénaire ne serait donc pas la première période de l'histoire du monde à connaître, au sein d'un oekoumène globalement aspiré par un développement matériel spiroïdal, une sphère d'économie fondamentalement involutive et démographiquement majoritaire.

Cela dit, une économie fondamentalement involutive n'est absolument pas exclusive de toute évolution. Il faut rappeler avec force qu'il n'y a pas contradiction entre la logique économique de l'artisan et une perméabilité au "progrès" qui peut même, dans certaines conditions, être très vive et très active. C'est sans doute ce qui différencie le plus les deux sous-systèmes évoqués. La sphère invertie des mégapoles du Sud, produit d'une modernité mondiale exacerbée, en contact étroit avec certaines des expressions les plus pointues de cette modernité, est elle-même le siège de nombreuses innovations.

Sauf à la marge, ces innovations sont, il est vrai, essentiellement tournées vers une consommation interne à la sphère, et sont donc limitées dans leur portée. C'est la logique d'une économie invertie. Mais cette limitation est en même temps un garant d'adéquation et de compatibilité avec les conditions locales d'existence, et aussi d'aptitude à assumer l'évolution de celles-ci. C'est ce qui fait tout le prix

de ces innovations, qui sont de tous ordres, structurellement attachées à toutes les composantes de la vie quotidienne.

4.2. Le piège mégapolitain

Tous ces éléments jettent un éclairage singulier sur la question de la pauvreté. On voit bien que ce concept ne peut se suffire, dès lors qu'il s'applique à autre chose qu'une grille sociale univoque, avec des échelons supérieurs et inférieurs, conduisant à ce qu'on a pu appeler un prolétariat et un sous-prolétariat ou, dans la France d'aujourd'hui, aux smicards et aux "érémistes".

Certes, à l'échelle de la planète, la sphère invertie des mégapoles du Sud peut être considérée comme l'une des perdantes de la redistribution des richesses, et donc comme une sorte de sous-prolétariat planétaire. Une telle interprétation est étayée par des niveaux de revenu monétairement dérisoires, et trouve sa légitimité dans le lien structurel - mais surtout génétique - que la sphère considérée entretient avec la mécanique du développement mondial. On ajoutera à l'argumentaire une évidente relation de dépendance à l'égard d'une technostructure largement extérieure, ainsi qu'une redoutable promiscuité physique et médiatique avec la sphère de consommation dite moderne.

Mais tout cela ne suffit assurément pas à gommer tout ce qui autonomise la sphère invertie, et que les pages ci-dessus ont tenté de dégager. Malgré ses attaches avec un système monde déclencheur, elle est d'abord un "espace" qui s'auto-produit. On ne peut même pas dire qu'elle soit en rupture, ou en état d'exclusion, puisqu'aucun rôle ne lui a jamais été confié. Elle est d'ailleurs l'héritière d'un espace rural qui fut lui-même fort peu intégré au système monde.

D'autre part, et ce n'est pas un mince argument, son volume et sa densité démographique lui confèrent une autonomie de fait. Cette majesté du nombre prend toute sa mesure si on rappelle la vocation de cette sphère à être majoritaire, parfois de façon écrasante. Le bilan s'alourdit encore si l'on prend en compte sa capacité à diffuser - juste retour des choses - sa logique et ses comportements dans tous les rouages de la technostructure environnante.

C'est sans doute ce dernier trait qui, en définitive, sanctionne le plus négativement la société invertie des mégapoles du Sud, et la stigmatise comme sinistrée. On a déjà dit combien, à l'échelle mégapolitain, le besoin de technostructure paraît définitivement incontournable. Une paralysie à ce niveau précipite les villes du Sud (et d'ailleurs) dans des situations dramatiques. N'est-ce pas le problème récurrent de l'eau, celui de l'assainissement, du transport urbain, des dispositifs de santé, et bien d'autres déficits de ce type, qui donnent aux citadins du Sud et à leurs quartiers un habit de pauvreté, voire de misère ?

La mégapole est à bien des titres un piège. Elle se referme, avec ses exigences technologiques exorbitantes, sur une société seulement armée pour assumer le local et le quotidien, les deux dimensions d'une réalité existentielle programmée. Est-ce là un couac de l'histoire ?

5. RELEVÉ DE CONCLUSIONS

5.1. A la marge et au coeur

Un couac de l'histoire ? Sans doute, mais il faut que la communauté internationale y fasse front, non pas en tentant, sans espoir, de modifier la nature d'un sous-système monde somme toute cohérent, mais en portant son attention et ses efforts sur la zone de contact entre ce sous-système et le reste du monde. Cette zone de contact est de son domaine de compétence, puisqu'elle n'est autre que l'enveloppe de technostructure dont toute bulle d'économie invertie est nécessairement entourée, bien ou mal, densément ou en pointillé. Il s'agit, bien entendu, des grandes et petites infrastructures, des grands et petits services publics, mais aussi des flux de l'import-export, de l'environnement entrepreneurial, institutionnel, monétaire.

La tâche n'est politiquement pas aisée, car elle passe par une certaine dose d'ingérence lorsque les nations n'ont pas, en leur sein, une épaisseur suffisante d'économie "moderne". Il y a des situations qui relèvent d'une sorte de plan Marshall permanent, en tout cas d'une aide qui ne saurait se démentir. Mais, quelles qu'en soient les modalités, l'effort requis ne peut se cantonner à un objectif de "développement social". On a vu que la sphère d'économie invertie, qui héberge la pauvreté majoritaire, développe d'autant mieux sa cohérence interne et ses vertus "modératrices" qu'il existe autour d'elle un volant d'économie moderne substantiel.

Il ne peut donc être question de renoncer à conforter l'armature économique et technique des pays concernés. Ce n'est qu'à cette condition que les interventions que l'on conduira au titre du développement social ont des chances de bénéficier d'un minimum de maintenance et de durabilité. Cette qualité est plus importante que la quantité des points d'impact si ceux-ci, produits d'une action parachutée, sans ancrage, se révélaient éphémères.

Dans le même temps, on peut continuer de parier sur la modernisation, en son coeur, de la sphère d'économie invertie ; mais en cessant de se désespérer de ne pouvoir la changer au fond. Au contraire, on aura à coeur de l'accompagner dans sa logique. Si l'on décide d'aider un artisan, on cessera de l'obliger à multiplier ses bénéfices au risque de contredire la nature de son activité et de la mettre en péril. On évitera de l'embarquer, le plaçant ainsi en porte-à-faux avec son environnement, dans un lourd crédit d'investissement qui l'engagerait pour le long terme, le

long terme des constats d'échec. En revanche, on lui apportera des compléments de savoir-faire, une amélioration progressive de son outillage et de son installation, des suggestions de produits novateurs ou d'un meilleur service de sa clientèle. Chemin faisant, on agira dans le sens d'un développement social bien compris ; par exemple en traduisant en argument économique, par le biais d'un affichage valorisant, la diffusion de nouvelles pratiques d'hygiène auprès des petits métiers de la restauration ou du commerce alimentaire.

La justification de l'action, dans cet esprit, ne sera plus l'éradication utopique d'une pauvreté majoritaire, mais la reconnaissance d'un espace social singulier, comme partenaire d'une même histoire du monde.

Poursuivre une pure action de développement social dans le contexte décrit reviendrait à intégrer le constat de désespérance. Il est vrai que de nombreuses situations sont telles que ce constat ne peut être éludé. En ce cas, l'action sociale pure est inévitable ; mais on se leurrerait en l'assimilant à une action de développement. Elle risque bien de n'être qu'une intervention secourable, une action humanitaire ou de sauvetage, sans impact durable sur les situations déplorées. Heureusement, les situations relevant d'actions de ce statut, pour nombreuses qu'elles soient, se rencontrent surtout à l'échelle du local, dans des poches de misère différentielle. Rares sont les régions ou les Etats qui, tout entiers, suscitent de tels constats, sinon dans des situations de guerre ou de chaos. Mais celles-ci relèvent d'une autre analyse, même lorsque la misère y est instrumentalisée.

5.2. Dans trente ou cent ans

Si l'on veut cependant reprendre l'idée de guerre pour qualifier le combat qui s'impose, c'est à une guerre de cent ans qu'il faut s'attendre. Est-ce à dire qu'elle sera éternelle ? Le sentiment d'une plongée dans une régression abyssale doit lui-même être combattu.

Lorsque le concept de tiers-monde s'est imposé, les abysses étaient au pied des murailles de l'hémisphère nord. On s'angoissa d'un élargissement sans fin du fossé Nord/Sud. Aujourd'hui, on s'aperçoit que les abysses sont aussi sous les fondations du Nord : l'Est a déjà sombré, l'Ouest perd ses repères et ses certitudes (la ville et la campagne, la liaison croissance-emploi, etc.), en même temps qu'il découvre un "Sud" dans ses banlieues et ses *downtowns*. Les *limes* Oder-Neisse, Tex/Mex, Méditerranée, ne tiennent plus. L'obsession des grandes invasions et d'un retour à la barbarie prend les proportions d'un nouveau millénarisme de malheur, succédant ou s'ajoutant à celui de la bombe. Les nouveaux profils de "sauvages urbains" sont en place.

Tant de renversements de perspective en si peu de temps suggèrent, évidemment, qu'il y en aura

d'autres très vite. On est donc partagé entre, d'une part, le diagnostic d'un fait de société durable, d'une réalité pesante et tenace appelant une longue patience, et, d'autre part, la modestie requise lorsqu'on prétend interroger l'avenir. La durabilité est désormais réputée trompeuse.

Pour faire la part des choses, on peut se risquer à avancer que le "scandale" de la pauvreté majoritaire aura effectivement la vie longue (le prochain siècle devrait y être englouti tout entier), mais que les configurations dans lesquelles ce scandale s'inscrira vont changer au point que, dans moins de trente ans, son interprétation appellera sans doute, déjà, une profonde révision.

D'ici là, la configuration actuelle aura eu le temps de mûrir au point que le Sud aura refait sa jonction avec le Nord, d'abord comme une immense banlieue du monde. La tentation de l'abandon (du Sud par le Nord) aura été conjurée par l'évidence migratoire, et la tentation isolationniste (du Sud à l'égard du Nord) aura probablement péri avec des intégrismes en fin de cycle. Déjà l'ALENA va plus loin que les Accords de Lomé et l'Ajustement structurel réunis. Les futurs dispositifs iront plus loin que l'ALENA. On peut penser que, comme dans les banlieues de l'Occident, des implants de technologie y auront été confortés ou multipliés, empruntant tantôt au concept de la balise de survie, tantôt à celui du port franc, voire de l'enclave internationale, profil *global city*. Le modèle de Hong Kong fascine déjà certains esprits, mais surtout par sa phase terminale. Saura-t-on lui trouver une formule intemporelle ?

Quelles que soient les recettes, on restera dans la logique du filet d'amarrage, un filet qui, pour être politiquement acceptable, donc viable, devra émaner de plans régionaux, peut-être mondiaux. Malgré cela, il n'est pas sûr que le spectre d'un retour au colonial puisse être totalement éloigné ; ni d'autres effets pervers aussi redoutables, comme ceux que l'on observe au cœur ou à la périphérie des zones franches (cf. Tijuana ou Shenzhen), où des formes d'esclavage de masse peuvent renaître. Il est certain que chaque fois que l'on pourra assurer l'amarrage - avec l'efficacité souhaitée - par le canal des structures courantes des Etats, et sur le canevas des armatures urbaines existantes, on produira des situations plus saines, plus aptes à la citoyenneté. Le tout est de savoir si les dérives les plus graves seront celles des remèdes ou celles des pathologies qui auront inspiré ces remèdes.

Si cette problématique semble devoir imprégner les prochaines décennies, il est probable que l'expectative de l'amarrage ne fera plus sens au-delà. On peut en effet supposer que, quel que soit le filet qui aura été tissé, ses sentes seront empruntées par des acteurs aujourd'hui insoupçonnés, ou sous-estimés, ou géographiquement cantonnés. Il faut penser d'abord aux diasporas ou, plus exactement, aux nombreuses populations qui seront, à des titres divers, à l'interface du Nord et du Sud. En dépit des processus d'ac-

culturation, très forts dans les banlieues du Nord, on ne peut imaginer que le syndrome noir-américain se reproduise à l'identique, avec la même distanciation radicale et monolithique à l'égard du continent d'origine, évidemment due aux conditions historiques de la déportation. Un optimisme minimum oblige à faire place, dans une mise en scène du futur, à un réinvestissement significatif des milieux migratoires ou issus de migrations dans les pays de départ. Le rétrécissement du rêve occidental (et pour commencer le resserrement du marché de l'emploi) pourrait même engendrer une sorte de romantisme du *far-south*. On peut déjà en constater les prémisses avec un pays comme le Maroc. Mais ce n'est pas un hasard si cet exemple coïncide avec un Etat qui fonctionne assez bien, et qui est solidement amarré au Nord.

Mais l'avenir n'est évidemment pas condamné à une géométrie nord-sud. Il nous faut sortir de l'épure et laisser place à l'éventualité de mouvements est-ouest et de scénarios plus complexes. S'il est difficile d'imaginer de nouveaux retours brésiliens sur les côtes africaines (comme il y en eut beaucoup il y a cent ans), si une prévisible intensification des débarquements africains aux Etats-Unis pourrait diversifier l'échange nord-sud, c'est certainement de l'Asie musulmane et hindoue, ainsi que de l'extrême Asie, que l'on peut attendre une véritable nouvelle donne. Même sans l'étape d'un nouveau maillage technologique du Sud, mais plus sûrement encore avec un tel

maillage, qui pourrait servir d'amorce, d'appât ou de drain, il n'est pas possible que le siècle prochain se déroule sans que l'Asie ne prenne solidement pied en Afrique. Solidement et peut-être massivement. En empruntant des circuits extrêmement divers, parmi lesquels des schémas triangulaires Asie/Europe/Afrique pourraient être, dans un premier temps, prédominants.

L'histoire Asie/Afrique n'est certes pas vierge ni dépourvue de péripéties contradictoires. Mais des chapitres d'une toute autre ampleur sont à l'évidence devant nous. On sait déjà la force du canal de l'Islam. On sait moins ce que divers pans de la citadinité chinoise (par exemple) pourrait entreprendre dans les villes africaines. A l'horizon du siècle, ces nouveaux intrants sont susceptibles de brouiller, de balayer ou de recomposer la dualité actuelle de la problématique africaine. Et de donner un tout autre sens au débat sur la pauvreté majoritaire.

Enfin, on ne peut écarter l'éventualité d'une évolution diamétralement opposée, celle qui verrait l'Afrique noire cultiver d'une façon de plus en plus exclusive sa singularité, confortée par l'irrésistible montée de son poids démographique. En ce cas également, le présent débat serait entièrement à reprendre.

(mars 1995)



III. UNE ILLUSTRATION

Économie invertie et modernité¹⁸

L'exemple d'Abidjan

INTRODUCTION

Une reproduction "évolutive"

Le débat sur l'informel a depuis longtemps mis dos à dos les analyses économiques et les approches socio-anthropologiques. Aux exclusions formulées par les uns pour cause d'involutions s'oppose la "compréhension" des autres à l'égard de logiques transcendant les catégories économiques. Les deux familles de discours ont longtemps donné l'impression de poursuivre des routes impuissantes à se rencontrer.

Un certain nombre d'acquis de l'observation ont cependant, ponctuellement, permis cette rencontre. Il en est ainsi, par exemple du constat d'imbrication des revenus du salariat "moderne" dans les projets d'activités "informelles" ; et, inversement, du rôle de ces activités dans la gestion des aléas de l'emploi salarié. A suivre dans le détail les flux de l'argent, les économistes ont fini par rencontrer les stratégies complexes des individus et des groupes. Et les socio-anthropologues ont pu prendre la mesure, à travers ce type de phénomène, des connections existant entre l'économie populaire et l'économie globale.

Dans la lignée de ces efforts d'intégration de deux familles d'analyses et de deux champs sémantiques, je propose ici une réflexion que m'inspire l'observation de l'artisanat "boutiquier" dans la capitale économique ivoirienne ; ou, plus exactement, de sa transfiguration récente à l'occasion d'un accident économique.

En l'espace de quelques années, qui furent en effet des années de récession, les banlieues d'Abidjan ont vu se multiplier, se diversifier et se formaliser une offre artisanale de production, de services et de distribution se signalant par de nombreuses innovations et par un goût nouveau pour l'affichage, le racolage et l'accueil du client. Un secteur artisanal de boutiques (boutiques de vente, boutiques-ateliers, offi-

cines, etc.) s'attachant à avoir pignon sur rue, s'étendant vers des spécialités intellectuelles, semble ainsi s'être affirmé à la faveur d'une crise économique.

Ce dynamisme d'un secteur réputé involutif et cette formalisation d'un secteur réputé informel invitent à nuancer les classements habituels. Entre un secteur de subsistance stricto sensu et un secteur de transition réelle, respectivement promis à une reproduction simple et à une reproduction élargie, il est proposé de reconnaître l'existence d'un secteur artisanal (au sens fort de ce terme, appuyé sur les notions de métier et de fonction) disposé à innover et à améliorer un patrimoine sans pour autant entrer dans la spirale de l'accumulation. D'où la notion de reproduction améliorée ou évolutive.

Quant aux mécanismes qui semblent lier l'épanouissement du fait artisanal à une conjoncture de récession économique, ils permettent de souligner les rapports de l'économie au culturel, l'accident économique (s'il n'est pas trop destructeur) agissant comme accélérateur des processus culturels en cours. En l'occurrence, il est possible de raisonner en termes de citoyenneté. Au bénéfice de celle-ci on peut notamment inscrire le développement d'un artisanat de proximité jusqu'ici très rudimentaire ; l'apparition de services artisanaux jusqu'ici inconnus comme l'infirmerie du coin de la rue, la cabine téléphonique ou le conseiller juridique et fiscal ; mais aussi, plus symboliquement, l'adoption de la vitrine sur rue par les petites couturières du fond des cours.

Cette aspiration à une formalisation de l'offre artisanale (la boutique, la vitrine, et un formidable effort "publicitaire" par enseignes et fléchage, soutenu par une profession en vogue : la "calligraphie") éclaire d'un jour particulier l'identité habituelle informel/non-légalité. Il est vrai que ce secteur "boutiquier" n'est que l'écume d'une économie populaire dont la récession économique a aussi multiplié les manifestations les moins formalisées et les plus précaires (les

¹⁸ Cette étude a été publiée en 1988 sous le titre "L'explosion de l'offre artisanale à Abidjan et ses relations avec la récession économique" (Espaces-Populations-Sociétés, 1988-2, pp.275-294), ainsi que, complétée, sous le titre "Ni involutive ni accumulatrice, la reproduction 'évolutive' de l'artisan innovateur dans une métropole africaine" (in Les pratiques juridiques, économiques et sociales informelles, Actes du colloque international de Nouakchott '8-11 déc. 1988', PUF, Orléans, 1991, pp.165-192). La présente version est augmentée d'une postface.

“petits” métiers ou activités de “débrouille”). Mais la filière “boutiques” indique clairement que l’économie populaire n’est pas fondamentalement non-légaliste. Si elle reste assez largement hors du droit, c’est que celui-ci n’a pas toujours su ou voulu la rejoindre.

Sans doute, dans bien des cas, est-ce mieux ainsi. Sauf devant certaines pratiques que l’État ou la société qu’il représente souhaitent ou souhaiteront stigmatiser. Ce qui conduit à faire une distinction forte entre un secteur informel rebaptisé ou non et une économie clandestine explicitement rejetée soit par les lois de l’État, soit par une éthique populaire majoritaire.

1. LES CONTOURS DU PHÉNOMÈNE

L’étude qui suit trouve son origine dans un choc visuel ressenti, à la fin de l’année 1985, à l’occasion d’une redécouverte : celle d’une cité familièrement connue mais un moment délaissée.

Qu’une ville comme Abidjan réserve des surprises à qui met quelques années entre deux visites, personne ne s’en étonnera. Que la saisie du changement soit favorisée par une telle distance, rien de plus banal. Mais les transformations dont il va être question ici ne sont pas seulement la somme, brutalement révélée, d’une paisible évolution quotidienne. Nous verrons qu’elles comportent des éléments totalement nouveaux qui, ajoutés à une évidente accélération de l’évolution courante, semblent marquer une réelle coupure par rapport à la situation d’avant 1980.

Or, 1980 est l’année à partir de laquelle la Côte d’Ivoire s’enfonça dans une profonde récession économique. Cette coïncidence nous oblige à relier les deux phénomènes et donc à nous interroger sur la réalité - ou l’illusion - de corrélations possibles entre une conjoncture fortement dépressive et des émergences extrêmement positives.

De quoi s’agit-il ? Tout de suite les mots vont faire problème et cette difficulté nous projette d’emblée au cœur du sujet. Allons-nous parler de secteur informel ? Ce serait bien commode car il s’agit bien, en effet, d’une partie du champ recouvert depuis une quinzaine d’années par ce vocable. Mais on verra que l’une des caractéristiques fortes des activités observées consiste justement en une spectaculaire “formalisation” de l’offre. Pour autant, elles ne se confondent pas particulièrement (le recouvrement est au mieux très partiel) avec cette fameuse tranche supérieure de l’informel que les économistes appellent le secteur de “transition”.

1.1. Un essor en quatre dimensions

Pour situer le phénomène, le plus simple est sans doute de le décrire. En commençant par le découvrir en pleine banlieue, au long de quelques artères nouvellement équipées. Un important programme de

voirie, réalisé au cours des toutes dernières années, semble avoir canalisé la plus belle part des initiatives. Et que voit-on ? D’abord des enseignes, beaucoup d’enseignes et particulièrement efficaces, claquantes et précises. Puis des boutiques, des vitrines, des cabinets de consultation, des ateliers, des bars, des kiosques, etc., qui tous affichent un “look” auquel l’informel abidjanais ne nous avait pas accoutumés. Enfin et surtout des produits et des services dont beaucoup sont complètement nouveaux, et d’autres d’un niveau bien supérieur à celui qu’on leur connaissait quelques années plus tôt.

En termes plus ramassés, on pourrait dire qu’il y a d’abord un climat et une présentation formelle qui expriment à eux seuls un grand renouvellement de l’esprit d’initiative. Que celui-ci a conquis ou inventé de nouvelles branches d’activité. Et qu’il a gravi dans le même temps, dans les branches préexistantes, plusieurs échelons dans la qualité des prestations.

A ces trois dimensions du changement (affichage, innovation, qualité), il faut en ajouter une quatrième, dont on ne prendra la mesure qu’en quittant les quartiers populaires. L’habitué de l’Abidjan d’avant 1980 sera en effet surpris de constater l’envahissement, apparemment pacifique et convivial, des immenses quartiers résidentiels ou centraux de cette ville par une activité foraine qui en était jusqu’ici sévèrement bannie. La police urbaine, qui admettait tout juste les marchandes d’oranges ambulantes, ferme aujourd’hui les yeux sur la constitution de véritables alignements de kiosques, échoppes et ateliers certes démontables (en bois), mais durablement installés sur la voie publique ou sur les terrains vacants.

Le secteur “informel” part donc à la conquête d’une nouvelle clientèle en allant s’installer chez elle, au plus près de ses besoins. Au pied des immeubles des riches (par exemple dans les quartiers de la Riviera ou des Deux-Plateaux), on trouve désormais plombiers, électriciens, vitriers, tailleurs, fleuristes ou marchands de mobilier... En face des institutions d’enseignement, les étudiants trouvent buvettes et cantines, téléphones et papeteries... Dans la prestigieuse cité des affaires du Plateau, la foule des employés de bureau peut à présent s’engouffrer, à l’heure de midi, dans divers caravansérails de la restauration (par exemple autour du chantier, arrêté, de l’hôpital central). Enfin, de nombreuses pelouses publiques, notamment celles qui accompagnaient les voies sur berge (autour des lagunes), sont devenues des lieux d’intense production de plantes ornementales.

1.2. Une citoyenneté créative

Ce décloisonnement géographique de l’initiative populaire est un véritable événement pour Abidjan, mais paraîtra bien tardif au regard de ce qui a cours dans beaucoup de villes du Tiers Monde. Abidjan cesse, sur ce point, de se singulariser et ce phénomène a davantage une signification dans l’ordre du symbolique (les beaux quartiers d’Abidjan ne sont

plus tout à fait tabous, un mythe s'écroule) qu'une résonance profonde au cœur de la société citadine.

Beaucoup plus importante apparaît, en effet, la transformation de l'offre artisanale dans les quartiers populaires eux-mêmes ; d'abord pour une évidente question de poids en termes de densités humaines, ensuite parce qu'une telle transformation est symptomatique d'une citadinité en marche : l'évolution d'un commerce, l'apparition d'un service, etc., ne peuvent être indifférents (comme causes ou comme effets) aux changements de la vie quotidienne. Et la multiplication rapide de ces changements pourrait signifier que des quartiers et banlieues dortoirs, jusqu'ici relativement mornes et "sous-urbanisés", sont en train de devenir des espaces producteurs de citadinité, en tout cas d'une citadinité plus affichée, plus élaborée et plus structurante que par le passé. C'est à ce phénomène-là que l'on s'attachera dans les pages qui suivent.

Pour être bien certain de ne pas mélanger les genres et de bien cadrer un mouvement en profondeur (c'est-à-dire touchant les grandes masses urbaines), j'ai écarté du champ de l'observation non seulement les "beaux quartiers" et le centre ville, mais aussi les vastes ensembles d'habitat conçus pour les classes moyennes (par exemple le secteur du Banco et de Yopougon), de même que les quartiers populaires les plus anciens, donc en situation de centralité (par exemple Treichville et Adjamé). D'autre part, pour ne pas risquer d'être trop sélectif en me donnant latitude de puiser mes exemples dans l'immensité du tissu urbain (et d'y choisir les meilleurs), je m'en suis tenu à un itinéraire en guise de coupe, au long duquel j'ai à peu près tout relevé, tout photographié au sens propre¹⁹.

Cette coupe à travers la ville relie deux quartiers qui, à eux deux, semblent bien représenter le niveau médian de la ville populaire. Ni centraux ni vraiment périphériques, ils appartiennent à une génération de quartiers qui les situe au carrefour de la ville sous administration coloniale et de l'explosion urbaine des années 70. Williamsville, prolongement d'Adjamé, est le dernier lotissement administratif d'avant 1960, tandis qu'Abobo-Marché est l'un des premiers maillons d'une urbanisation spontanée qui, à partir de 1965, s'est propulsée hors du périmètre municipal, à dix kilomètres des limites de l'agglomération. Depuis, Abobo s'est développé loin vers le nord et rassemble désormais plus d'un demi million d'habitants. Les pouvoirs publics l'ont, par étapes, quelque

peu remanié et l'ont solidement amarré au reste de l'agglomération par le truchement d'une voie rapide et d'une seconde voie, plus modeste, appelée "route du Zoo".

C'est au long et aux alentours de cette route, et particulièrement à ses deux extrémités (puisque un hiatus demeure dans le continuum urbain), que cette étude a été faite. Elle rassemble donc, du sud au nord, quelques rues de Williamsville, de Dokui, Abobo-Té, San-Manké et Abobo-Marché. Dans son tracé actuel, la route du zoo constitue un axe nouveau et c'est aussi une raison de ce choix : les activités qu'elle a attirées sont nécessairement représentatives de la période récente. Mais les rues visitées aux deux pôles de ce parcours sont anciennes et témoignent donc, elles, des processus évolutifs. A noter qu'une partie des rues d'Abobo ont été récemment revêtues et équipées (opération Banque Mondiale), ce qui n'a pu que favoriser le renouvellement de l'offre artisanale et commerciale. Il faut enfin préciser que, pour vérifier la répétition de certains faits d'observation, je ne me suis évidemment pas privé de déborder largement de ce cadre expérimental.

1.3. L'affichage

L'étude ne peut pas ne pas commencer par là. Il est légitime et nécessaire de partir du signe, du déclic qui a interpellé l'observateur. Non seulement parce qu'il fournit une bonne introduction, mais aussi parce que ce signe va finalement délimiter l'objet : il y a parfaite congruence entre l'un et l'autre.

Les enseignes de boutique ne sont pas choses nouvelles dans les quartiers d'Abidjan. Elles pouvaient déjà faire les choux gras des photographes de l'exotique. Mais, hors quelques exemples pittoresques comme les panneaux imagés des coiffeurs (amusantes figurations des coupes à la mode) et quelques autres fantaisies picturales ou discursives (nombreuses maximes), elles étaient généralement discrètes, négligemment exécutées et nullement systématiques, la plupart des boutiques en étant dépourvues. Aujourd'hui, sur les lieux étudiés, les enseignes ont exactement les caractères inverses : grandes lettres soignées, calibres, dessinées sur d'impeccables panneaux blancs. Il semble qu'un certain standard très "pro" se soit instauré. Et désormais, toute activité durablement installée s'astreint à cet affichage ou s'y complaît, semblant à la fois suivre une mode et rechercher une efficacité soudain jugée nécessaire.

¹⁹ L'objectif immédiat de l'opération était, en effet, la production d'un diaporama (Ph. Haeringer, P. Augier, Th. Taba, "L'innovation dans l'offre artisanale, ou quand la rue réinterprète la crise", ORSTOM, Centre de Petit-Bassam, 1985), réalisé à l'occasion d'EXPO 85 (Abidjan, nov.-déc. 1985). Cette foire-exposition agricole, industrielle et commerciale était la première du genre sur la place. Indépendamment de son impact dans les milieux professionnels, elle connut un succès populaire tout à fait considérable et prit une allure de fête. On a pu interpréter l'événement comme un signal pour le redémarrage économique. Il fut en tout cas, vu la façon dont la population abidjanaise s'en empara, un peu à l'image de la dynamique décrite dans cette étude. Quant à celle-ci, elle est nécessairement tributaire de son substrat audio-visuel et ne saurait tenir lieu d'enquête économique. Elle est une tentative d'interprétation d'un système de signes (inscrit dans un milieu familier à l'auteur) et revendiquée à ce titre - mais à ce titre seulement - sa légitimité scientifique. On verra qu'elle est susceptible de donner le goût d'aller beaucoup plus loin.

A l'appui de cette dernière hypothèse (l'efficacité) : la redondance de l'affichage, qui non seulement figure en enseignes au fronton des boutiques mais encore s'exprime, à distance, en une forêt de pancartes fléchées, plantées au coin des carrefours. A l'appui de l'idée de mode : la soudaineté du phénomène et la relative uniformité du graphisme et des supports. Les deux interprétations renvoient l'une et l'autre à un métier nouvellement apparu, ou tout au moins sorti de l'ombre et désormais omniprésent : la "calligraphie".

Nous retrouverons plus loin les ateliers où s'exerce cet art, qui sont eux mêmes à classer parmi les innovations surgies du secteur d'activité qu'ils contribuent à "révéler". Mais il convient d'abord de cerner au mieux celui-ci, de lui donner le contour le moins équivoque qu'il sera possible. Et c'est bien l'affichage, le recours à la "calligraphie", qui paraît fournir aujourd'hui le meilleur critère de repérage d'un secteur sinon homogène, du moins suffisamment cohérent pour justifier qu'on l'isole, qu'on le détache du reste de l'économie, informelle ou non, dont les quartiers populaires sont le substrat.

1.4. Pignons sur rue

Les activités dont il est ici question ne représentent pas, en effet, toute l'économie populaire. Elles laissent de côté à la fois celles qui ne sont pas tournées vers la rue et celles qui, dans la rue, ne sont pas en poste fixe et durable.

Dans la première catégorie on trouve des artisans de production qui ne s'adressent pas directement à leur clientèle finale (par exemple le fumage des poissons, la savonnerie, l'aviculture, la briqueterie) ; ou, avec des nuances, les échelons gros et demi-gros des réseaux d'approvisionnement vivrier ; ou encore des activités qui s'exercent en des lieux spécifiques : marchés, mosquées, gares routières, replis et terrains vagues des périphéries urbaines. On peut y ajouter une foule d'échanges sans localisation, sans support matériel, invisibles en quelque sorte.

Dans la seconde catégorie sont évidemment à classer le micro-négoce des "tabliers", cuvettes et braseros au bord des trottoirs, sur les carrefours ou au seuil des cours d'habitation ; les petits prestataires de service ambulants, les tâcherons (y compris le poste important des maçons, couvreurs et peintres en bâtiment), une partie de l'offre privée de transport urbain, etc.

Le sous-secteur étudié étant celui qui s'affiche dans la rue, les activités qu'il réunit ont donc en commun trois caractéristiques : elles s'adressent à une clientèle finale, elles disposent d'un local fixe, durable, et ce local est ouvert sur la rue. Ce sous-secteur de l'économie populaire englobe donc le phénomène de la boutique (commerce ou service), élargi à la notion de kiosque (sur la voie publique) pourvu que l'installation soit stable ; il s'étend également à diverses sortes d'ateliers (de réparation ou de fabrication) ainsi qu'à

certaines formes de lieux de consommation (bars, restaurants, hôtels, dancings et discothèques). Il inclut aussi des lieux de consultation (santé, conseil juridique) et des petits établissements d'enseignement privé, ce qui le fait quelque peu déborder de la sphère artisanale au sens habituel du terme.

Cet ensemble d'activités, qui s'efforcent d'avoir "pignon sur rue", concourent à créer au cœur des quartiers populaires d'Abidjan un phénomène de centre ville qui, désormais, ne se confond plus avec le seul marché ni même avec ses abords immédiats. La diversité et, parfois, la sophistication de l'offre, de même que sa formalisation grandissante, au moins extérieure (boutiques, enseignes, vitrines, etc.) éloignent peu à peu ce sous-secteur de l'imagerie classique d'une économie informelle insaisissable et quelque peu ésotérique.

Dans le même temps, une banlieue, jusqu'ici affectée d'une forte charge de marginalité, paraît changer de statut et devenir un maillon urbain à part entière, du moins par référence à quelques-uns des critères classiques de la citadinité : diversité des métiers, développement du tertiaire, niveau d'équipement... On peut même dire que cette transformation va au-delà des modèles classiques dans la mesure où le développement des activités décrites ne se traduit pas seulement par une concentration axiale ou centrale. Nous aurons l'occasion de souligner la remarquable diffusion de services jusqu'à présent exceptionnels ou inexistantes sur l'ensemble du tissu urbain. Ce qui veut dire qu'à une fonction d'animation (à l'échelle du quartier et de son centre) s'ajoute une fonction d'équipement (au plus près de l'habitat), ce qui équivaut sans doute à d'appréciables améliorations des conditions de vie, sûrement à une modification sensible des habitus.

2. PHYSIONOMIE DE L'OFFRE EN DOUZE SÉQUENCES

L'offre artisanale s'est donc à la fois démultipliée, diversifiée, spécialisée. Elle a inventé ou conquis de nouveaux "créneaux", mais elle a aussi amélioré ses prestations dans les domaines d'activité traditionnels. Je ne chercherai pas - je ne m'en suis pas donné les moyens - à distinguer absolument ce qui, dans cette évolution, est strictement attribuable à la dernière demi-décennie. Il est bien évident que de nombreux changements s'inscrivent dans un continuum dont les étapes seraient difficiles à suivre et, pour la plupart, non datables. Je soulignerai, toutefois, la convergence d'un certain nombre d'innovations qui se sont soudainement épanouies. Mais on ne peut pas ne pas commencer par le commencement, à savoir la boutique la plus traditionnelle d'Abidjan, une sorte de boutique à tout vendre que l'on rencontre partout, y compris dans les postes de brousse les plus reculés, et dont la nature même témoigne du sous-équipement relatif dans lequel les quartiers périphériques de la ville étaient encore récemment plongés.

2.1. La boutique à tout vendre : de la segmentation à l'intégration

L'archétype de la boutique abidjanaise, celle dite du "Nago", n'a pas disparu. Traditionnellement tenue par des originaires des côtes du Bénin - tout particulièrement par des Yoruba ou Anango du Nigeria - elle n'a pas besoin d'enseignes pour annoncer la couleur. C'est le petit bazar du coin de la rue, souvent limité à un simple réduit faisant comptoir, et où l'on trouve tous les produits de première nécessité, de la boîte de tomate concentrée à la boîte d'allumettes, de l'huile de palme naturelle au pétrole lampant, des seaux et cuvettes multicolores aux savons et cosmétiques.

Alors que de telles boutiques demeurent, on constate une évolution dans deux sens opposés. D'une part, on commence à retrouver chacun des "rayons" de ce commerce polyvalent dans des boutiques spécialisées, dont la diversité est évidemment égale à l'éclectisme des boutiques nago. L'exemple le plus "pointu" est peut-être celui de la "sachetterie" : certaines boutiques ne vendent que des sachets plastiques et divers emballages (clientèle : les petites marchandes de l'alimentaire). D'autres sont consacrées aux récipients en plastique, d'autres encore aux savons et cosmétiques, spécialisations qu'on ne trouvait que sur les marchés. Plusieurs cartoucheries attirent l'attention, mais je ne saurais dire si elles relèvent du même phénomène : les boutiques nago vendaient-elles aussi des munitions ? Un exemple plus convivial et novateur est celui de curieux kiosques aux couleurs vives, dont les enseignes annoncent "cigarettes/œufs frais/journaux", surprenante association à quoi s'ajoute parfois un poste de téléphone... mais c'est une autre histoire, sur laquelle nous reviendrons.

Dans un autre sens, au lieu d'une segmentation de l'activité commerciale, on observe au contraire des établissements plus importants, réalisant une intégration plus poussée, plus organisée. On est, en effet, loin de la boutique du Nago dans tel ou tel "bazar-droguerie-plomberie" pourvu d'un département "sanitaires", ou dans tel magasin de "beauté" réunissant tissus, bijouterie et cosmétiques.

Il semble peu probable - mais l'enquête reste à faire - que de la boutique nago au bazar-droguerie ou au kiosque à œufs l'évolution soit linéaire ; autrement dit, qu'elle soit accomplie par les mêmes acteurs. Plus vraisemblablement, de nouveaux "entrepreneurs" se sont introduits. Mais il existe d'autres secteurs où le développement constaté mêle à l'évidence des acteurs traditionnels dont le comportement évolue et des initiatives radicalement novatrices. C'est le cas, par exemple, du secteur de la restauration.

2.2. De la marmite au restaurant

Les traditionnelles mamy-foutou ont changé. Elles opéraient sur le trottoir ou au fond des cours. Elles tiennent à présent de véritables petits restaurants côté rue, avec salles, tables et chaises, enseignes et menus. Ce sont les célèbres "maquis" d'Abidjan...²⁰ qui ne sont plus des maquis depuis qu'ils sont, précisément, sortis des cours, ou d'implantations plus clandestines encore (chantiers ou délaissés de la ville) où les Abidjanais modestes ont découvert qu'ils pouvaient fraterniser autour d'un plat de la brousse. Le nom et la mystique du restaurant-maquis sont restés, mais la formule s'est "embourgeoisée" tout en se multipliant. Les mœurs ont intégré le loisir restaurant.

Bien entendu, cela n'a pas fait disparaître les moyens plus expéditifs de se sustenter dans la rue. La gamme reste complète entre la marmite ambulante et ces petits établissements rangés. A mi-chemin, certaines mamies se contentent d'installer leurs foyers et batterie de cuisine dans et devant le petit local sur rue dont elles disposent. Les clients viennent prendre livraison d'un foutou ou d'un gari et emportent leur plat, ou bien ils s'assoient alentour sur un tabouret ou sur un vieux pneu.

Le secteur de la restauration ou, plus généralement, de l'alimentation, égrène dans les quartiers des spéculations plus particulières. C'est par exemple une salle de cérémonie, pour repas de mariage, baptême, anniversaire ; ou de simples loueurs de chaises. Mais surtout des activités de production ou de distribution qui, en réalité, n'entrent que pour partie dans le cadre donné à cette étude, car elles ne se livrent que subsidiairement à la vente directe. Il s'agit, par exemple, de boulangeries semi-industrielles, de mûrissières de bananes, de grossistes en viandes (à noter qu'il n'y a pas de boutiques de bouchers détaillants : tout se passe sur les marchés), de fabriques de semoule de manioc, etc.

Ce dernier produit, connu sous le nom "d'attiéké", traditionnellement fabriqué dans le cadre de l'économie domestique par toutes les villageoises des régions côtières et lagunaires, reste très apprécié en milieu urbain. Il y a longtemps déjà que les villageoises ébri ou adiokrou tirent profit de ce marché et qu'elles envoient tous les matins des convois emplis d'attiéké. Mais des unités de production en milieu urbain même constituent une innovation dont il serait intéressant d'étudier le fonctionnement.

2.3. Quand les jeux de la rue engendrent des métiers

Proche, au départ, du secteur de la restauration, le monde des bars et buvettes débouche sur celui des loisirs. L'existence, dans les quartiers, de petits

²⁰ Cf. F. Kouakou N'Guessan, "Les maquis d'Abidjan. Nourritures du terroir et fraternité citadine, ou la conscience de classe autour d'un foutou d'igname", in Ph. Haeringer (éd.), Abidjan au coin de la rue, ORSTOM, Paris, 1983, pp. 545-550.

comptoirs distribuant bières ou "sucreries" (limonades et jus de fruits) n'est évidemment pas une nouveauté. Mais, alors qu'ils se ressemblaient tous, on voit aujourd'hui qu'ils s'efforcent souvent de marquer leurs différences.

Certains, par l'aménagement de terrasses assez joliment encloses, sous des stores ou par des palissades en bois peint, prennent le caractère d'estaminets chics et discrets. D'autres, comme *La Buvette du Terminus*, disposant d'un grand espace, annoncent à grandes lettres qu'ils sont voués à la "détente".

L'un des ingrédients de cette détente est le babyfoot, qui connaît un vogue étonnante : même les bars les plus sommaires en possèdent au moins un, qu'ils installent dans la rue. On ne saura jamais si ce succès et cette diffusion sont la conséquence ou l'origine de la bonne fortune d'un menuisier de quartier, spécialisé dans la fabrication de ces jeux qu'il peint en rouge bordeaux, en ocre jaune, en vert pomme...

L'animation des rues les moins commerçantes, en tout cas, s'en ressent. Mais ce n'est qu'un jeu parmi d'autres. D'autres groupes se forment autour de ces joueurs de ludo (un jeu de dés), d'awélé (un jeu à trous et à billes) ou de dames... Nous ne nous éloignons qu'en apparence de notre sujet car ce dernier jeu, objet de tournois de quartier, a engendré ici une création d'activité : une école de jeu de dames ! Mais il y a aussi la musique et la danse, qui font également bon ménage avec la boisson comme dans cette "buvette-discothèque" modestement dénommée "*La Mélodie Universelle*" ou dans le bar-dancing "*Las Vegas*" qui racole de loin sa clientèle avec d'immenses panneaux haut perchés aux carrefours.

2.4. Quand les infirmiers des hôpitaux se mettent à leur compte

Malgré tout, les changements observés dans le domaine de l'artisanat des loisirs sont moins surprenants que ceux que l'on enregistre dans d'autres domaines plus culturels que techniques, comme celui de la santé ou celui de l'enseignement. Les métiers de la santé, singulièrement, ont fait une soudaine et spectaculaire apparition dans les quartiers populaires d'Abidjan.

Jusqu'à ces dernières années, ce secteur restait invisible : PMI et dispensaires publics fort éloignés, médecine "africaine" totalement occulte. Aujourd'hui, il n'y a guère de rues qui ne possèdent leur infirmerie privée. Une réforme hospitalière ayant, en 1983, remis en cause la gratuité des soins, les infirmiers se sont aussitôt saisis du marché nouveau ainsi créé. C'est du moins l'interprétation provisoire que l'on peut donner à la création de ces petites officines propres proposant "injections, pansements, contrôle de tension". Pas davantage, et cela semble un gage de sérieux.

Cette retenue n'est pas partagée par un autre type d'établissement de santé, plus important : la clinique, également nouvelle venue dans ces quartiers jus-

qu'ici oubliés. Occupant, par exemple, un étage d'immeuble, elle ne craint pas d'annoncer en pleine façade (toujours la calligraphie !) des compétences fort éclectiques qui laissent d'autant plus songeur que les guérisseurs, eux-mêmes, se sont emparés du terme de clinique sans renoncer à celui de charlatan ! On voit telle clinique "d'inspiration divine" voisiner avec un panneau fléché vantant les filtres d'amour d'une "célèbre charlatane"...

2.5. Jardins d'enfants et cours du soir

On pourrait également à la fois s'amuser et s'inquiéter de l'exubérance de l'offre privée en matière d'enseignement. Mais la surenchère verbale se limite, ici, à l'invocation d'un référent prestigieux à l'exemple de tel cours Montesquieu ou Unesco. C'est plutôt un sentiment d'admiration que l'on éprouve-- avant d'en savoir plus - devant l'abondance des offres. Beaucoup de jardins d'enfants et beaucoup de cours du soir (enseignement secondaire) sont autant de témoignages d'une citoyenneté en marche. Au-delà du fait scolaire se profile le travail de la femme, les contraintes horaires du salariat, les espoirs de promotion interne ou de reconversion.

Les écoles primaires privées, elles, ne sont pas nouvelles, pas plus que les écoles coraniques, mais elles se multiplient et l'enseignement maraboutique se veut désormais "franco-islamique". Est-ce le résultat d'une convention avec le ministère de l'Éducation ? Apparaît aussi l'enseignement technique : outre les écoles de secrétariat, déjà classiques, j'ai trouvé des ateliers d'apprentissage dont un consacré à une technique nouvellement introduite à Abidjan : le tricotage mécanique.

Dans ce climat studieux, il n'est pas étonnant de voir apparaître les premières petites librairies papeteries (surtout papeteries) artisanales, essentiellement consacrées aux fournitures scolaires. On verra plus loin que des initiatives plus inattendues offrent aux élèves (mais pas seulement à eux) des services relativement pointus, comme la photocopie et la dactylographie...

2.6. Du fond de cour à la boutique : les vitrines du prêt-à-porter

Avec les métiers de l'habillement et, à leur suite, tous ceux qui s'occupent de la silhouette humaine, du "look", on retrouve un vieux gisement de l'artisanat urbain abidjanais. Métiers traditionnels, s'il en fut, que celui de couturière et ceux de tailleur, de coiffeur, de tresseuse, de cordonnier, et même de photographe... Mais, comme dans le domaine de la restauration, d'importantes innovations se sont introduites, soit en continuité avec les pratiques anciennes, soit en rupture nette avec celles-ci.

L'un des changements les plus significatifs est certainement celui qui pousse les couturières, longtemps partagées entre leur domicile et les stalles surpeu-

plées des marchés, à ouvrir une boutique et à exposer leurs modèles derrière une vitrine. Cette mode ou cette nécessité s'est répandue très vite au point qu'on voit maintenant à peu près partout, même dans les rues les moins passantes, ces vitrines de "chiffons" polychromes qui sont autant de tableaux d'art populaire. Mais, au-delà de l'effet de "montre", ces vitrines revêtent un sens économique précis : elles soulignent le passage (partiel) d'une production de commande à une production de prêt-à-porter.

Toutes les couturières ne font pas les mêmes choses. Certaines sont spécialisées dans les robes d'enfant. J'en ai vu qui ne confectionnaient que des "soutiens". D'autres se sont lancées dans les techniques du tricot mécanique, et peut-être y a-t-il un lien entre l'introduction de cette technologie à la fois coûteuse et productive et l'importance relative des ateliers qui la pratiquent. Certains réunissent près d'une dizaine d'ouvrières et petites mains dans une ambiance joyeuse et colorée (toujours la couleur !) qui mérite qu'on s'y fasse introduire.

Malgré ce bon en avant de la couture féminine, il semble que les tailleurs masculins, certes moins nombreux, aient conservé une longueur d'avance dans la formalisation de leur art et négoce. Les boutiques et vitrines, ce ne sont pas choses nouvelles pour eux. Mais ce qui paraît plus neuf, c'est que certains d'entre eux soient devenus des... couturiers ; à moins qu'il ne s'agisse de nouveaux venus. Cet événement est sans doute à mettre en rapport avec l'émergence récente d'une haute couture ivoirienne, qui traverse les frontières. Un parfum de discrète élégance, très actuelle dans le style, imprègne en tout cas ces boutiques où des hommes s'occupent d'habiller des femmes.

En aval du secteur de l'habillement et plus prosaïques peut-être, mais révélatrices d'un niveau d'équipement, les techniques du nettoyage à sec commencent elles aussi à pénétrer les quartiers. Toutefois, les "pressings" ne disposent pas toujours du matériel que ce label évoque. On ne s'en étonnera pas.

2.7. Les tresses du samedi soir : professionnalisation d'un savoir domestique

Quand on passe au domaine, voisin, de la coiffure, c'est encore pour retrouver un lieu bien connu du pittoresque citadin de l'Afrique noire. Les petits salons surmontés, voire encadrés, de têtes peintes, de profil et à la queue leu leu, pour illustrer les diverses coupes proposées (azazou, coq, ghana, etc.) sont toujours là. Mais la profession s'est diversifiée. D'abord par l'apparition de salons de coiffure féminine. Tenus par des femmes, ces salons appartiennent d'emblée à une génération plus moderne. Tandis que les figaros masculins opèrent dans des locaux frustes, aux vantaux de bois toujours largement ouverts sur la rue, les salons féminins dérobent au regard du passant ce qui s'y passe. Ce sont des locaux vitrés et climatisés, à l'ornementation plus raffinée et moins naïve. Mais on

trouve aussi, à présent, des formules mixtes comme le salon de Bob Nelson, "prince du défrisage", qui s'adressent donc aussi bien aux dames qu'aux hommes.

Retour aux pratiques féminines, avec le tressage capillaire. On tient là un exemple d'activité domestique, ancestralement pratiquée entre sœurs ou voisines - généralement le samedi - dont on assiste à la professionnalisation partielle. Les salons de coiffure dont il vient d'être question, surtout consacrés aux coupes lisses (après défrisage), font de plus en plus appel, aussi, à des tresseuses, les modes bourgeoises faisant un retour à l'esthétique savante et multiple de la tresse nouée. Mais des tresseuses professionnelles pratiquent aussi dans la rue, sans autre équipement qu'un petit stand où elles vendent quelques accessoires. C'est un peu comme si elles venaient tout juste de sortir des cours d'habitation. Cependant, au vu de leur stand, on peut se convaincre qu'elles sont déjà engagées sur la voie qui les conduira à ouvrir boutique. Déjà elles pratiquent l'affichage sous la forme de montages photographiques exposant les diverses sortes de tressage qu'elles proposent ; encore des tableaux d'art populaire !

2.8. Cordonniers, horlogers, photographes...

Curieusement, on observe chez les cordonniers à peu près le même processus que ce que l'on vient de voir pour les tresseuses. On les voyait travailler à même le sol autour des marchés ou dans quelque recoin. Voici qu'ils se construisent des petits kiosques tout enguirlandés de chaussures réparées ou à réparer. Ce n'est certes pas tout à fait nouveau. Mais certains sont allés beaucoup plus loin, comme le propriétaire de cette avenante "cordonnerie internationale" qui, dans un local en forme de véranda, avec auvents et claustras, propose des services spéciaux : talon minute, semelle "rapide", mais surtout de changer la couleur de vos chaussures, toutes couleurs disponibles. Un énorme panneau publicitaire tente, par sa taille même, de prouver qu'il s'agit bien d'une cordonnerie internationale...

Pourtant, la formule du kiosque ne doit pas nécessairement être interprétée comme un succédané ou un embryon de boutique. On a vu et surtout on verra qu'elle se prête bien à certaines innovations. Et des métiers déjà anciens lui restent fidèles, comme les très fameux "docteurs de montres". Pas plus grands que des guérites, leurs ateliers peuvent prêter à sourire, font partie du folklore. Mais un regard attentif sur la gestuelle de l'artisan peut convaincre que l'on a bien affaire à des horlogers.

Pour terminer cette série d'artisanats consacrés aux accessoires et à l'apparence du corps humain (à noter que la bijouterie reste absente de ce développement boutiquier), nous entrerons chez quelques photographes. En commençant par l'atelier de "Tonton Stanislas", par exemple, ou de tel autre., assis devant sa porte. Car dans des locaux aussi rudimentaires que

ceux des coiffeurs, ils correspondent au même âge des artisanats citadins de ce pays. Ils ne connaissent que le noir et blanc. Ils exposent leurs œuvres dans de petits présentoirs vitrés accrochés aux vantaux de leur porte. En passant celle-ci, il faut baisser la tête : une ficelle, des pinces à linge, des tirages qui sèchent font obstacle. D'autres ateliers, on l'aura deviné, sont mieux équipés. Ils font des grands portraits, des encadrements, ils essayent des trucages de couleur. Mais tous ont en commun, sur leurs présentoirs petits ou grands, de luxuriants patchworks de physiologies, d'attitudes et de silhouettes chantant plus l'amitié que l'amour; avec un goût étrange pour la géométrie, obtenue soit par la pose étudiée de deux ami(e)s, soit par le montage en double inversé d'une même personne.

2.9. Les dix métiers "propres" de l'automobile

Après les métiers s'adressant à la personne (pour la nourrir, la distraire et l'instruire, la soigner, la vêtir et la célébrer), nous retrouvons deux groupes de métiers plus "matériels", consacrés les uns à l'automobile, les autres à l'habitation.

La réparation automobile a depuis longtemps diffusé ses techniques à Abidjan comme dans n'importe quel poste de brousse. Ce qui paraît aujourd'hui remarquable, c'est la division de cette branche en dix ou douze spécialités autonomes.

C'est probablement la vulcanisation qui, de longue date, s'est détachée la première. Mais l'on voit aussi des ateliers de rebobinage, des ateliers de soudure, des spécialistes du regarnissage de freins et disques, des spécialistes de la climatisation automobile, des selliers, des revendeurs de pièces détachées, etc. Ce qu'il faut remarquer, c'est que toutes ces spécialités s'accommodent de petits locaux fermés, au contraire de la mécanique générale et de la tôlerie, rejetées hors du tissu urbain dense et que l'on retrouve dans les replis délaissés de l'agglomération, avec leur cortège de carcasses. Les petits ateliers et comptoirs, eux, s'inscrivent à l'évidence dans le courant général de formalisation de la boutique citadine, avec les mêmes signes extérieurs : souci de l'enseigne et de la façade. Dans ce secteur d'activité, les sigles sont très recherchés, par mimétisme avec les raisons sociales des grandes sociétés concessionnaires de la place. On trouve donc, par exemple, l'ARMEG : Atelier de rebobinage moteur et d'électricité générale. Quant à l'aspect des devantures, on est tout de même étonné de constater que l'habituel trou noir à quoi se résumait le local d'un vulcanisateur devient une aimable boutique vert amande. Disons tout de même qu'il y en a de plus soignées que d'autres.

Il faut aussi parler des laveurs de voiture. Particulièrement représentative des petits boulots de l'informel, cette activité est peut-être, elle aussi, en voie de formalisation. Outre qu'elle obéit, comme toute activité informelle, à ses propres lois, elle semble à son tour "s'installer", même lorsqu'elle choisit

quelque bas-fond reculé où l'eau n'est pas chère. Elle se donne des raisons sociales, comme le Lavage-Auto Espoir, et guide sa clientèle avec des panneaux fléchés commandés aux meilleurs calligraphes.

2.10. Métiers de la maison : diffuseurs d'un confort accru

Les artisanats consacrés à l'habitation sont, bien sûr, encore plus variés que ceux de l'automobile. Il y a d'une part les corps du bâtiment, il y a d'autre part les fabricants et diffuseurs de biens d'équipement ménager ou mobilier. Je n'ai certes pas rencontré, au long du parcours réalisé, d'entreprises de maçonnerie ou de peinture en bâtiment. Ces artisans existent, bien entendu, mais ne semblent pas encore avoir ressenti le besoin de "s'établir" sur la voie publique. Le système bien connu du tâcheronnage par démarchage ou par le bouche à oreille semble encore la règle dans ce secteur (sous bénéfice d'un plus large inventaire).

En revanche, les métiers nécessitant un travail en atelier apparaissent. C'est le cas de la vitrerie (associée à la miroiterie), de la serrurerie (y compris la clé-minute), de la ferronnerie. Celle-ci est surtout sollicitée pour des travaux de protection antiviol : lourdes portes métalliques (dont s'équipent peu à peu tous les commerces), grilles de fenêtres, de clôture ou de portail, ces dernières incluant toutefois une intention décorative. Un autre matériau, très utilisé, procède du même principe combinant protection et raffinement/allègement des formes architecturales : le claustra. Cette brique de béton ajourée, aux formes les plus diverses, est fabriquée et vendue sur place. Mais il ne s'agit plus d'ateliers ; plutôt d'aires de séchage, ce qui relègue cette activité (comme la mécanique automobile) dans les espaces résiduels du tissu urbain. Cela ne l'empêche pas de projeter des stands de vente sur les rues proches.

Quant au domaine des biens d'équipement, il comporte d'abord la section du meuble, qui apparaît dans deux cadres différents : l'atelier de l'ébéniste où l'on commande à façon, et le magasin de vente du commerçant levantin, où le meuble est marié à son complément, le tissu. Il faut souligner les très remarquables progrès accomplis par les ébénistes abidjanais, sachant que je parle ici des tout petits ébénistes de quartier qui ne disposent que d'installations si rudimentaires que c'est miracle de voir ce qu'ils en sortent : des meubles très bourgeois aux courbes savantes et lisses qui contrastent fortement avec les meubles caisses, disons carrés, auxquels la production artisanale nous avait accoutumés. Il faudra bien trouver une explication à cette rapide progression qualitative (cf. infra).

Quelle qu'en soit l'origine, elle suggère également une évolution des intérieurs ou au moins d'une partie d'entre eux. Il est vrai que cette ébénisterie attire aussi une clientèle venue des beaux quartiers et c'est une dimension intéressante du phénomène. Mais

cette attraction joue beaucoup moins - ou pas du tout - pour d'autres artisanats qui concourent aussi - et plus fondamentalement - au confort des logements. C'est pourquoi le développement d'une profession nullement traditionnelle, la plomberie, est à remarquer tout particulièrement. Elle est parfois associée au métier de carreleur et elle est relayée par un commerce, apparemment prospère, de mobilier sanitaire. Aussi frappante est la multiplication des artisans du froid, dont les minuscules ateliers croulent et disparaissent devant une montagne de réfrigérateurs et climatiseurs à réparer. Ce qui ne semble pas porter ombrage aux professionnels de la ventilation, également très présents.

2.11. Soudaine apparition des métiers de la communication

Nous arrivons maintenant à une série d'artisanats de services qui sont, de loin, les plus inattendus. Non seulement ils sont, pour la plupart, totalement nouveaux sur la place, mais certains d'entre eux sont de pures innovations. On peut du reste dire que c'est tout un secteur, jusqu'ici à peu près inexistant, qui fait une entrée surprenante dans les quartiers populaires de l'agglomération abidjanaise. Une partie de ces services pourrait être globalement assimilée à un secteur de la communication.

Le cas le plus admirable est sans doute la prolifération soudaine des cabines téléphoniques, dans des quartiers et banlieues d'où il était à peu près impossible de téléphoner, et dans une ville où ce type d'équipement restait jusqu'ici ignoré : une seule tentative, récemment conduite par le service public aux alentours immédiats de la Poste centrale, avait rapidement avorté. Ces fugitives cabines produisirent-elles le déclic ? Là où le service public avait battu en retraite pour cause, semble-t-il, de vandalisme, l'initiative individuelle privée prit aussitôt le relais. Elle s'empara de l'idée et l'aménagea. Je ne sais quelle fut, dans cette affaire, l'attitude du service public et son éventuelle collaboration. Mais il semble qu'il n'y ait plus une rue où le passant ne puisse trouver à sa disposition une cabine téléphonique privée.

J'ai en mémoire l'une d'entre elles. Ou plutôt deux, cabine n°1 et cabine n°2 aménagées à l'intérieur d'un petit local en planches, aux peintures fraîches et lumineuses. Derrière une table, le propriétaire, l'œil rivé sur les cabines, un combiné à portée de chaque main, un annuaire ouvert devant lui. Derrière lui, un réfrigérateur garni de "sucreries". Au coin de la table vernie et nette, un bouquet de fleurs artificielles. Il y a aussi, aux murs, des photographies en couleur soigneusement encadrées. Dans un mouvement allant des cabines à la table et de la table aux cabines, un excellent ventilateur tourne. Entre les deux cabines, un calendrier. Et dans l'une d'entre elles, sous un chiffre 2 calligraphié, une cliente achève sa communication... car, en plus, ça marche ! On

s'en étonne presque, tant le contraste est grand entre la nouveauté de ce négoce et la rigueur de la mise en scène, presque un rituel. Mais la nouveauté réside précisément à la fois dans cette soudaine appropriation d'un rôle et dans la rigueur formelle du rapport au client.

Les sucreries (boissons) peuvent être le "plus" du téléphone, mais le téléphone peut aussi être le "plus" d'un petit bar, tout en restant l'objet d'une publicité privilégiée. Il a toutefois plutôt tendance à s'associer à d'autres services nouveaux qui auront en commun l'utilisation d'une technologie moderne. Cela donne des petites officines multiservices proposant photocopies, dactylographie "rapide", plastifiage de cartes d'identité, avec ou non le téléphone en plus.

Je suis témoin de la difficulté qu'il y avait, jusqu'à la fin des années 70, à faire exécuter une photocopie dans le centre même d'Abidjan. Comment ne serais-je pas surpris, là encore, de trouver ce service au détour d'une rue quelconque dans un quartier quelconque ? Et la dactylographie expresse, comme cela, comme on trouve un taxi... Par exemple chez "Léocadie", dont le joli kiosque arbore un logo très savant, ou encore dans telle boutique bleu azur, précédée d'une coquette palissade du même ton.

La calligraphie, point de départ de cette étude, s'inscrit bien dans cet ensemble. Elle n'est certes pas nouvelle en soi, mais la formalisation de ses produits est étonnante. J'ai dit l'importance des enseignes, pancartes et calicots qui en sortent, leur vogue extraordinaire, leur efficacité tout à fait nouvelle. On touche parfois à l'art de la pub, avec le choix d'une formule, la recherche d'un logo. Parfois, le petit atelier grandit et propose des services annexes : tampons, cartes de visite, décoration, portraits... à quoi peut s'ajouter, sans poser de problème à quiconque, la fabrication et la vente de "frigolos" (sucettes glacées)...

Frigolos mis à part, on peut arriver ainsi au stade de la petite imprimerie. Il en existe à Abobo ; mais je ne saurais dire si leurs patrons sont d'anciens calligraphes. Quoi qu'il en soit, la liste de leurs "spécialités" (papier à en-tête, carnets-liasses, prospectus, etc.) nous avise que nous sommes peut-être entrés dans le domaine du "service aux entreprises", que d'autres commerces confirment en effet.

2.12. Artisanats intellectuels ou professions libérales ?

Pour commencer, on pourrait presque parler de bureautique. Plusieurs commerçants, au centre d'Abobo, affichent leurs compétences en matière de fournitures de bureau, surtout dans le domaine des machines (vente, maintenance, réparation) depuis la mécanographie jusqu'à l'électronique. On est un peu surpris, dans cette banlieue à peine sortie du "poto-poto" (je veux dire d'un processus d'urbanisation populaire en pleine brousse, en pleine illéga-

lité et en pleine boue), d'entendre parler de composants électroniques, de vidéo en circuit fermé, d'interphone, etc.

On l'est tout autant de voir d'autres prestataires de service proposer le courtage en assurances, la représentation, et toute transaction commerciale; d'autres encore se spécialiser dans le foncier et l'immobilier, comme ce "Foncivoire Center", "oscar de l'immobilier", qui s'occupe de construction, d'achat, de vente et de location. La technique de la petite annonce, normalisée, sur panneaux d'affichage, fait son apparition.

Mais le fin du fin de cette montée d'un artisanat "intellectuel" et affairiste, proche de ce qu'il est convenu d'appeler les professions libérales (cf. supra celles de la santé et de l'enseignement privé), réside incontestablement dans les petites agences de conseil qui apparaissent ici ou là. Leur existence et la nature des services qu'elles proposent, presque tous orientés vers l'initiative et la création d'activités, clôturent bien ce panorama. Prenons l'exemple de la "SARL" Multiprest, qui occupe un local aussi modeste que toutes les boutiques évoquées jusqu'ici, un climatiseur en plus. Son principal luxe tient dans un immense panneau "calligraphié" indiquant les services qu'elle propose. C'est assez somptueux, comme on en jugera : Conseil juridique et fiscal, Assistance et aide à la création de PME, Etudes de projets, Recherche de financement, Formation, Organisation, Secrétariat, Téléphone public, et enfin Transaction d'accidents routiers !

Disons-nous que ce programme est symptomatique de l'atmosphère qui règne à Williamsville, à Abobo, à Abidjan ? Oui, certainement, encore qu'il faille faire la part de la magie des mots écrits, calligraphiés, affichés. Magie et autosuggestion, dérision aussi parfois. Mais si la calligraphie fait rêver, du moins le rêve qu'elle dessine est-il une indication sur la direction que comptent prendre de nombreux habitants d'Abobo, et d'ailleurs, dans les secteurs les moins riches de l'agglomération abidjanaise.

Et puis, magie ou pas, leurs boutiques et ateliers sont bien là. Je n'en ai inventé aucune et aucun.

3. INTERPRÉTATION DU PHÉNOMÈNE

Il est probable que l'enthousiasme ou la surprise provoqués, chez le signataire de ces lignes, par la découverte de telle activité ou par la formalisation de telle autre fera sourire plus d'un observateur de l'urbanisation du Tiers Monde, pour peu qu'ils soient accou-

tumés de fréquenter des régions plus anciennement urbanisées. Au contraire, ceux dont les modèles urbains appartiennent à l'Afrique profonde, ou bien à celle qui a plus cruellement subi la récession économique récente, ceux-là comprendront toute la portée des changements à l'œuvre dans les banlieues abidjanaises.

Il y a en effet, d'abord, un problème de "citadinité" ou, si l'on préfère, de modèle(s) de comportement. Il y a, ensuite, l'impact d'une situation économique. C'est de là que je suis parti au début de cet article et je dois y revenir. Mais il est impossible d'éviter le détour de la citadinité, détour qui passe par la définition du secteur d'activité étudié.

3.1. Artisanat et citadinité : à la reconquête d'un mot

Si le concept d'activité informelle, en dépit du flou dont on n'a pas réussi à le débarrasser, a pu se révéler si utile en Afrique (quoique contesté et contestable), et si peu opératoire dans d'autres régions du monde, c'est que se perpétuait en Afrique (et en quelques autres lieux) une situation duale opposant trop nettement un secteur "moderne" aux caractéristiques bien connues, et un secteur non nommé et largement ignoré parce que totalement étranger aux normes du premier. De l'économie "africaine" on ne reconnaissait guère, dans les villes, que le grouillement des marchés, essentiellement commerçants à la différence des souks orientaux (par exemple), plus industriels. On admettait bien que, derrière cette activité centrale, œuvraient d'importants réseaux marchands, notamment pour l'approvisionnement vivrier des villes. On savait aussi qu'il existait, par ailleurs, une activité mouvante et instable de débrouille ou de survie. Mais on prêtait trop peu d'attention au phénomène de la boutique et de l'atelier, trop facilement confondu avec un ensemble d'activités dit "traditionnel", contradictoirement soupçonné à la fois d'archaïsme et d'amateurisme.

Pourtant, au niveau de la police municipale, ce type d'établissement est depuis longtemps soumis à taxation (il est redevable d'une patente) et lorsque, pour la première fois à Abidjan, ces activités "sédentaires" furent recensées en 1967, puis en 1976²¹, elles étaient déjà très nombreuses : 14 000 pour un million d'habitants en 1976, ce chiffre englobant toutefois, indistinctement, toute activité en poste fixe, avec ou sans local. Les tailleurs et couturières, les menuisiers, les coiffeurs et les photographes, les réparateurs (auto, cycles, radio, horlogerie), les débitants de boissons et les restauratrices, les marchands de tissus, de chaussures, de bois et charbon, et surtout les boutiquiers "nago", font partie depuis longtemps du paysage abidjanais.

²¹ Cf. J.P. Chateau, Recensement des activités dans l'agglomération abidjanaise, *Ministère du Plan, Abidjan, 1967*, et Recensement général des activités en milieu urbain, *Ministère du Plan, Abidjan, 1977*.

Mais il est vrai que cette première génération d'artisans et de commerces sédentaires restait, dans l'ensemble, relativement rudimentaire. L'écrasante prédominance de deux postes de première nécessité (les boutiques-bazars et la couture/confection font près de la moitié du total recensé en 1976) en témoigne largement, ainsi que la répartition de ces activités dans le tissu urbain : hors des alentours des marchés et de quelques grands axes, la boutique-bazar est à peu près le seul commerce sédentaire (outre les dépôts de bois et charbon de bois) équipant les quartiers populaires en 1967²².

Cette catégorie d'activité eut-elle été plus développée, plus sophistiquée, qu'on ne se serait peut-être pas égaré dans le marais de l'informel. Du moins aurait-on eu soin de détacher de ce concept - ou d'y distinguer clairement - un secteur "artisanal". Ce mot, c'est à dessein que je l'emploie abondamment dans ces pages. Il me semble en effet souhaitable que les analyses de l'informel se le réapproprient dans leur effort pour dépasser un concept (l'informel) à la fois trop péjoratif et trop attrape-tout. Et qu'ils arrachent par cette occasion le vocable "artisanat" à une dérive sémantique dans laquelle il tend parfois à s'engluer: il ne faudrait pas qu'il soit définitivement attaché au seul "artisanat d'art", expression trop souvent réduite au premier terme, employé dans un sens absolu pour désigner une industrie dite traditionnelle, à moins qu'elle ne soit purement et simplement à finalité touristique.

L'évolution actuelle de la société abidjanaise, dont de nombreux signes (depuis les comportements démographiques jusqu'à la vie politique) démontrent qu'elle est en train de mûrir une citoyenneté de construction somme toute très récente, et où l'on voit de plus en plus nettement s'opérer un tri entre des stratégies de transit, en régression, et des stratégies d'enracinement plus clairement affirmées, cette évolution semble naturellement la conduire à redécouvrir - ou à confirmer - un comportement citoyen de tous les temps et de tous les continents : celui de l'artisan boutiqueur dont la personne et le métier (ou le négoce) s'identifient au local où il accueille ses clients. Avoir "pignon sur rue" n'est certes pas consubstantiel au "projet" artisanal, mais cette dimension en est certainement la marque citadine, partagée avec ce qu'il est convenu d'appeler les professions libérales, dont beaucoup ne sont que des artisans intellectuels.

L'échoppe (ou le cabinet) fait la cité et inversement. Elle n'est pas nouvelle à Abidjan, mais les Abidjanais d'aujourd'hui répondent plus nombreux et plus diversement à l'appel. Surtout, ils semblent être dans un état d'esprit propre à donner à la boutique abidjanaise ses lettres de noblesse, à lui donner un lustre à la mesure de la modernité ambiante.

3.2. Interprétation d'une modernité

Cette modernité, de quoi est-elle faite ? Il est incontestable qu'elle trouve d'abord sa source dans le modèle occidental, au point qu'on pourrait n'y voir que mimétisme ou alignement. Le mimétisme ne serait qu'imitation caricaturale, l'alignement serait la sanction d'une banalisation des cultures urbaines.

On a certainement senti, en lisant ces pages, une part de théâtralité (cf. la logomachie des enseignants) ou de déguisement (cf. les cliniques de charlatans) ; mais on pourrait parler, plus positivement, de jeu ou d'humour, et il y aurait de bonnes raisons pour verser ce sens du jeu verbal au dossier d'une citoyenneté africaine spécifique.

Il est également indéniable que l'apparition de métiers tels que la plomberie ou la dactylographie introduit des techniques et du matériel élaborés sur d'autres rives, satisfait ou répand des besoins que les Abidjanais ne sont pas les premiers à connaître. Mais il apparaîtra bientôt définitivement vain, dérisoire et désuet d'opérer de tels rapprochements.

Tournons donc la page de l'occidentalisation pour nous contenter d'apprécier la signification locale des choses : l'adoption de la vitrine par les couturières ou les coiffeuses-esthéticiennes, la généralisation de l'affichage et sa formalisation, l'attention nouvelle accordée à l'accueil du client avec des aménagements particuliers, de même que la diversité croissante des services proposés, tout cela démontre qu'une part importante de l'économie populaire opte clairement pour un art exercé au grand jour, paré des signes du professionnalisme et de la permanence ; trois caractéristiques qui paraissent être en totale contradiction avec l'idée générale d'un secteur informel insaisissable.

On pourrait naturellement se demander, devant une telle évolution, si nous ne sommes pas en présence de ce que les économistes appellent un secteur de transition, c'est-à-dire en marche vers une logique d'entreprise et d'expansion. Mais il semble bien, sous réserve d'enquêtes spécifiques, que la quasi totalité des "entreprises" rencontrées soient de caractère individuel et ponctuel, éventuellement élargies à des stratégies familiales, parfois reliées à des réseaux, employant souvent des apprentis et plus rarement des compagnons, confiées parfois à des gérants, mais des gérants toujours issus de l'entourage immédiat du propriétaire. Sauf aux marges de ce secteur "boutiqueur" (peut-être dans le domaine de l'école privée ?) ou dans des créneaux particulièrement porteurs (comme la quincaillerie générale ?), il semble que la logique de l'accumulation et de la croissance soit absente.

L'objectif est manifestement limité à ce qu'est fondamentalement une entreprise artisanale ou une pro-

²² Cf. Antoinette Duchemin, "Commerce, Abidjan", Planche D3a, Atlas de Côte-d'Ivoire, ORSTOM et Université d'Abidjan, 1970.

fession libérale : un moyen d'existence indépendant. Nous avons simplement affaire, pour l'essentiel, à des artisanats de production, de service ou de distribution. C'est à l'intérieur de ce cadre que doivent être interprétés les dynamismes, les innovations et les transformations observés.

Transformation n'est pas transition, et si transition il y a, elle tend moins à sortir du champ de l'artisanat qu'à y entrer. En se formalisant, en s'attachant à un local, en s'exposant et en accueillant ses clients, l'activité néo-urbaine entre en artisanat, ou plus exactement dans un schéma citadin de l'artisanat. Ce statut acquis, il peut arriver qu'elle innove ou se transforme pour s'adapter au marché, à l'évolution de la demande. Elle peut aussi chercher à améliorer l'outil de travail, son efficacité, sa rentabilité, sans pour autant changer sa logique et sa finalité : celles d'une ressource autonome essentiellement tournée vers la consommation domestique et/ou ostentatoire. Adapter la production, améliorer l'outil ou le dispositif de vente n'est pas antinomique avec la logique non-accumulatrice de l'artisanat, logique qui ne saurait être systématiquement reliée et associée aux notions de tradition, d'immobilisme ou d'involution.

3.3. Une reproduction simple, élargie... ou améliorée ?

Comme un ménage améliore sa maison, ce qui ne le conduit nullement à un comportement de promoteur, un artisan peut donc réinvestir une partie de ses gains dans son atelier sans faire le moindre pas vers la capitainerie d'industrie. Autrement dit, il existerait une certaine forme de reproduction élargie qui ne serait pas celle que la théorie économique réserve à l'entreprise capitaliste, qui ne serait pas le signe d'une transition d'une logique artisanale vers une logique d'entreprises ; ni même, pour en rester à une expression plus mécanique, l'indice d'une entrée dans la "spirale" de l'accumulation.

Cette proposition pourrait peut-être réconcilier en partie les tenants de deux convictions opposées : ceux qui croient dans la capacité d'évolution du secteur informel et ceux qui n'y croient pas. S'ils s'affrontent sur le terrain de l'accumulation, les seconds n'ont que peu de mal à renvoyer les premiers aux résultats de leurs propres enquêtes : de réelles transitions sont rarement prouvées²³. Pourtant, la conviction des premiers n'est pas gratuite ; elle se fonde sur l'observation de dynamiques qui ne peuvent être niées si elles sont difficiles à interpréter. La vérité, cependant, ne peut se situer à mi chemin des deux convictions. Cl. de Miras insiste sur la dualité du secteur informel, nettement partagé, selon lui, entre un secteur de subsistance constituant la masse et voué à une reproduction simple, et une mince frange d'activités engagées dans une logique de profit et suscep-

tible d'entrer dans la fameuse spirale. Seules les entreprises appartenant à la seconde catégorie seraient donc sujettes à transition ; d'où le concept de transition, mais qui prête à confusion (ce n'est pas de Miras qui le dit) car ce vocable laisse croire qu'il désigne une zone de passage entre le secteur de subsistance et l'entreprise capitaliste. En réalité, il s'agirait d'un type particulier d'entreprises informelles, d'ailleurs regroupées dans un nombre limité de branches d'activité.

De Miras soutient que les clivages-théoriques proviennent en partie de la difficulté d'évaluer, sur le terrain, l'importance relative de ces deux sous-secteurs de l'informel ; et de délimiter le champ dans le cadre duquel ce distinguo doit être fait. A chaque enquête son informel.

Cette explication est convaincante, mais non suffisante. Je pense qu'il manque un chaînon ou, plus exactement, une catégorie d'analyse. On ne résoudra pas le différend en établissant que les uns et les autres ont un peu plus ou un peu moins raison. Tout en souscrivant au caractère réciproquement irréductible des deux sous-secteurs (de subsistance et de transition), parce qu'ils procèdent de deux dispositions d'esprit, de deux modes de fonctionnement et de deux situations structurelles différentes, et donc à l'improbabilité d'une catégorie de comportements/situations intermédiaires (qui donnerait à moitié raison à tout le monde), je crois qu'il faut introduire de nouvelles catégories d'analyse.

Si le secteur dit informel n'est pas homogène, l'énorme masse du sous-secteur dit de subsistance ne l'est pas davantage. S'en détache à l'évidence un phénomène "artisanat" au sens fort du terme, qui trouve d'ailleurs son équivalent dans le secteur dit moderne (cf. les chambres de métiers). Par opposition à l'entreprise capitaliste, il est clair que l'artisanat est voué, en première analyse, à la reproduction simple. Mais l'artisan possède un patrimoine (savoir, outils, atelier, boutique) qui est perfectible. La notion de reproduction simple ne lui est donc qu'imparfaitement adéquate. Parlera-t-on de reproduction "améliorée" ? C'est une proposition, mais je suppose que des auteurs plus autorisés que moi ont déjà songé à baptiser ce phénomène de tous les temps.

En tout cas, j'ai le sentiment que, si elle était adoptée, cette notion de reproduction améliorée, spécifique d'un artisanat installé et "branché", pourrait réduire bien des divergences (pas toutes) opposant défenseurs et négateurs d'un informel évolutif.

Il resterait pourtant à se garder de deux sources de confusion. La première serait de ne pas distinguer avec soin, dans les progrès du secteur artisanal en général, ceux qui résultent d'une évolution progressive des unités en place de ceux qui tiennent à l'ap-

²³ Cf. Coing, Gerry et Birkbeck, Lachaud et Mettelin, Nihan et Stell, cités par Cl. de Miras : "De l'accumulation de capital dans le secteur informel", in Travail et identités dans les villes du Tiers Monde, ORSTOM, Paris, 1987, pp. 49-74.

parition de nouvelles unités, plus “modernes” et mieux dotées au départ que celles qui les ont précédées. Or il faut bien reconnaître que l’enquête dont il est ici question n’est pas à même d’établir les parts respectives de ces deux processus.

La seconde erreur serait d’ignorer que l’origine et l’évolution du patrimoine (pour ne pas parler de capital) d’une unité artisanale (pour ne pas parler d’entreprise) peuvent être favorisées par des apports extérieurs à l’activité artisanale elle-même : revenus agricoles, revenus salariaux, interventions publiques (ou par ONG) de promotion. L’implication des revenus salariaux dans l’artisanat et, corollairement, le rôle de l’artisanat dans la survie des salariés, sont des réalités courantes que de Miras a bien analysées dans un autre quartier d’Abidjan²⁴ et sur lesquelles nous reviendrons (cf. infra). Une bonne part des innovations constatées à Williamsville et Abobo sont certainement redevables de cet échange existant entre les deux sphères de production ; échange empruntant des canaux divers : pluriactivité du ménage ou de l’artisan lui-même, reconversion professionnelle après acquisition d’un pécule, dynamiques de famille élargie ou de réseaux, etc.

3.4. Artisanat et secteur de subsistance : critique d’un vocable

On vient de débattre des relations possibles entre les dynamiques observées et les concepts de transition et d’accumulation. Voyons à présent quelle est l’adéquation de ces faits avec le concept de secteur de subsistance à quoi les économistes africanistes (surtout) assimilent l’essentiel, sinon la totalité (de Miras, 1983) de l’économie dite informelle.

Deux raisons sont avancées pour justifier l’utilisation du vocable “subsistance”²⁵ : les recettes de ce secteur de production seraient exclusivement destinées à la consommation domestique (ce qui, soit dit en passant, pourrait suffire à expliquer l’absence de comptabilité si souvent rappelée pour justifier le vocable “informel”), et les biens et services offerts ne couvriraient eux-mêmes que les besoins immédiats de la clientèle.

Si l’on prend la première justification du vocable, il devrait logiquement s’étendre au salariat : la recherche

d’un salaire est aussi une démarche économique limitée à des objectifs de consommation. Que les bénéfices de l’activité artisanale soient consacrés à la reproduction simple ne suffit pas à l’assimiler à une activité de survie ou même de subsistance, avec ce que ce terme a de réducteur²⁶. Même lorsque le contexte général est celui d’une économie de survie, l’activité artisanale répond à d’autres besoins existentiels, à d’autres pulsions. On résumera cette idée en disant que l’exercice d’une activité artisanale revêt aussi la valeur d’une fonction exercée dans la cité, d’un statut personnel que traduit assez bien la notion de “métier”. Le rappel de ces dimensions n’est certainement pas un réflexe européo-centrique ou médiévisite. Pas plus que ne serait passéiste ou nostalgique le fait de récuser la tare implicite que l’expression “secteur de subsistance” semble infliger à des logiques non accumulatives.

Il est vrai que nombre d’occupations exercées par des néo-citadins peu stabilisés peuvent apparaître comme de simples bricolages. Il convient sans doute de distinguer un niveau d’activités correspondant à ce que nous appelons en France (quoique dans un contexte différent) les “petits boulots”, caractérisé par une grande mobilité dans l’emploi et une très faible rémunération. Mais les apparences sont souvent trompeuses et le manque de qualification ou de formation n’est pas obligatoirement un bon critère. Quoi qu’il en soit, telle n’est pas la dominante des activités décrites dans ces pages, dont toute la stratégie de “montre” et le parti pris de la “boutique” marquent justement la volonté de démentir toute idée de bricolage.

Et si l’on en vient à la seconde justification fondatrice du concept de “secteur de subsistance” (réponse peu valorisante aux besoins immédiats de la clientèle), on voit bien que les biens et services étudiés vont très au delà de ces besoins immédiats (l’alimentaire brut en est absent) et que l’artisanat qui les propose a cessé d’être un simple auxiliaire de l’économie domestique. Le dynamisme dont il fait preuve, sa propension à innover et à s’équiper confirment cela et plaident en faveur d’une autonomie du concept de l’artisanat, dont la “boutique” - dans une acception élargie - serait l’une des formes achevées.

²⁴ Cl. de Miras, “Secteur de subsistance et salariat dans les ménages. L’origine des revenus domestiques dans un quartier spontané d’Abidjan”, in Ph. Haeringer (éd.), Abidjan au coin de la rue, op. cit., pp. 429-448.

²⁵ Cf. par exemple Cl. de Miras (1983, op. cité). L’enquête faite par cet auteur en 1979 dans un faubourg sud d’Abidjan (Port-Bouet “Derrière les rails”) est très éclairante, par contraste avec celle dont il est question ici, accomplie six ans plus tard dans la banlieue nord. Entre les deux, la période de récession. Dans l’enquête de Port-Bouet, nulle trace d’un dynamisme particulier. La liste des métiers est peu diversifiée, limitée à des postes traditionnels dont l’atonie paraît en effet justifier davantage le concept de secteur de subsistance dont Cl. de Miras se réclame. Pourtant, la spécialisation ethnique et surtout deux exemples de celle-ci, la confection béninoise et la menuiserie togolaise (qui regroupent le plus gros de l’effectif masculin), suggèrent que l’on a sans doute affaire à de véritables métiers, probablement plus chargés de sens qu’une simple démarche de “subsistance”. Que les autres métiers - hors l’alimentation - ne soient chacun représentés que par un seul artisan (pour une population de 3 400 habitants) pourrait plaider, en outre, pour la thèse d’un artisanat de “fonction” : il y a “le” coiffeur, “le” mécanicien, “le” guérisseur de “Derrière les rails”. Artisanat-métier, artisanat-fonction, deux dimensions de la pratique artisanale dont le concept “activité de subsistance” ne rend pas compte.

²⁶ On pourrait pousser plus loin l’analogie paradoxale entre le secteur artisanal et le secteur “moderne”. La reproduction simple n’est-elle pas le propre du secteur public, au moins d’une large part de l’Administration ? Bien des PME, notamment familiales, ne songent pas davantage à grandir. Et c’est bien aussi le cas de nombre de grosses unités industrielles, dont la création ou le maintien ne sont que des actes politiques. Sans compter toutes celles qui, privées ou étatiques, ne parviennent pas même à assurer leur reproduction.

3.5. Crise de l'emploi : arrivée des Ivoiriens, des salariés, des diplômés

Il reste à s'interroger sur les liens existant entre cet épanouissement artisanal et la récession économique, si curieusement simultanée. Seule une observation approfondie pourrait éclairer définitivement cette question. Mais un certain nombre de signes plaident en faveur d'un rapprochement des deux phénomènes.

Le signe le plus important est probablement celui que l'on peut lire dans la structure ethnique des activités observées. Il est temps de révéler enfin un trait essentiel de l'artisanat abidjanais, à savoir qu'il a toujours été principalement le fait des minorités étrangères, particulièrement de celles qui viennent des régions soudanaises d'une part, des régions du Golfe du Bénin d'autre part : c'est-à-dire, précisément, des régions détentrices de traditions urbaines anciennes. Les spécialisations ethniques ou régionales, qui tendent à s'estomper, restent encore nettes - mais non exclusives - dans de nombreux cas : tailleurs et bijoutiers sénégalais, transporteurs, grossistes, charbonniers et maraîchers maliens, minotiers, briquetiers et maçons burkinabés, cordonniers, charretiers et cafetiers nigériens, photographes, réparateurs de radio, tresseuses et boutiquiers-bazar nigériens, horlogers et enseignants (cours du soir) béninois, menuisiers togolais, défriseurs et fumeuses de poisson ghanéens, etc.

Aujourd'hui, il semble que les Ivoiriens, jusqu'ici peu enclins à l'initiative artisanale ou commerciale, et auxquels le salariat public et privé était et reste prioritairement réservé, se jettent à leur tour dans la compétition et qu'ils participent fortement au renouveau de l'offre artisanale, sans que nous puissions chiffrer l'ampleur du phénomène. Précisons tout de même que les femmes ivoiriennes, elles, ont toujours été davantage présentes dans ce secteur d'activité, du moins dans ses formes non sédentaires. Sur les marchés, en 1976, elles étaient plus nombreuses que les étrangères : 15 300 contre 9 200 (Hommes : 1 900 Ivoiriens contre 10 500 étrangers). Dans la rue, toujours en 1976, elles étaient évaluées à 6 500 contre 5 500 étrangères (Hommes : 750 contre 12 250). En revanche, sous ses formes sédentaires (boutiques, ateliers, cabinets, lieux de consommation, etc.), l'artisanat abidjanais était et reste essentiellement masculin aussi bien pour les étrangers (10 800 établissements en 1976, dont 6000 conduits par des femmes) que pour les Ivoiriens (3 400 établissements, dont 500 féminins). Mais les branches où opèrent les femmes, comme la restauration, la coiffure, ou la couture, ne sont pas les dernières, on l'a vu, à se renouveler.

Pourquoi les hommes ivoiriens entrent-ils dans l'arène ? Il faut bien qu'il y ait eu un changement conjoncturel ou structurel important pour provoquer un tel retournement culturel. Comment ne pas se

tourner vers la crise économique comme facteur d'explication majeur ?

On sait qu'il y eut, à partir de 1978/1980, un fort mouvement de désemploie, d'abord avec le démantèlement du puissant système des sociétés d'Etat, puis avec une mise en ordre de la fonction publique, enfin avec le repli stratégique de plus du tiers des entreprises occidentales. C'était la première fois que cela arrivait en Côte d'Ivoire avec une telle ampleur. On ne peut imaginer qu'une telle situation ait pu rester sans conséquences sur le comportement d'une partie des travailleurs ainsi touchés. Elle en eut au moins sur les jeunes.

Qui dit désemploie dit aussi non-embauche. Or, cette réalité en rencontre une autre : l'arrivée sur le marché de l'emploi d'une génération bénéficiaire d'une politique active de formation professionnelle, développée dans les années 70. De nouveaux savoirs promis au salariat doivent donc s'investir ailleurs. Il est probable que l'on puisse expliquer ainsi les progrès brusquement accomplis dans l'artisanat du meuble. Les offres de dactylographie ou de maintenance électronique n'y sont peut-être pas non plus étrangères. J'ai vu des garagistes se prévaloir en lettres géantes de leurs diplômes, ce qui est assurément une nouveauté. Mais l'exploitation d'un savoir scolaire ne s'arrête apparemment pas à l'enseignement technique et professionnel. Les officines de conseil juridique et fiscal ou de négoce immobilier sont probablement le signe de l'arrivée - mais il faudrait le vérifier - de diplômés de l'enseignement supérieur.

3.6. Transfert et réinterprétation d'un marché laissé vacant. La relation de proximité

La récession économique a supprimé de nombreux emplois salariés, mais elle a aussi fortement modifié le paysage de l'offre. Ce phénomène est surtout sensible au niveau des activités tertiaires, et singulièrement dans ce qu'il est convenu d'appeler le tertiaire supérieur : le quartier du Plateau, après le retrait de nombreux commerçants français et européens, n'est plus ce qu'il était. Or, la clientèle du cœur de la ville se recrutait bien au-delà des couches privilégiées. Cette remarque est encore plus vraie si on l'étend aux grands services publics comme, par exemple, le système hospitalier dont on a vu qu'il avait radicalement modifié les conditions d'accès aux soins.

Tout se passe comme si un transfert de l'offre s'était discrètement opéré du centre vers la périphérie²⁷ par le véhicule, sans doute, du personnel licencié, mais pas uniquement. Du moins cette conjoncture (qui revêt une dimension structurelle) a-t-elle pu accélérer un essaimage naturel qui, sans elle, se serait accompli sur une longue période et avec une moindre ampleur.

²⁷ Cette proposition est à la fois vraie et fautive. Ou, plutôt, elle cohabite avec son contraire, du moins à considérer ce qui se passe au Plateau. L'offre du Plateau s'est défaits, mais elle s'est reconstituée sur d'autres bases, avec d'autres acteurs: beaucoup de Libanais, de Vietnamiens et autres Asiatiques, mais aussi des Ivoiriens, ont prit la place laissée par les Européens. Des services plus proches de la demande populaire ont été créés, et cela se sent bien au profil des foules dans la rue. Le transfert de l'offre s'est donc également opéré sur place.

Bien entendu, si transfert il y eut, il ne s'est pas fait à l'identique. Non seulement il reste évidemment très partiel, mais il s'est accompagné de ce que l'on pourrait appeler une "réinterprétation", ou encore d'un "recentrage" sur une clientèle différemment "ciblée". Le contexte urbain, surtout, est formidablement différent et c'est pourquoi ce réinvestissement engendra de nombreuses innovations, voire des inventions, des formules et des services inédits. La nouveauté des formules résulte en particulier de ce qu'à une structure relativement concentrée de l'offre (grands établissements de l'État ou commerces importants regroupés au centre de l'agglomération) succède une offre dispersée dans un tissu urbain ou suburbain indifférencié, une offre qui joue sur une relation de proximité pour aller au-devant d'une demande "dormante".

Ce nouveau paysage de l'offre tire aussi son caractère de ce qu'il est la traduction d'une multitude d'initiatives individuelles dont la finalité, répétons-le, ne va pas au-delà d'un projet de caractère artisanal. Nous pourrions dire, en somme, que nous assistons au développement d'un "artisanat de proximité", par opposition aux concentrations observées au centre ville, autour et au sein des marchés de quartier, ou dans divers lieux stratégiques : carrefours importants, gares routières, franges du contact ville/campagne, etc... Ce concept d'artisanat de proximité pourrait, en tout cas, utilement compléter la panoplie des instruments d'analyse de l'économie populaire.

3.7. L'artisanat comme assurance et comme choix

Le contexte économique étant à présent posé, nous pouvons revenir sur le caractère de cette démarche artisanale et la cerner un peu mieux. Elle n'est pas le fait, sauf cas exceptionnel, de futurs capitaines d'industrie puisqu'elle s'inscrit dans un mouvement de masse. Cherchant fortune dans une relation de proximité avec une clientèle non seulement modeste mais "atone" ou "passive" (contrairement à la foule qui se porte vers les places centrales), elle ne peut, dans le cas général, nourrir de grandes ambitions. Si elle consent un effort d'investissement souvent significatif, c'est qu'elle peut s'appuyer sur un minimum d'économies souvent issues du salariat, mais cette ressource initiale reste en général très limitée. Les installations, donc les formules d'exploitation, sont ainsi toujours simples, ce qui n'interdit pas l'acquisition, dans certains métiers, d'un équipement onéreux pouvant aller jusqu'à la petite machine-outil.

Enfin, s'il se vérifie que l'impulsion qui pousse les Ivoiriens vers l'initiative privée est bien la précarité qui pèse sur le monde salarial, on ne pourra s'étonner que le but recherché se limite parfois à prendre une

assurance sur l'avenir. Il est en effet probable qu'une part non négligeable du phénomène soit due (notamment là où les investissements sont les plus lourds) à des fonctionnaires ou salariés toujours en poste et qui, en montant une entreprise artisanale, comptent se prémunir contre les aléas du marché de l'emploi ou (spécialement dans le cas des fonctionnaires) améliorer l'ordinaire, car leur pouvoir d'achat a fortement baissé. La Côte d'Ivoire ne serait pas le premier pays au monde à voir ses fonctionnaires et ses salariés en général porter une seconde casquette, en ayant ou non recours à un proche pour gérer leur petite affaire privée. Notons que ce "placement" se porte parfois sur l'activité de l'épouse, qui tient ainsi boutique aux bénéfices partagés d'elle-même et de son mari.

Il faut reconnaître que cette interprétation semble contredire la "vocation" artisanale. En réalité, pas vraiment. D'abord parce que la thèse de l'artisanat-assurance ne saurait être qu'une explication fragmentaire du phénomène. Mais surtout parce que cette thèse n'est pas incompatible avec l'idée d'une séduction exercée, sur les salariés, par le principe d'une activité libre et personnelle. On ne peut l'oublier : l'artisanat est d'abord une autonomie, soit de l'individu soit du groupe (quand il y a un réseau), et constitue à ce titre un choix. S'il est vrai que le recours à l'artisanat est souvent la conséquence d'un refoulement exercé par le monde salarial (notamment à l'égard des Abidjanais non-ivoiriens), il est également certain que nombre d'artisans, commerçants et prestataires de services divers n'auraient que faire d'une existence de salarié.

3.8. L'accident économique comme accélérateur du culturel

Pour conclure, je ferai deux remarques. La première est qu'il serait bien difficile de nier les liens existant entre la brutale récession économique que la Côte d'Ivoire, après bien d'autres pays, connut au tournant de l'année 1980, et la soudaine explosion de l'offre artisanale constatée dans tous les quartiers de l'agglomération abidjanaise. L'exemple de la multiplication des infirmeries privées à la suite d'une mesure économique appliquée aux hôpitaux suffirait à lui seul à démontrer ce lien. Ce dont il faut s'émerveiller, c'est qu'une passe économique difficile ait engendré un mouvement positif à de multiples égards : vitalisation de tissus urbains atones, apport d'un grand nombre de services au plus près des habitats, renforcement, qualification et diversification d'un secteur artisanal dynamisé, inventif et décidé à s'afficher; enfin implication des Ivoiriens dans un secteur jusque-là boudé par eux. Cette traduction positive d'une crise cuisante (qui, par ailleurs, conserve ses aspects négatifs)²⁸ tend à prouver que l'économie ivoirienne dispose

²⁸ Au nombre des aspects négatifs, et sans quitter le domaine de l'informel, il faut ranger naturellement la multiplication des "petits boulots", autre refuge des non-salariés volontaires ou involontaires. La crise économique aurait donc eu deux effets opposés sur l'économie populaire: élargir à un bout son niveau le plus informel, l'enrichir à l'autre bout d'un artisanat plus dynamique et mieux formalisé. Encore que le dynamisme et l'organisation soient, par certains auteurs, chaleureusement reconnus aux catégories les moins bien loties (cf. A. Touré, Les petits métiers à Abidjan. L'imagination au secours de la conjoncture, Karthala, Paris, 1985).

d'un fonds de santé appréciable, à la différence d'autres pays de la région dont la crise mondiale semble au contraire avoir tué l'économie populaire.

Ma deuxième remarque sera pour souligner une évidence : la crise n'a pas inventé de toutes pièces les changements positifs qui se sont opérés sous son empire. Elle a certes provoqué un choc ; mais, pour l'essentiel, ce choc n'a certainement entraîné qu'une accélération d'un processus culturel en marche. Je dis culturel à dessein car, en définitive, on a bien vu au fil de ces pages que, sous les ressorts économiques, c'est toute une culture citadine qui se forge. Comment en donnerais-je un exemple alors que toutes les rubriques de cette analyse en regorgent ? Le bout de chemin que le creux de la crise a fait accomplir, sur cinq ans, à la "citadinité" abidjanaise s'inscrit sur un long parcours. Les Abidjanais de la banlieue auraient sans doute attendu un peu plus pour voir arriver chez eux téléphones et photocopieuses, pour voir se multiplier les boutiques à vitrine ou les jardins d'enfants, pour découvrir des couturiers pour dames et des conseillers juridiques.

Il est vrai que tout cela ne fut peut-être, en cette fin 85, qu'un mirage. Comme ce vitrier dont on distinguait à peine le misérable atelier et qui, tout à coup, accéda à une évidente compétence par la magie d'une somptueuse enseigne "calligraphiée". Dans son atelier inchangé, ses découpes étaient-elles devenues plus savantes et plus précises ? On pouvait le croire. Mais on ne sut jamais pourquoi les magiciens calligraphes étaient passés par là (on dit qu'ils nous vinrent tous du Bénin), ni pourquoi ils avaient choisi ce moment pour leur tour d'illusionnisme.

(1987)

POSTFACE

Au-delà du mirage

Plus d'une décennie après les faits observés, de nouvelles observations sur la pauvreté urbaine dans l'agglomération abidjanaise²⁹ diagnostiquent une "banalisation sociologique" de cette pauvreté : elle s'enracinerait dans la rupture, au point d'engendrer une conscience de classe, cessant ainsi d'être le paramètre mouvant d'une société en transition. Les liens familiaux et communautaires caractéristiques de la société africaine se seraient défaits, l'individualisation des destinées - et des naufrages - aurait progressé, tandis que les porosités urbaines (entre le haut et le bas, entre la sphère du salariat et celle de l'infor-

mel, entre la ville et la campagne) se seraient réduites. Et l'économie informelle, selon cette analyse, n'aurait pas comblé les espoirs portés sur elle. Elle n'aurait été qu'un "remède illusoire".

A plus d'un titre, l'évolution ainsi rapportée confirme les scénarios de la "pauvreté majoritaire" (chapitres 2 et 4.1) : dualisation économique inscrite dans la durée, émiettement extrême d'une économie "invertie" et "intravertie", logiques de l'auto-emploi et d'une reproduction sans accumulation durable, improbabilité d'un réinvestissement (par le bas) des dynamiques informelles ou artisanales dans une logique d'entreprise et de croissance. En revanche, elle contredit la vision optimiste développée dans ce chapitre 3³⁰.

Voilà une occasion de mettre les choses au point. Dans toutes les pages de ce recueil, l'économie informelle, resituée dans la sphère plus large de l'économie invertie, n'est pas présentée comme un remède mais comme un fait. Secrétée par une situation de pauvreté majoritaire et, plus loin, par une marginalisation de l'économie régionale ou nationale au regard de l'économie mondiale, elle ne saurait éradiquer l'une et l'autre. Il y a consubstantialité entre ces trois dimensions : pauvreté majoritaire, marginalisation régionale, économie invertie.

Deuxième point : la sphère d'économie invertie a sa logique interne, qui emprisonne ses acteurs (de plus en plus ?) en même temps qu'elle les protège (de moins en moins semble-t-il), elle a donc son territoire mais elle n'est pas hors du monde. Elle réagit nécessairement à l'environnement, notamment macro-économique, qui agit sur elle selon diverses modalités que l'on peut ramener à trois situations. Un contexte global (échelle régionale ou nationale) trop gravement ou trop durablement dépressif peut avoir un effet anémiant, voire mortifère. Une crise moins accusée, ou préservant des bases saines, peut au contraire stimuler une initiative artisanale en lui conférant des fonctions substitutives. Enfin une conjoncture de croissance peut, selon les cas, nourrir la prospérité de cette économie "seconde", ou en étouffer de larges pans, la substitution agissant dans l'autre sens.

Le troisième point coule de source : l'optimisme relatif de la présente étude ne peut concerner que l'objet de l'étude. Or le phénomène décrit est limité à une seule strate de l'économie populaire, qui est ciblée précisément en raison des signes d'optimisme qu'elle émet. Il s'agit en gros de l'activité boutiquière

²⁹ Alain Marie, "Ruptures africaines, nouvelles pauvretés citadines et banalisation sociologiques. Le développement d'une conscience de classe dans les milieux populaires abidjanais", colloque Villes du XXI^e siècle, La Rochelle, octobre 1998. Sous le titre "Le secteur informel, un remède largement illusoire", l'un des chapitres introductifs de cette communication s'appuie longuement sur notre analyse "optimiste" de 1987.

³⁰ Bien que le débat ne puisse se réduire, comme on le verra plus loin, à une opposition entre pessimisme et optimisme, on notera que ce même texte fut salué par l'économiste Michel Gaud (rédacteur en chef de la revue *Afrique contemporaine*), précisément parce qu'il permettait d'argumenter contre le balancier des espérances tour à tour radieuses et sombres, les unes et les autres liées à l'étroitesse du concept d'informalité. Michel Gaud, "A propos de l'informel urbain : trois questions plus une", *Afrique contemporaine*, numéro spécial "La ville non maîtrisée", 4^e trimestre 1993.

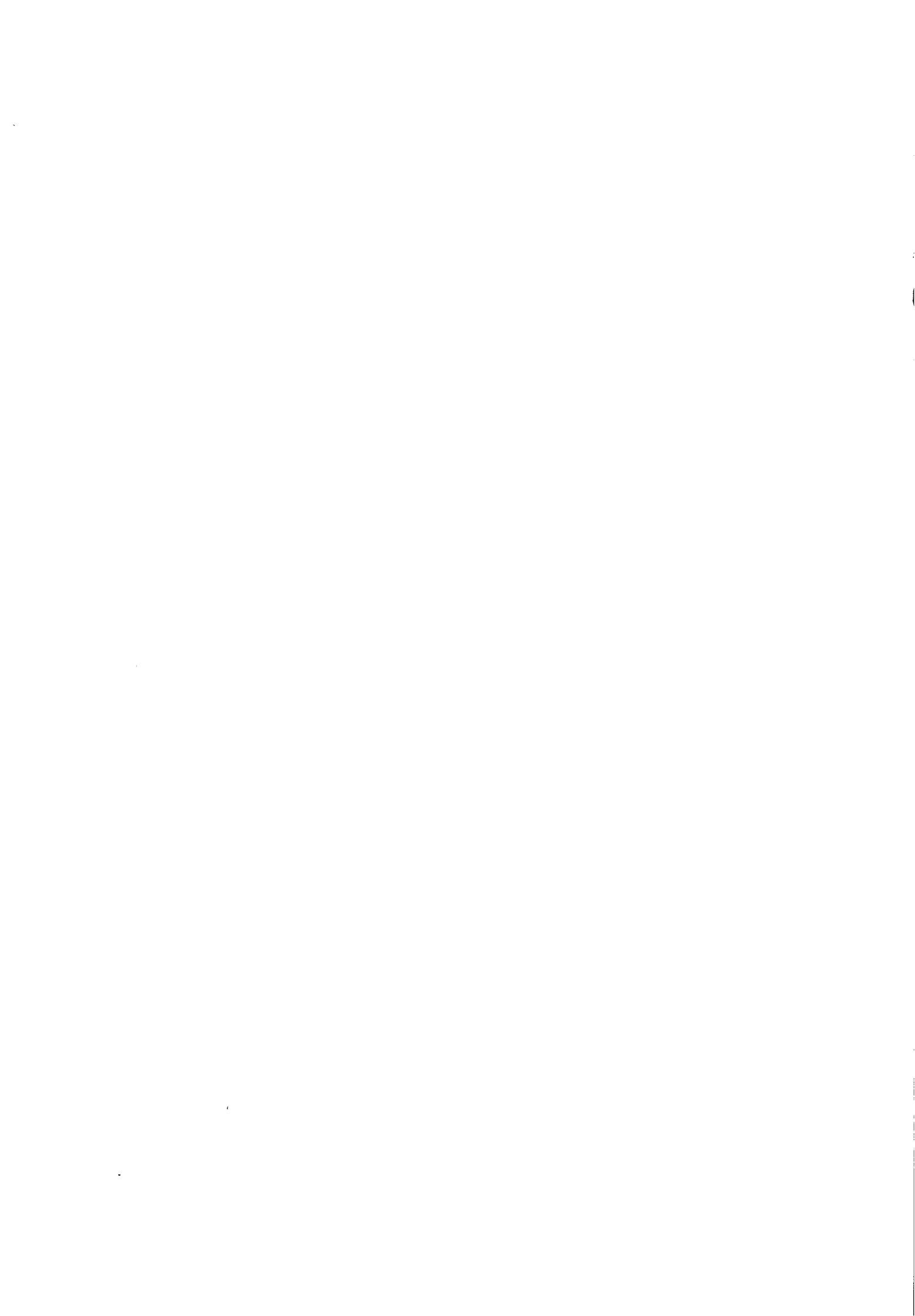
re, élargie à tout ce qui s'exerce dans des locaux tournés vers la rue. Le critère du local sur rue exclut tout ce qui est forain, mais aussi tout ce qui n'est pas affiché. Bref, le propos n'est pas d'évaluer l'économie populaire tout entière, mais de réceptionner un message et d'en tirer deux enseignements : 1. modernité et prospérité ne sont pas l'apanage de la sphère dite moderne, 2. dans une sphère d'économie involutive, il y a place pour l'innovation, la créativité, et pour des parcours évolutifs. En d'autres termes, une progression qualitative est possible sans qu'il faille nécessairement, pour cela, basculer dans des logiques d'accumulation et de croissance.

Cela dit, sans que l'on dispose d'enquêtes "à passages répétés" sur un tel sujet, qui permettraient de suivre un échantillon représentatif de boutiques et d'ateliers sur une longue période, on peut craindre qu'une forte instabilité affecte ce secteur et que trop d'initiatives fassent long feu. La transmission patrimoniale des métiers et des fonds de commerce n'est pas encore une tradition avérée. Les cultures urbaines sont trop récentes, la ville trop incertaine, les destinées trop fragiles. Et peut-être que les temps ne sont plus pour que se forment de telles traditions.

En s'en tenant à des observations cursives, on peut soutenir que le secteur étudié avance par à-coups comme la ville tout entière. Une flambée de modernité surgit ici ou là à la faveur de telle ou telle circonstance (naissance d'un nouveau quartier ou d'un grand équipement, amélioration soudaine d'un réseau de voirie, passage éclair d'une mode, aboutissement d'une action d'ONG, ou bonne fortune dans un parcours individuel), mais retombe presque aussitôt par défaut de maintenance des investissements, péché récurrent des villes africaines. Observation vérifiable aussi bien à l'échelle des investissements publics qu'à celle des plus petits aménagements privés et domestiques. Tout s'efface et sédimente. Abidjan a pourtant de la chance : on réinvestit sans cesse, on réinjecte de la modernité ou du neuf. Cela fait cent ans que ça dure.

Au bout de compte, le doute n'est pas permis : la cité et la société citadine évoluent à grands pas, en dépit de toutes les pesanteurs et de toutes les dérives qui désespèrent aussi bien l'habitant que l'observateur.

(février 1999)



IV. L'ACTION

Problématique de l'intervention

AVANT-PROPOS

Les "adresses" qui suivent n'ont pas vocation à épuiser le champ de l'action puisque, comme cet intitulé l'indique, elles sont chacune le fruit d'une rencontre avec une catégorie d'acteurs. Cette circonstance explique aussi pourquoi elles sont empreintes, peu ou prou, d'un style oral.

1. ADRESSE AUX MUNICIPALITES³¹

Médiation municipale et pauvreté majoritaire. Les villes du monde face à la bipolarisation économique

Introduction

Pouvons-nous "éradiquer" la pauvreté du monde ?

Le rapprochement des situations de pauvreté et des moyens considérables de l'économie mondiale fait parfois penser (on l'entend dans de nombreux discours) qu'avec un peu de bonne volonté l'éradication de la pauvreté est à portée de main. Ce n'est malheureusement pas si simple.

Le fait même de nous réunir sur ce sujet nous met en danger de partager, peu ou prou, et peut-être à notre insu, cette illusion rassurante. En-deçà de la question de fond, que je tenterai d'aborder ici, il convient de prendre aussi la mesure de notre position sur l'échiquier. La lutte contre la pauvreté relèverait-elle de l'échelon municipal ? Il faut certes se réjouir que le forum qui s'ouvre ici traduise, par son intitulé même, une volonté d'agir à cet échelon. L'émergence du pouvoir municipal, affirmée avec insistance au Sommet des villes d'Istanbul (1996), implique que les maires et leurs équipes s'emparent, à leur niveau, de l'un des principaux problèmes de la société urbaine.

Mais il serait dommage que, en évaluant mal les racines et la nature de la pauvreté urbaine, ils se trompent d'objectif ou d'ambition. Par exemple, ils se tromperaient certainement en imaginant qu'il pourrait être de leur ressort d'*éradiquer* ce phénomène.

Car le problème de la pauvreté est beaucoup plus profond que ne le laissent supposer les chiffres diffusés par les Nations Unies. A moins qu'on ne parle que de la misère extrême, il y a beaucoup plus que 700 millions de pauvres dans le monde. S'agissant du seul milieu urbain, il faut hélas admettre l'idée d'une *pauvreté majoritaire*.

1.1. Interprétation : les racines de la pauvreté urbaine majoritaire

On ne peut comprendre la pauvreté qui sévit dans les villes d'aujourd'hui sans la relier à la profonde mutation urbaine que nous connaissons depuis un bon demi-siècle, et qui va encore se poursuivre tout au long du demi-siècle qui vient. Comme nous le savons tous, il s'agit d'un grand bouleversement de notre civilisation, puisque nous sommes en train de passer d'un écoumène très majoritairement rural à un écoumène très majoritairement urbain. Et cela aura été concomitant avec un quintuplement (à l'horizon 2050) de la population mondiale.

Une pauvreté majoritaire pour une autre

La pauvreté majoritaire n'est pas un fait nouveau dans l'histoire des hommes, mais elle siégeait jusqu'ici dans un monde paysan qu'une très longue histoire avait permis de façonner, d'ordonner, de réguler. La frugalité, lorsqu'elle s'y maintenait pour des raisons technologiques ou lorsqu'elle était entretenue par une domination féodale ou marchande, s'incorporait à des savoir-faire et des savoir-vivre éprouvés. Plus près de

³¹ La ville de Lyon accueillit, du 12 au 14 octobre 1998, les maires et responsables de nombreuses villes du monde, convoqués pour le premier forum de "l'Alliance mondiale des villes contre la pauvreté". Cette rencontre était organisée conjointement par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et par la CAMVAL (Coordination des Associations Mondiales des Villes et des Autorités Locales, fondée à l'occasion du Sommet mondial des villes, HABITAT II, Istanbul, juin 1996). Le texte qui suit est celui d'un exposé fait en séance d'ouverture. Son objectif était d'apporter quelques éléments de cadrage et de réalisme à la (trop ?) noble ambition du forum. Il fut publié en anglais par le PNUD et en français dans la revue Cultures et Sociétés, Université Marc Bloch, Strasbourg, n°11, 1998 (dossier "Ethique du différend, fonctions de la médiation").

nous, la phase d'industrialisation, là où elle eut lieu, façonna la ville ouvrière. Elle eut un siècle ou deux pour passer d'une improvisation brouillonne à l'institution d'un droit ouvrier, qui alla jusqu'à dominer la vie de la cité dans les pays socialistes.

Ce qui caractérise la phase actuelle, c'est d'abord l'ampleur et la vitesse du peuplement urbain. En se déversant brusquement sur la ville, la pauvreté majoritaire, amplifiée par l'explosion démographique, nous laisse désarmés. Il faudra à nouveau du temps pour "digérer" cette nouvelle situation, pour "civiliser" ce nouvel écoumène. Car il y a plus grave que l'ampleur numérique des choses. Ce n'est pas à un rattrapage que nous sommes conviés, mais à une réinvention.

Je n'ai évidemment pas le temps, ici, de dévider toute la pelote de cette révolution urbaine. Il faudrait expliquer pourquoi elle advint, parler de sa relation à la poussée technologique du siècle, disserter de la signification nouvelle qu'elle donne à la ville et aux territoires, et surtout décliner tout ce qu'elle remet en cause dans les codes et les pratiques à tous les niveaux. Je me contenterai, puisque nous nous sommes réunis sur le thème de la pauvreté, d'évoquer la dimension économique de cette révolution.

Un découplage et une inversion

Outre l'ampleur et la rapidité du mouvement d'urbanisation, c'est de sa déconnexion de la croissance économique que résulte tout le drame que nous constatons. Ce découplage est criant à l'échelle du monde : la croissance démographique est au sud, la croissance économique au nord. Mais il se produit aussi à l'échelle de chaque ville, qu'elle soit au nord ou au sud. La révolution électronique, la récession salariale, et divers aspects de ce que nous appelons la globalisation, engendrent partout une distanciation croissante entre une économie mondialisée et une économie locale parfois résiduelle, parfois majoritaire, mais très souvent associée à la pauvreté.

Cette distanciation, ce découplage, ce dualisme grandissant peuvent s'interpréter de deux façons. A l'échelle de l'histoire humaine, on peut être tenté par une analogie : n'y a-t-il pas toujours eu un dualisme fondamental entre une paysannerie majoritairement autarcique et une économie marchande au long cours ? Ce dualisme s'étant essentiellement exprimé par l'opposition ville/campagne, il se retrouverait aujourd'hui entre une "mégapolisation" majoritaire d'une part, une "métropolisation" pointue d'autre part. Autrement dit, le monde urbain, banalisé à force de s'imposer comme le réceptacle majeur de l'espèce humaine, reprendrait le rôle jusqu'ici dévolu au monde rural, c'est-à-dire un rôle de reproduction simple, tandis que les places centrales de l'économie mondiale, ainsi que leurs relais plus ou moins consistants mais partout présents, joueraient désormais le rôle d'entraînement ou d'exploitation (ou encore de développement séparé, de développement d'except-

tion, de développement élitiste) que nous avons coutume d'attribuer à "la ville".

La deuxième interprétation possible s'inscrit dans la première, si l'on s'intéresse à la seule urbanisation majoritaire, et si l'on resserre le champ de référence sur la seule histoire *urbaine*. On constate alors une inversion du rapport de la démographie à l'économie. Tandis que le peuplement urbain était la résultante d'une économie urbaine anticipatrice et demandeuse (cette situation était particulièrement claire aux temps de l'industrialisation, de la colonisation, et du projet communiste), on voit à présent que le peuplement urbain se poursuit sans appel et qu'il est, à son tour et par défaut, créateur d'une économie. Cette économie induite ne peut être de même nature qu'une économie inductrice. Elle a, par sa genèse, essentiellement vocation à assurer la reproduction simple, voire la survie. On retrouve donc la démonstration précédente, mais aussi, malheureusement, le thème de la pauvreté.

Une bipolarité à réaccoupler

Si je reviens à mon propos du début, c'est bien à un déterminisme lourd que nous sommes confrontés. La pauvreté urbaine majoritaire est au coeur du schéma, au coeur de la profonde mutation en cours. En outre, elle fait écho à des pauvretés majoritaires antérieures. Elle ne contrevient qu'à une espérance, un moment (et encore) caressée par les sociétés industrielles les plus avancées, celle d'une classe moyenne à son tour majoritaire, voire hégémonique et banalisée, diseuse de normes. Mais ce rêve s'évanouit lorsqu'on y touche, en même temps que celui de la ville pour tous. De même que la ville cesse d'être la ville à mesure qu'elle accueille le monde entier, la classe moyenne cesse logiquement de l'être à mesure qu'elle se démocratise. Si elle se maintient, entre rêve et réalité, dans le nord, elle n'est que le reflet du différentiel nord/sud. A l'échelle du monde, elle est globalement aspirée par la bipolarité que je viens de décrire.

Tout cela fait-il un discours pessimiste ? J'aimerais que vous n'y voyiez qu'un discours réaliste, seulement destiné à prendre la mesure des choses. Pour la suite de nos travaux, je serais heureux que cette analyse puisse contribuer à nous éviter deux écueils. Le premier est celui de la chimère. Je l'ai déjà évoqué : ne croyons pas que, même sous le patronage des Nations Unies, nos échanges pourront renverser cette marche du monde. Le deuxième est celui de la culpabilité. N'abordons pas la pauvreté comme un échec de l'humanité, et avec la seule idée de vouloir réparer une faute, de vouloir raccommo-der. Il y a certes une foule de fautes et d'échecs dont nous pouvons être responsables. Prenons-en acte. Mais ne nous cantonnons pas dans une démarche réparatrice. Entre ces deux écueils, il y a une large place pour un regard frontal des situations de pauvreté. Ce qui n'exclut pas l'utopie. L'utopie n'est pas chimère. Elle permet de tendre vers quelque chose. Il me

semble que, à défaut de pouvoir rompre la mécanique titanesque de la bipolarité (et en attendant qu'une nouvelle donne amorce une autre phase de l'histoire du monde), on devrait pouvoir se donner pour ligne d'horizon une mise en rapport harmonieuse des deux pôles. Avec comme corollaire, peut-être, une pauvreté toute relative, non fermée, et soudain enviable.

Une pauvreté enviable ? Nos pensées, religieuses ou non, se sont beaucoup abreuvées à une certaine grâce ontologique de la pauvreté. La pauvreté mégapolitaine n'a rien d'une pauvreté biblique ou tibétaine, mais nous ne pouvons la rejeter d'un bloc dans "la vallée de larmes". Hors de ce qu'elle a d'inacceptable, la pauvreté majoritaire n'est-elle pas, dans la condition humaine, un contrepois salubre au "toujours plus" de la sphère industrielle et mondialiste ? Si j'évoque ici cette interrogation insolite, c'est pour l'utiliser en renfort de ma démonstration. Elle devrait en effet nous aider à comprendre que la pauvreté majoritaire n'est pas réductible à un échec social, mais qu'elle inclut le principe d'une alternative sociétale, comme la logique artisanale reste une alternative à la logique industrielle. Autrement dit, la sphère où évolue la pauvreté urbaine majoritaire, et qu'on assimile couramment à l'économie informelle (mais je préfère parler d'une *économie invertie* par référence à l'inversion décrite tout à l'heure), cette sphère a de nombreux droits à attirer un regard positif et distinctif. J'ajouterai que, n'étant pas hors du temps, elle participe de la modernité autant que le reste du monde.

1.2. Diagnostic : la diversité des situations de pauvreté

Un regard frontal des situations de pauvreté suppose que l'on prenne la mesure de leur diversité. Dans le cadre général qui vient d'être brossé, la pauvreté s'établit dans des configurations très contrastées, appelant donc des interventions elles-mêmes très différenciées, dont la nature se prêtera plus ou moins bien à une action municipale.

Le nord et le sud

Le premier distinguo revient en gros à opposer le Nord et le Sud, au moins dans leurs représentations les plus classiques. D'une part on a une pauvreté qui s'inscrit au sein d'une classe moyenne supposée majoritaire, d'autre part on a une pauvreté majoritaire au sein de laquelle s'inscrivent des situations de misère. Ces deux paysages paraissent, à première vue, n'illustrer qu'une question de degrés, de paliers. Il y a des pauvretés plus ou moins intenses. Les pauvres des uns pourraient être les riches des autres. Sous-jacente est la question du seuil de pauvreté absolue et, plus loin, celui au-delà duquel la survie n'est plus possible. Seul ce dernier état peut être clairement identifié. Tous les autres paliers sont sujet à interprétation, et leur appréciation comparative est inséparable des contextes sociaux et culturels. La comparaison des revenus n'est pas toujours déterminante.

Une deuxième lecture des deux paysages paraît plus opératoire. Dans l'un et l'autre cas on aperçoit des situations "a-normales", c'est-à-dire en dehors des normes ambiantes. Elles sont identifiables à cause de cela, et inspirent, pour cela aussi, la nécessité d'agir (ou d'exclure). Chaque pays peut ainsi définir, en fonction de ses normes propres, un seuil de pauvreté. Le mot misère est facultatif; on peut aussi parler de détresse. Mais au-delà de ces situations minoritaires ou ponctuelles, il existe bien des situations globales également frappées du sceau de la pauvreté, voire de la détresse. C'est sur ces deux classements que je poursuivrai mon exposé.

Les situations de pauvreté a-normale

Il y a des situations de pauvreté ou de misère qui se présentent *en îlots*, comme des taches ou plutôt comme des blessures que l'on panse, que l'on peut vouloir panser. La distance aux causes est trop grande pour que l'on s'y attache, et ce n'est pas absolument nécessaire. Le symptôme est bien délimité et peut faire l'objet d'un traitement autonome. On peut donner pour exemple la communauté des Zabbalines au Caire (voir la soeur Emmanuelle), ou bien une population de réfugiés.

Il y a des diagnostics trompeurs, lorsqu'ils croient pouvoir cibler une population en difficulté tandis que celle-ci n'est que l'écume de la société toute entière. Comme une maladie de peau, une éruption cutanée. Il faut alors parler d'une pauvreté *pathologique*, ou d'une pauvreté *en strate*, à condition de ne pas la confondre avec une pauvreté de classe (qu'on ne saurait pudiquement cacher dans l'a-normalité). On peut ranger ici le phénomène des enfants de la rue, lorsqu'il se généralise, ou encore le chômage, lorsqu'il devient structurel. Les pansements ne suffisent plus, le caritatif non plus, bien qu'il reste utile s'il parvient à instituer des "bornes de survie". Mais c'est au plus profond du corps social qu'il faudra chercher les racines du mal et les antidotes.

Il y a, enfin, des états de pauvreté a-normale qui ne se diagnostiquent que dans un aspect de la vie des gens. La pauvreté et la misère ne sont pas toujours des états prenant les gens "tout d'un bloc". Elles peuvent être *thématiques*, comme l'analphabétisme, qui a incontestablement un rapport à la pauvreté mais ne l'implique pas nécessairement dans tous les compartiments de la vie. On peut en dire autant d'un état épidémiologique lié à une pénurie chronique d'eau potable ou à un équipement médical insuffisant. Certaines populations urbaines peuvent également, sans être sociologiquement pauvres, être contraintes de vivre dans des conditions environnementales désastreuses, ou de subir une politique d'habitat restrictive. Ces situations appellent évidemment des interventions sectorielles.

Les situations de pauvreté majoritaire

C'est peut-être ici que l'on sort des 700 millions de pauvres comptés par les Nations Unies. C'est pourtant cette pauvreté majoritaire qui pose les questions

de fond, les questions les plus intéressantes. Intéressantes quant à la nature de nos sociétés, comme nous l'avons déjà vu. Mais intéressantes aussi dans une perspective d'action, comme nous allons le voir à présent.

A priori, pourtant, cette situation de pauvreté paraît devoir échapper, plus encore que les autres, au pouvoir d'intervention des municipalités. Cela paraît tellement vrai que les municipalités elles-mêmes sont incluses, presque toujours, dans de telles situations : les villes aussi sont pauvres ! Mais c'est lorsqu'elles sont les plus démunies, face aux mécanismes producteurs de l'état de pauvreté, que leur tâche paraît la plus limpide. Ni démiurges ni secourables par absence de moyens, les municipalités pauvres sont paradoxalement en meilleure conditions que d'autres pour affronter sainement l'état de pauvreté ordinaire. Néanmoins, je ne prétendrai pas qu'il n'y a pas de situations plus enviables, mais elles sont plus périlleuses : lorsqu'une municipalité tient les deux bouts (un pied dans l'opulence de l'économie mondiale, un pied dans la pauvreté majoritaire), elle est en position de tenter l'utopie que j'énonçais tout à l'heure : une cohabitation harmonieuse de la bipolarité. On verra que c'est un exercice aussi difficile que stimulant.

Sans faire de discrimination entre municipalités pauvres et moins pauvres, c'est tout de même bien en pensant aux situations de pauvreté majoritaire que j'aborderai la troisième partie de mon exposé. Mais les observations auxquelles j'aboutirai ne seront pas complètement inutiles pour les pauvretés que j'ai qualifiées d'a-normales.

1.3. Intervention : les municipalités entre ingénierie et sociologie

Je ne me permettrai pas, ici, d'anticiper sur les travaux des ateliers de ce forum, qui feront état de nombreuses expériences pratiques. Je souhaiterais néanmoins dégager quelques orientations et exigences qui, à mes yeux, devraient guider toute intervention municipale sur un état de pauvreté majoritaire. Je les rangerai sous trois rubriques.

Mobiliser les ressources

Si je commence par ce thème, ce n'est pas pour accrédi-ter le primat de la finance. C'est au contraire pour dénoncer l'alibi trop facile et trop souvent agité du "manque de moyens". Certes, je viens de le dire, les villes aussi sont pauvres, et pas seulement leurs habitants. Mais je vais prendre le risque de choquer en affirmant que beaucoup d'entre elles vivent *en-dessous de leurs moyens*. On entend en général plutôt l'inverse, par référence à trop de dépenses somptuaires, à la gabegie, à la volatilité des enveloppes budgétaires. En réalité, l'argument se retourne comme un gant. La ville ne retrouve pas, dans sa réalité, les ressources de son budget.

Cependant, ma formule vise plus loin. J'ai laissé entendre, tout à l'heure, que toutes les grandes villes

participaient, peu ou prou, de la bipolarisation économique du monde. Les grandes villes des pays les plus pauvres possèdent comme les autres, en leur sein, un relais de l'économie dominante, et tout un petit monde qui le sert ou s'y alimente. Or, c'est dans les pays les plus pauvres (ou dont les populations majoritaires sont les plus pauvres), que ces relais fonctionnent le plus en îlots, en îlots étanches. Il suffira, pour me faire comprendre, d'évoquer le cas d'un grand pays pétrolier dont les villes souffrent d'une pénurie dramatique de carburant et d'électricité. Je veux dire qu'aucune *redistribution* des richesses n'est faite. Voilà un terrain où les municipalités, bien qu'elles ne détiennent pas les leviers majeurs, devraient s'attacher à batailler avec force. Les plus grosses d'entre elles, ou les mieux placées, sont aussi appelées à s'affirmer sur le terrain de la *création* des richesses, en se posant en partenaires économiques face aux investisseurs du monde entier.

Mais la mobilisation des ressources devrait pouvoir s'exercer aussi sur le terrain ordinaire de la vie citadine. Faut-il ouvrir ici le lourd dossier de la fiscalité urbaine ? Je me contenterai de suggérer, lorsque celle-ci ne rentre pas, de laisser les riverains des beaux quartiers s'occuper eux-mêmes de leurs nids de poule, et de réserver les maigres ressources à mobiliser le "capital humain" des majorités pauvres. Nous verrons plus loin à quelles conditions cette mobilisation peut être entreprise. Trop d'opérations mal ficelées ont déconsidéré ce capital. Diverses ruptures culturelles et sociétales aussi. On ne peut qu'être frappé, dans les villes post-soviétiques comme dans les villes du Sud, par le monstrueux parallélisme d'une force de travail et d'un cadre de vie en égale déshérence. Je me permets, par précaution, d'attirer votre attention sur le fait qu'une telle remarque n'a pas la même résonance selon qu'elle s'applique à des poches de chômage minoritaire ou à une situation de sous-emploi majoritaire ou générale.

Le thème de "l'investissement humain" (au sens d'un travail communautaire essentiellement gratuit) est un sujet redoutable. Coulant à peu près de source (mais pas toujours) dans un milieu villageois, il paraît de moins en moins opérationnel à mesure que le milieu se complexifie. Dans un cadre mégapolitain, mobiliser cette ressource devient une gageure. Si l'on s'en tient au domaine le plus immédiat, celui de la gestion du cadre de vie, on se heurte au fait qu'il n'y a plus identité entre un territoire et une communauté, pas même entre un ménage et une parcelle. Les habitants ont des statuts trop divers et trop individuels pour que l'on puisse les aligner sur un seul rang. En outre, la monétarisation du travail et le réflexe, désormais culturel, du report de la chose publique à l'administration publique, perturbent les logiques du bénévolat. Bref, la "complexité" paralyse.

Observer et accompagner

La seule manière de sortir des impasses du bénévolat est d'intégrer la complexité. Mais il faut immédiatement préciser : sans en rajouter. En clair, cela veut

dire qu'on s'abstiendra de plaquer aux réalités locales des modèles tous faits s'ils ne sont pas explicitement réclamés. Pire, on évitera de ficeler des montages mixtes, des compromis alambiqués, des organigrammes et des scénarios trop beaux pour tenir la route. En revanche, et permettez-moi d'insister sur cela, l'observation attentive du fonctionnement des sociétés urbaines dont on voudra s'occuper conduira, presque toujours, aux solutions viables.

Ce qu'on ne veut pas toujours voir, en effet, c'est la force et la cohérence des sociétés. Ce n'est pas leurs faiblesses, parfois criantes, qui doivent nous en dissuader. Ce paradoxe est particulièrement saisissant lorsqu'on considère une société urbaine majoritairement pauvre, singulièrement lorsque la ville est grande, plus encore lorsqu'elle est géante, et encore davantage si elle est géante et mal encadrée, mal équipée, mal maîtrisée, mal approvisionnée. La reproduction quotidienne d'une population ainsi démunie suppose l'existence de modèles sophistiqués, nourris de tous les paramètres locaux, et pour cette raison très spécifiques à chaque milieu urbain. C'est pourquoi il est indispensable que les interventions se fondent non seulement sur une bonne connaissance du terrain, mais aussi sur un a priori positif des modèles rencontrés.

Or, sur ces deux points, il est évident que les municipalités sont bien placées, surtout lorsqu'elles sont décentralisées (un mouvement qu'il convient de renforcer). C'est à elles que revient naturellement, face aux autres acteurs des politiques urbaines, la "défense et illustration" des équilibres locaux. Encore une fois, il ne s'agit pas de ne pas voir tout ce qui pourrait être amélioré et qui, généralement et parfois pathétiquement, *demande* à l'être. Mais, sauf lorsqu'on s'appelle Singapour, il vaut mieux se convaincre qu'on ne pourra faire table rase de l'existant, et que celui-ci indique, mieux que toute construction théorique, comment une citoyenneté peut s'organiser sur la réalité d'une pauvreté majoritaire.

Cette remarque est valable pour tous les secteurs de la vie, et notamment pour les deux premiers chapitres du rapport ville-pauvreté : le système résidentiel et la vie économique. Autrement dit, la voie la plus sûre, la plus sage, la plus *efficace*, est d'incorporer l'action municipale aux dynamiques existantes (la formule vaut mieux que la formule inverse : elle est plus à même de mobiliser les énergies), et de les *accompagner*. Il s'agit en somme de donner un coup de pouce aux dynamiques locales et, ce faisant, de les amender, de les compléter, voire d'y introduire des innovations (pourvu qu'elles soient négociées), et finalement de les développer en améliorant leur efficacité et en corrigeant les dérives indésirables. En agissant ainsi, on répartira plus facilement l'effort et les ressources publiques sur l'ensemble de l'agglomération, au lieu de les concentrer - comme trop souvent - sur des opérations plus radicales et plus ambitieuses sur un plan normatif, mais ponctuelles et perturbatrices, et pour cela impropres à modifier, en vraie

grandeur, les maux de la ville. Or il est essentiel, surtout en ces temps de mégapolitisation, de garder le sens de l'échelle des choses.

Garder le sens de l'échelle

Nous en sommes bien tous conscients, la difficulté du gouvernement urbain tient pour une bonne part à l'immensité. On pense surtout à l'aggravation incessante des chiffres, à la tache urbaine qui progresse. Mais il faut aussi se retourner et prendre la mesure de l'immense labeur de la maintenance, de la lutte contre la dégradation, contre le pourrissement des équipements, des habitats, des sociétés elle-mêmes. C'est bien la raison pour laquelle les pouvoirs publics - donc les municipalités - doivent bien ajuster leur action, non pas à des normes et à des modèles venus d'on ne sait où, mais à une faisabilité (en grandeur réelle) qu'ils ne pourront mesurer qu'à l'aune des conditions locales. Sans doute est-ce cela que l'on appelle le développement durable. Puis-je le dire entre parenthèses ? Les échanges d'idées entre municipalités des quatre coins du monde, que la présente initiative devrait heureusement favoriser, présentent tout de même un danger redoutable : c'est le vagabondage des recettes. Serons-nous assez attentifs à leur transposition d'une ville à l'autre ? Pas simple ! Il ne faudrait pas que l'avantage d'une ouverture à d'autres expériences, qu'elles soient voisines ou lointaines, se paye d'une inattention aux enseignements des terrains particuliers de chaque ville.

L'immensité et la complexité de la ville renvoient à une autre réalité. C'est celle des premiers devoirs d'une municipalité. On parlait autrefois des *édilités*. Résumons : l'eau, l'électricité, la voirie, l'assainissement, et quelques autres *réseaux* de base. Convertissons en dimensions mégapolitaines ; cela donne : barrages pharaoniques, systèmes autoroutiers, métros, etc. Le thème de la pauvreté nous a conduits jusqu'ici à explorer l'intervention possible de la municipalité au plus intime du tissu social. J'ai nommé l'habitat et l'économie, qui sont de vastes chapitres. J'aurais pu préciser : dynamiques foncières, auto-construction, spéculation locative, densités résidentielles d'un côté, activités informelles, petites entreprises, approvisionnement vivrier, petits transports urbains d'un autre, et bien d'autres items encore. Dans tous ces domaines, il y a des propositions populaires. Mais il n'existe pas de métros, ni de centrales thermiques, qui soient fournis par l'économie populaire.

Cela veut dire qu'il y a des choses que seuls les pouvoirs publics, ou le grand capital, ou les deux à la fois peuvent réaliser. Or elles sont totalement indispensables au fonctionnement d'une entité urbaine de dimension mégapolitaine. C'est pourquoi je suis tenté, au terme de ce parcours, de me replier sur cette exigence ultime. Si une municipalité ne se sentait la force que de faire une seule chose, je voterais à deux mains pour qu'elle s'occupe de l'approvisionnement en eau potable, et pour qu'elle le fasse bien. Les dynamiques populaires savent à merveille gérer une

eau rare, elles sont en revanche impuissantes à juguler la pénurie lorsqu'il faudrait, par exemple, alimenter Lima par-delà la chaîne des Andes, avec une eau soustraite aux rivières amazoniennes.

Disant cela, je ne m'éloigne évidemment pas de notre sujet. Tout le monde, ici, conviendra que l'accès ou le non-accès à une eau saine est un paramètre primordial à la fois pour cerner une situation de pauvreté et pour l'amender. A un degré moindre, on peut en dire autant des moyens de la mobilité. D'une certaine façon, il n'est pas faux de dire que de bons tuyaux et de bonnes rocares valent mieux que les approches les plus fines de la pauvreté urbaine. Toutefois, je mesure bien ce que cette proposition pourrait éventuellement cacher. Transposée à l'échelle d'un Etat, elle pourrait se décliner ainsi : une bonne monnaie, une paix assurée, etc., et la société civile pour faire le reste. La politique de la ville ne peut complètement échapper à la politique tout court et à ses clivages idéologiques. Les tuyaux seraient-ils de droite et la sociologie urbaine de gauche ?

Le cadre onusien dans lequel nous nous trouvons ne nous délivre de ce clivage que pour nous enfermer dans un autre dilemme : celui des actes ou trop généraux ou trop généreux, des "résolutions" solennelles aux "best practices", les unes trop éloignées du terrain et non financées, les autres trop proches, trop maternées et trop "dotées" pour être généralisables. J'aimerais conjurer, en concluant, ce balancement quelque peu infernal.

Conclusions

Articuler deux dimensions, deux pôles, deux sphères

Il faut amener l'eau pour la distribuer, mais il ne faut surtout pas oublier de la distribuer, et de la distribuer à tout le monde. On pourrait résumer ainsi le débat.

Pour la première partie du programme, les municipalités sont seules face aux technostructures. Pour la seconde elles peuvent s'appuyer sur les pratiques sociales, à condition d'avoir pensé à établir une connexion. Pour que le point de connexion soit placé au meilleur endroit du tissu physique et social (afin que la chaîne de distribution se poursuive dans les meilleures conditions), il est nécessaire d'entrer en connaissance et en négociation avec les populations concernées. Les municipalités se retrouvent alors dans un rôle de passeur ou de médiateur entre la technostructure (la société des eaux) et des populations dont le niveau de vie ne permet pas un raccordement individuel généralisé : on pourrait multiplier ici les applications d'une médiation entre la sphère des technologies (dans laquelle il faut inclure l'Etat, le capital et la monnaie) et la sphère de l'économie invertie. Cinq ou six autres exemples pratiques, évoqués en quelques mots, me permettront d'illustrer davantage ce propos.

Reprenons, pour commencer, le domaine de la voirie. L'articulation entre une voirie informelle et le réseau de grande circulation peut y prendre la forme, en attendant mieux, d'une simple voie de désenclavement, qui va à elle seule bonifier la vie de tout un quartier. Dans le domaine des ordures ménagères, une coopération fructueuse peut s'établir entre une société concessionnaire, chargé du traitement industriel à l'échelle métropolitaine, et une collecte primaire assurée par le secteur artisanal. Dans le domaine économique, l'expérience des tous petits prêts, accordés notamment aux femmes, ont montré qu'un contact adapté pouvait être établi avec l'institution bancaire. Diverses ouvertures technologiques peuvent être également apportées aux artisanats et petits métiers, pourvu qu'elles ne détruisent pas les stratégies et les logiques de ceux qui les pratiquent. Enfin, dans le domaine de l'habitat ou plutôt du foncier (on aurait pu commencer par là), une collaboration peut fort bien s'établir, si le pouvoir politique l'accepte au niveau des principes, entre les services du cadastre et de l'urbanisme d'une part, les lotisseurs du secteur informel d'autre part, surtout s'ils sont issus des communautés rurales traditionnelles. Plus loin dans le processus d'urbanisation, il devient relativement aisé de définir un protocole d'amélioration concertée (je propose que l'on appelle cela un PAC !) lorsqu'on a bien identifié le modèle résidentiel majoritaire que produit chaque ville, et les évolutions vers lesquelles ce modèle tend.

Toutes ces actions (que nombre d'entre nous ont déjà expérimentées) peuvent être menées à l'échelle de la ville toute entière avec des moyens financiers modérés. Elles accordent une attention au détail, tout en gardant une vue sur l'ensemble. Par des procédures simples, elles intègrent la complexité en n'y touchant pas : on ne demande pas de comptes aux femmes emprunteuses, seulement le remboursement au terme convenu, qui leur donne le droit de revenir. Mais on sait, par une connaissance préalable du terrain, tout le bien que peuvent faire des tous petits prêts dans les combats quotidiens qui caractérisent la sphère de l'économie invertie. Au total, des actions de ce type n'exigent que du doigté, une attention, et surtout une reconnaissance de la validité des modes de vie qui s'élaborent à l'autre pôle de la ville et du monde.

Reconnaître la puissance intégratrice de la pauvreté majoritaire

Il me faut terminer cette conclusion par une ultime mise au point. Si j'ai mis l'accent, tout au long de cet exposé, sur la dualisation croissante de la société, je ne voudrais pas laisser croire à une frontière étanche, qui nous autoriserait à "chosifier" la sphère de la pauvreté majoritaire. Il faut nous prémunir absolument contre une attitude qui nous conduirait à remplir nos devoirs envers une "réserve d'Indiens". Il est pourtant vrai que la dualisation s'affirme, et nous sommes bien réunis pour parler de la pauvreté, ce qui nous oblige à en faire une catégorie d'analyse. Il est également vrai que j'ai voulu insister sur une certaine autonomie des logiques (économiques et sociales)

qui prévalent dans ce que je désigne sciemment comme une sphère - une sphère d'économie "invertie". Mais il est essentiel de rappeler, une fois encore, que la pauvreté majoritaire est au coeur de la mutation urbaine que nous vivons, au coeur du processus lui-même.

Comme on ne saurait chosifier la sphère de pauvreté majoritaire, on ne saurait en faire un univers homogène. J'ai plusieurs fois, dans mes raisonnements, introduit la notion de complexité. La pauvreté, comme grande forme sociale, se présente rarement sous une forme pure. Surtout, elle ne peut pas lorsqu'elle est majoritaire. En position majoritaire, elle incorpore obligatoirement des éléments sociaux de toutes catégories. Disons que les pauvres ne sont pas tous pauvres. Les inégalités, aliénations et exploitations de proximité (de proximité sociale et géographique) peuvent être aussi prégnantes que celles qui renvoient à la société globale. Observons, en passant, que ces aspérités sociales internes peuvent piéger l'intervention, municipale ou autre, mais peuvent aussi la faciliter lorsqu'elles engendrent un pouvoir local "paisible", ou lorsqu'elles fabriquent des médiateurs.

On peut aller encore plus loin. Je parlais à l'instant de frontières non étanches. C'est tellement vrai que, de numériquement majoritaire la pauvreté peut devenir culturellement dominante, hégémonique. Ainsi lorsque l'on dit "villes du Sud", on entend "villes pauvres", en oubliant les richesses sur lesquelles elles sont parfois assises. Sur le terrain, il est très clair que la pauvreté urbaine ne se réduit pas aux bidonvilles, à l'urbanisation informelle. Elle est souvent plus intense au coeur des cités, dans les vieux quartiers coloniaux. Elle est présente dans tous les quartiers populaires quels que soient leurs statuts. Elle n'est pas même absente des quartiers aisés, dans la mesure où elle se met au service des riches. On la retrouve, enfin, dans le fonctionnement de tous les rouages de la vie publique, influant sur le comportement de tous. La figure même du nanti ou du puissant est indissociable de la pauvreté lorsque celle-ci est majoritaire.

Autrement dit, il y a une sorte de symétrie entre deux imprégnations. Tandis que le cercle des technologies diffuse ses recettes et ses référents, sa sollicitude

aussi à travers nos propres voix, ici, dans cette salle, la sphère de la pauvreté majoritaire modèle le monde à sa façon. Je n'irai pas jusqu'à évoquer son empreinte dans les grands thèmes géo-politiques, ni jusqu'à rappeler son rôle dans les ressourcements culturels. Revenant à la ville, je me contenterai de rapporter la substance d'un débat qui fut consacré, il y a deux ou trois ans, à l'urbanisation galopante d'Istanbul. Il opposait de très bons connaisseurs de cette ville, les uns sociologues stambouliotes, les autres sociologues français. Ces derniers avaient identifié cinq ou six phénomènes d'exclusion sociale, à partir desquels ils proposèrent leur interprétation du processus de mégapolisation d'Istanbul. Mais leurs collègues turcs ne purent les suivre dans cette voie. Sans récuser la validité des situations sociales et des inégalités, ils expliquèrent que la référence à un sentiment d'exclusion n'était pas pertinente. Ils voulaient dire que la pauvreté, loin d'être excluante, était la toile de fond du processus lui-même, qu'elle était intégrée dans les trajectoires au point, ajoutaient-ils, d'être instrumentalisée par les mafias.

La sociologie française est naturellement marquée par ce qui se passe en France. Et ce débat franco-turc me semble bien illustrer le distinguo de fond que j'ai voulu faire entre une situation de pauvreté *a-normale*, comme on peut en trouver dans la France d'aujourd'hui (et qui est légitimement assimilée à un phénomène d'exclusion), et une situation de pauvreté majoritaire. En recevant en trente ans plusieurs millions de migrants anatoliens, Istanbul a bien basculé dans cette dernière situation. Or le fait que l'exclusion ne figure pas dans le vocabulaire stambouliote, du moins pas au coeur de l'analyse sociale, indique bien qu'il faut changer de perspective. En dépit de la distance creusée par la bipolarisation, le temps n'est plus de se "pencher" sur la pauvreté comme sur un phénomène extérieur. Travailler à l'articulation des deux pôles est un minimum vital. Mais il paraît indispensable d'admettre, pour bien comprendre cette tâche, que la pauvreté urbaine majoritaire façonne le monde (pour le meilleur autant que pour le pire) aussi sûrement que ne le fait la puissante économie dite globale.

(octobre 1998)

2. ADRESSE AUX ONG³²

Ne pas se tromper de projet.

Remarques sur le positionnement des ONG dans la ville

Introduction

Comme un pâté de sable dans les vagues

Devant l'immensité des problèmes urbains des pays en développement, l'action menée par une ONG peut paraître dérisoire. Une goutte dans la mer. Pire, elle court le danger de n'être qu'éphémère, comme un château de sable bientôt anéanti par le ressac de la mer. Il y a d'autres dangers qui guettent. Mais il y a aussi des moyens d'y parer, surtout au moment de la définition du projet. Voici quelques indications pour éviter de se tromper de projet, et pour apprendre à le situer en un point où, en dépit de sa modestie, il pourra contribuer à l'armature de la vie citadine.

Toutes les illustrations seront empruntées au domaine de l'aménagement urbain. Mais la démonstration pourrait être la même pour un autre domaine d'intervention.

2.1. Ecueils et récifs dans la mer des bonnes intentions

Sur le terrain, ne pas se tromper de diagnostic

Ne pas sacrifier n'importe quel état des lieux sous le prétexte qu'il serait le produit d'une pratique populaire. Savoir discerner ce qui est perçu, par les habitants eux-mêmes, comme étant de l'ordre du provisoire, produit par défaut ou dans l'urgence. Savoir découvrir les modèles qui font référence dans l'esprit des gens, même si l'application de ces modèles suppose des destructions, des bouleversements, voire l'abandon d'un certain charme des lieux. Savoir mesurer ce à quoi les gens sont prêts pour avancer. *Exemple : programmes d'équipement d'habitats précaires.*

Prendre en compte les aléas de la gestion

Rechercher la plus grande simplicité, non seulement pour la mise en oeuvre du projet, mais surtout pour la sauvegarde de ses résultats, qu'il s'agisse d'un bien d'équipement ou, plus encore, d'un nouveau service. Savoir que, dans une société en développement, c'est la gestion à long terme qui est la plus problématique, surtout lorsqu'il s'agit d'un élément introduit. *Exemples : montages associatifs complexes, plans de financement trop longtemps contraignants.*

Se méfier de la fausse simplicité

Prendre garde de ne pas se fourvoyer dans des combats d'arrière-garde, autour de techniques ou de pro-

cédures trop "adaptées" si elles ne correspondent plus aux habits, ni aux contraintes d'un contexte mégapolitain. *Exemple : la construction en terre compactée ou "géobéton".*

Eviter la transplantation brutale de normes exogènes Symétriquement à la proposition précédente, s'abstenir d'appliquer sans discernement des normes exogènes, à moins qu'elles ne soient explicitement réclamées par les intéressés. *Exemples : normes architecturales, normes d'urbanisme, normes sécuritaires.*

Eviter les projets inutiles

Veiller à ne pas entraîner les gens dans un programme complexe et contraignant lorsqu'il s'avère que l'évolution normale du modèle urbain les conduira aux mêmes résultats. *Exemple : opérations pilotes de densification du bâti.*

Eviter de perturber un bon voisinage

S'inquiéter des répercussions d'une intervention ponctuelle au profit de quelques-uns. Faire en sorte qu'elle n'éveille pas la jalousie ou, inversement, l'ironie. Craindre qu'elle ne paraisse incongrue. *Exemple : assistance technique trop appuyée auprès d'un trop petit groupe.*

Eviter d'engendrer un activisme mal vécu

Symétriquement à la proposition précédente, craindre qu'une action fondée sur une dynamique collective n'attente à la liberté de quelques-uns. Craindre que les auxiliaires d'un projet ne serve une autre cause. *Exemple : une association de jeunes peut devenir la milice d'un homme politique.*

Prévoir les détournements d'objectifs

Savoir qu'un équipement réalisé pour une population défavorisée peut être récupéré par d'autres, notamment au travers de la rente foncière. *Exemple : un bidonville trop bien réhabilité change souvent de mains.*

2.2 .Les ONG entre deux échelles de la ville

Prendre la mesure de l'échelle de la ville

Comprendre que la dimension considérable des villes d'aujourd'hui oppose plus que jamais l'échelon global et l'échelon local. Savoir que, dans un pays peu développé, les besoins ressentis au niveau global sont aussi aigus que ceux qui se manifestent au niveau micro-local. *Exemple : l'approvisionnement en eau, la circulation mégapolitaine.*

Prendre acte d'un dualisme fonctionnel et culturel

Savoir que dans un pays où la société civile prend en charge, par défaut, l'essentiel de la vie quotidienne,

³² Au cours de leurs Journées nationales (Nancy, 8-11 novembre 1997), les "Ingénieurs Sans Frontières" (ISF) mirent en débat le bilan de quinze années d'existence (cf. la revue Ingénieurs sans frontières, numéro de janvier 1998). Ce texte est le résumé d'une conférence faite dans ce cadre.

la distance est grande entre cette société (son économie, son niveau technologique, ses valeurs culturelles) et "le cercle des technologies" plus ou moins vigoureux qui encadre la ville. *Exemple : dualisme économie informelle/grandes entreprises.*

Se convaincre de l'indispensable synergie

Savoir que, à l'inverse des économies traditionnelles, l'économie populaire urbaine est d'autant plus productive que le cercle des technologies joue son rôle. Admettre que le développement local, dans ce contexte, ne peut plus être conduit sans un minimum de connexion avec l'échelon global, et que la relation inverse est tout aussi indispensable. *Exemple : synergie entre une industrie du compost et un artisanat de collecte des ordures ménagères.*

Mesurer la difficulté de la connexion

Comprendre que ce rapprochement ne peut se faire sans médiation et qu'il y a un grand déficit de passeurs. Se convaincre que c'est précisément à cette place, sur le champ de l'écoute et de la négociation, qu'une ONG venue du monde industriel (mais qui s'est mise au service du monde en développement) peut trouver sa plus grande légitimité. *Exemple : toute ONG soucieuse à la fois de développement technique et de développement humain.*

Privilégier la notion d'accompagnement

Comprendre que la meilleure façon d'aider est d'accompagner, et que c'est généralement la politique la plus efficace dans les lourds contextes urbains envisagés. Savoir reconnaître les dynamiques micro-locales et les modèles qui les sous-tendent, auxquels on se contentera d'ajouter le bénéfice mesuré des technologies. *Exemple : programmes d'amélioration des modèles d'urbanisation populaires.*

Se préoccuper de la reproductivité des actions

Savoir convaincre les opérateurs publics de ne pas tout miser sur une démonstration ponctuelle trop parfaite. Faire valoir qu'un équipement limité, mais bien réfléchi, peut améliorer considérablement les conditions de vie. Moins onéreux, il pourra être reproduit à grande échelle. *Exemple : une voie de désenclavement pour chaque quartier plutôt qu'une voirie complète pour un seul.*

Se préoccuper de la durabilité des actions

Œuvrer soit pour la solidité des équipements publics, soit pour la diffusion de techniques légères, mais assimilables par l'artisanat local ou par les ménages. Qu'il s'agisse d'un implant ou d'un ensemencement, savoir éviter absolument les facilités du bricolage ou de l'improvisation. *Exemple : mieux vaut un excellent goudron sur une voie qu'un médiocre revêtement sur trois.*

Se préoccuper de l'effet structurant des actions

Se convaincre que le meilleur garant de durabilité d'une action est son effet structurant, ou son ancrage dans les structures : structures physiques, structures de fonctionnement, structures mentales. C'est aussi par cet ancrage qu'une petite action peut devenir grande, par son rayonnement ou par sa démultiplication. *Exemple : mise au point d'un système terminal de distribution de l'eau adapté à l'économie locale.*

Conclusion

Le rapport de la technologie au développement humain

Il est normal et important que les détenteurs d'un savoir technologique, en l'occurrence les élèves ou anciens élèves des écoles d'ingénieurs, s'interrogent sur la portée sociale et humaine des actions qu'ils peuvent conduire. Si leur souci est de pouvoir œuvrer sur le développement humain en dépit de la dimension matérielle de leur intervention, ils n'ont pas d'inquiétude à avoir : ils découvriront vite les retombées de tel ou tel équipement sur la vie quotidienne, voire sur la structuration sociale d'une communauté urbaine. Il est d'ailleurs essentiel qu'ils placent le bénéfice de ces retombées au premier rang des critères de leur choix en faveur d'une action plutôt que d'une autre.

Si leur inquiétude est de trop peser, au travers d'une opération technique, sur les coutumes et les valeurs d'une société, ils pourront se rassurer au vu de deux considérations. La première est qu'une action directe sur le culturel ou le social, terrain d'action de nombreuses ONG, comporte des risques bien plus considérables. La seconde est que la technologie, en milieu urbain, est une expectative naturelle, et que son universalité, si elle n'est pas culturellement neutre, est néanmoins facilement réappropriée.

(novembre 1997)

3. ADRESSE AUX AMENAGEURS³³

Pesanteurs et plasticités des mégapoles du Sud

Que peut-on faire pour elles ?

J'ai vu récemment, lors d'une réunion internationale d'architectes et d'urbanistes, une profession passablement désarmée devant les rôles que la configuration urbaine d'aujourd'hui lui réservait. Le constat s'impose souvent d'une urbanisation qui s'accomplit sans les hommes de l'art, soit parce que les réseaux supplantent de plus en plus la forme (l'ingénieur passant ainsi devant l'architecte), soit parce que la ville en voie de "mégapolisation" tend à échapper à toute maîtrise. C'est évidemment cette deuxième causalité qui domine lorsqu'il est question des villes "du Sud", saisies à la fois par une croissance démographique rapide et par le syndrome de la "pauvreté majoritaire".

Au-delà même du problème de l'architecte, on peut se poser la question suivante : peut-on faire quelque chose pour les villes du Sud ? Faut-il réagir contre le désintérêt relatif que notre système de coopération leur porte à mesure que s'éloigne le temps des utopies post-coloniales ?

Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de prendre la mesure des pesanteurs, des tendances lourdes qui marquent les nouvelles situations urbaines, et qu'il faut apprendre à intégrer. Mais il faut aussi savoir identifier les espaces de liberté, les angles par lesquels les villes du Sud se laissent encore modeler, les domaines où elles offrent encore une certaine plasticité. Et où un acte de coopération conserve une chance d'être autre chose qu'une goutte dans la mer.

3.1. Pesanteurs

Je me bornerai à évoquer celles qui se rapportent à la forme de la ville, à l'exclusion de celles qui relèvent, par exemple, de la vie politique. L'essentiel est de comprendre ce que mégapolisation veut dire. Tout ne tient pas à la taille du corps urbain, encore que celle-ci soit susceptible, à elle seule, de provoquer la démobilité. Il faut noter ici un tragique paradoxe : le sentiment d'impuissance, la tentation de décrocher, interviennent au stade même où le concours du "cercle des technologies" devient indispensable. Là où une petite ville pourrait se satisfaire des énergies micro-locales, pourrait s'accommoder d'une carence des investissements d'Etat, par

exemple pour son approvisionnement en eau, une ville de taille mégapolitaine ne saurait survivre. Le drame des mégapoles est qu'elles sont impérieusement demandeuses, même lorsque leurs populations sont rompues à une vie matérielle rudimentaire, d'équipements structurants importants, relevant d'une très haute technologie et d'investissements considérables³⁴.

La taille croissante des villes n'est que le symptôme premier d'une révolution urbaine qui va jusqu'à changer le sens même du fait urbain. Il suffira de rappeler que le rapport ville-campagne n'est plus fondateur de l'urbain (qui se réfère désormais à lui-même), ou que la logique urbaine, qui était centripète, est à présent centrifuge. Ce dernier trait est si vrai que l'on peut désormais observer, souvent, que "la zone est au centre", mais qu'en revanche l'urbanisation diffuse fabrique de vastes non-lieux. Dans cet univers sans finitude, et qui échappe à l'échelle du piéton, le rapport de l'homme à la ville est évidemment tout autre que ce qu'il fut. Mais des phénomènes correcteurs opèrent, qui redonnent à l'habitant des périmètres identifiables et plus ou moins identitaires : la "campagne mégapolitaine" se fragmente en "villages urbains", qui sont malheureusement sujets à des dérives sécuritaires ou ségrégatives, voire à des enfermements féodaux ou maffieux.

Ce qu'il faut surtout retenir, lorsque l'on parle des mégapoles du Sud, c'est l'impact de la "pauvreté majoritaire" : pauvreté de la plupart des habitants, pauvreté des instruments de la gestion urbaine. Cette donnée constante engendre toujours un modèle d'urbanisation, lui-même majoritaire, qui se réduit aux possibilités locales les plus basiques et qui assure, vaille que vaille, le miracle quotidien de la survie et de la reproduction sociale. Chaque ville produit son modèle d'urbanisation majoritaire, marqué par les paramètres du lieu, qui vont des données du site à la sédimentation des politiques urbaines, en passant par les ethnicités et les données économiques. Il ne se confond pas nécessairement avec ce que l'on appelle la ville informelle : le plus souvent, il prend en charge la plupart des strates de la ville, laissant seulement hors de lui d'une part les quartiers nantis, d'autre part certaines formes extrêmes d'habitat précaire.

L'identification et la reconnaissance, ville par ville, de ce modèle majoritaire, est une condition essentielle à la bonne "gouvernance" des villes du Sud. Tant que prévaut un contexte de sous-développement, ce modèle urbain majoritaire, malgré ses insuffisances,

³³ Ce texte est le résumé d'un exposé fait devant les directeurs de projets du Groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations, en introduction du colloque "Les mégapoles du sud, un champ d'intervention ?" (Boulogne-Billancourt, 24 avril 1997). Organisé par l'association AMINTER, qui réunit des cadres anciens et nouveaux du Groupe CDC, cette réunion avait pour but de réveiller une sensibilité quelque peu assoupie d'un Groupe qui, en d'autres temps, s'était beaucoup investi (et avait beaucoup investi) dans des projets de développement "outre-mer" (cf. Bulletin d'AMINTER, avril 1998).

³⁴ Il est significatif que, de Prost à Ecochard, de Rotival à Arzac, Arnaud ou Depret, la dernière contribution massive des urbanistes français au destin de nombreuses villes (une vieille tradition) se soit située à l'époque charnière du changement d'échelle entre ville et mégapole. Un peu plus tôt à Istanbul ou Caracas, un peu plus tard en Afrique, ils ont assuré la transition. Avec des schémas ambitieux.

reste la donnée la plus solide du terrain urbain. Il n'y a pas d'autres voies que de bâtir sur ce substrat la politique de la ville, en lui apportant les amendements et les compléments dont il a besoin, et en favorisant son évolution.

3.2. Plasticités

Au Nord comme au Sud, la pesanteur des données du terrain mégapolitain n'exclut pas leur mobilité. Au Sud, même en l'absence d'interventions significatives, les modèles majoritaires bougent. Ils évoluent rapidement dans le temps. En moins d'une génération, les barrios de **Caracas** sont passés de la planche à la brique et au béton, et ils se sont socialement stratifiés en fonction du relief. Il y a donc une plasticité, dans laquelle il est raisonnablement possible d'introduire des actions concertées. Mais, pour cela, il est indispensable que les pouvoirs et les professionnels qui entendent intervenir acceptent de réviser profondément les procédés et procédures hérités du temps de la ville classique. La dynamique mégapolitaine, surtout si elle est dominée par la pauvreté majoritaire, impose une autre règle du jeu.

Elle exige en préalable un important effort de "lecture du paysage", puisqu'il s'agit moins d'imposer que de s'insérer dans les logiques existantes. Nous devons apprendre l'urbanisme "d'accompagnement", soit au plus près des dynamiques spontanées initiales, soit plus tardivement, sous la forme d'une "reconquête" douce, d'une régularisation ou d'une réhabilitation. Il faut aussi savoir se situer dans une occurrence d'urgence, qui peut se présenter soit sur des points névralgiques, soit sur des besoins structuraux de base. A l'urgence, à la reconquête, à l'accompagnement, on peut ajouter l'idée d'implantation, d'ensemencement, voire d'implantation, bref, tout ce que permet un tissu cellulaire, une terre fertile, à défaut de pouvoir fabriquer le tissu urbain de toutes pièces.

On disait que l'urbanisation des **Antilles** françaises en avait fait disparaître l'architecture créole. Or voilà qu'un architecte indépendantiste des années 80 proposa des interprétations modernes d'architecture créole. Il suffit alors que le cyclone Hugo balayât la Guadeloupe pour que, à la faveur de la manne des indemnités, les mornes de l'île vissent pousser, comme après une bonne pluie, les jolies toitures d'un art de vivre renouvelé. En moins enchanteur, mais à une échelle plus mégapolitaine, la ville d'**Abidjan** connut une expérience comparable. Sur un terreau où fleurissait la cour collective, modèle d'habitat populaire issu tout à la fois des traditions villageoises, du parcellaire colonial et du marché locatif, les années fastes du "miracle" ivoirien proposèrent un modèle "clés-en-mains", développé par les sociétés immobilières de l'Etat providence : le patio individuel. Quand vint la crise des années 80, l'expérience s'arrêta. Mais on vit s'opérer un transfert d'habitus et de technologie : les cours collectives se réorganisèrent pour offrir, à leur tour, des courettes individuelles avec équipements incorporés.

L'ensemencement d'un modèle résidentiel réussit rarement sans la chimie du temps et de la providence. On ne sait pas encore, vingt ans après leur création, si les villes nouvelles du **Caire**, construites dans le désert en rupture complète avec les tissus urbains existants, finiront quand même par trouver leur utilité dans la problématique cairote. Le **Caire** n'est pas **Singapour**, ville récente, à l'historicité moins profonde, et qu'un contexte économique exceptionnel a conduit à se redéfinir tout entière dans une politique, quasiment organique, de villes nouvelles. Quant aux Alphavilles, qui se reproduisent en chaîne à quelques encablures de **São Paulo**, bulles emmurées et militairement protégées, elles ne sont que la caricature d'un marché partout rémunérateur : la fuite hors la ville des classes aisées, apeurées par les nuisances et l'insécurité mégapolitaines.

L'expérience des kampungs de **Jakarta** nous ramène au tissu urbain majoritaire. Ces "villages" de maisonnettes et de cheminements piétonniers, par lesquels la mégapole progresse spontanément, ont fait l'objet d'un long et patient "programme d'amélioration". Le modèle populaire y a gagné en perfection, son génie se révélant alors pleinement, au point d'inspirer les programmes de promotion immobilière visant les classes moyennes. Il suffit parfois de beaucoup moins pour restituer une dignité à des modèles populaires qui pâtissent lourdement du contexte mégapolitain. Le quotidien et l'allure d'**Abobo** "Derrière-les-Rails", banlieue d'Abidjan boueuse et longtemps oubliée, ont complètement changé le jour où une pénétrante, avec un bon goudron, vint la désenclaver. A plus grande échelle, il en fut de même pour la ville de **Conakry**, au sortir de trente années d'obscurantisme politique et de désastre urbain, lorsque fut établie la première ligne de bus modernes, confortables et ponctuels. On se prit à croire à l'avenir.

A plus grande échelle encore, le métro (français) de **Caracas** changea les conditions de circulation à un point tel qu'un adage affirme, à présent, que les habitants de la ville ont deux visages : crispés à l'air libre, souriants sous terre. Et c'est vrai ! Ce métro est aussi le seul transport en commun où les classes aisées se mêlent aux classes populaires. Bel impact sociologique pour un simple équipement, toujours autant respecté qu'au premier jour, dix ans après son ouverture. On peut encore ajouter que chaque station a donné lieu à une opération de toilette urbaine, voire d'urbanisme local. Cela n'est pas rien dans une ville longtemps privée de dessin urbain, hormis celui qu'imposa le site et que le métro, naturellement, emprunta.

Qu'on me permette encore de mettre en scène la ville d'**Istanbul**, pour illustrer à la fois une mégapolitisation impétueuse et l'inspiration qu'elle peut susciter chez l'aménageur qui voudra bien la lire. Sortie de sa presqu'île historique, Istanbul se répand selon deux figures. L'une est serpentine : la bourgeoisie stambouliote se glisse le long des côtes du Bosphore et de la

Marmara, entraînant avec elle une centralité qui s'étire ainsi comme les bras d'un poulpe. L'autre est massive : dix millions d'anatoliens nouveaux-venus peuplent l'épaisseur des péninsules, progressivement desservies par un énorme colimaçon de rocares qui grossit. Le débat urbain se nourrit de l'opposition du poulpe et du colimaçon. Mais la superposition des deux figures réserve une divine surprise : la centralité serpentine, ponctuée par d'anciennes petites villes côtières, ne laisse aucune banlieue très éloignée. La dualité centre/périphérie, d'ordinaire si lourde, est ici naturellement segmentée, divisée, allégée. D'astucieux aménagements pourraient achever de la conjurer.

Il faut malheureusement rappeler, et je terminerai par cela, que certaines situations urbaines, dans le monde, appellent des préoccupations plus cruciales. Que dire des barrios héroïques de Lima, qui lèchent les contreforts arides des Andes sans y trouver la moindre source d'eau, mais dont les organisations populaires persistent néanmoins à reproduire fictivement, sur le caillou, le modèle de la ville arborée des oasis créoles, tandis que sévit le choléra... Il y a des urgences où le modèle est là, en filigrane, qui ne demande qu'à être irrigué.

(avril 1997)

4. ADRESSE AUX ONUSIENS³⁵

Des mots d'Istanbul à la complexité citadine

Comme la conférence de Rio, celle d'Istanbul eut ses mots. En 1992, la biodiversité et le développement durable entrèrent dans le vocabulaire courant de la planète. En 1996, nous nous enrichissons de la "gouvernance", du "droit au logement", et du label des "meilleures pratiques".

Tous ces mots ont la vertu de lier un faisceau de discours en une seule idée. Ils assurent l'efficacité des énoncés dans le babel onusien et dans le babil des innombrables forums parallèles. Ils facilitent l'affichage des objectifs et la recherche d'un consensus. Hélas, comme toujours, la distance est courte entre la synthèse et le slogan, entre le mot et la tromperie. Comme toujours, il dépend de chacun de nous d'en faire bon usage ou non.

Par exemple la gouvernance. Nul doute que ce mot soit le bienvenu pour dire en trois syllabes que la bonne marche d'une ville n'est pas seulement l'affaire des élus, et que tous les éléments du corps social doivent y prendre leur part. On a sans doute raison

d'y placer les espoirs d'une démocratie avancée. Pourtant, la question de la représentativité et de la légitimité de partenaires/acteurs non élus, si elle n'est pas attentivement étudiée, peut mettre en péril, dans certaines situations, le principe démocratique lui-même. Il ne semble pas que l'on ait suffisamment vu, à Istanbul, ce risque paradoxal.

L'idée de rassembler et de montrer les meilleures actions, à travers le monde, en faveur d'une amélioration de l'habitat populaire, ne peut être qu'une bonne idée. Voici une excellente façon de ramener sur le terrain, vidéo et CD-Rom à l'appui, des débats trop généraux et trop désincarnés. On devrait également y gagner en prise de conscience de la diversité des situations. Mais voilà qu'on s'aperçoit que la focalisation sur une performance ponctuelle nous cache la réalité des situations contextuelles, et que le principe de sélection des "meilleures pratiques" (avec remise de prix!) ouvre la porte à des démonstrations de propagande. A utiliser, donc, mais avec du recul.

Le combat mené pour le droit au logement est sans conteste le plus généreux des débats d'Istanbul. Il n'est pas tout à fait certain que, formulé comme il l'est dans la déclaration finale, il constitue véritablement une avancée par rapport aux objectifs implicites d'une conférence mondiale sur l'habitat, deuxième du nom. Que pouvait donc signifier, en 1996 comme en 1976, la convocation d'un rassemblement planétaire sur un tel sujet, sinon le souci d'améliorer le logement de tous et de chacun ?

Mais ne boudons pas la précieuse phrase et surtout le mot. Même dépouillée de tout poids juridique, l'affirmation d'un "droit" universel au logement pourra être utile dans l'argumentation de tous les "chacun" menacés.

4.1. Pour un "droit à la ville"

Soyons donc satisfaits de ce mot d'ordre lancé aux nations par les nations, mais restons tout de même lucides. Outre que ce droit au logement soit prescrit dans un texte contraint, par la loi du genre, de faire droit à tous les maux de la ville, à toutes les catégories lésées, et à tous les partenaires-acteurs (ce qui réduit la force de chacun de ces engagements), il faut reconnaître que cette belle maxime est totalement inadaptée à la plupart des situations réelles.

Redécouvert en France à force d'abbés Pierre, le droit au logement ne parvient pas à résoudre le cas de quelques dizaines de milliers de sans-abri dans un pays bien rangé de soixante millions d'habitants.

³⁵ En juin 1996 eut lieu à Istanbul, quatre ans après le "Sommet de la Terre" de Rio, ce que l'on appela le "Sommet des Villes", officiellement HABITAT II (par référence à la conférence HABITAT de Vancouver, tenue en 1976). Il parut intéressant, à l'issue de ce grand rassemblement, de pratiquer une petite exégèse des mots clés qui en avaient focalisé les débats. Ces concepts généreux résistaient-ils à l'expérience de la complexité urbaine (et de la profonde détresse qui les avaient en partie inspirés) ? Etaient-ils au moins symboliquement utiles ? Cet article fit la page 3 du numéro bilan de Vivre Autrement, quotidien de la conférence d'Istanbul (cinq éditions : en français, anglais, arabe, espagnol, portugais, septembre 1996).

Que peut donc signifier ce droit proclamé dans les infinies pauvretés et informalités des villes du Sud et d'ailleurs ? Au problème du nombre et des ressources s'ajoute celui du concept : que peut être ce logement "adéquat" appelé par les vœux de la déclaration d'Istanbul ? C'est bien au nom d'une certaine conception du logement adéquat que de nombreuses éradications d'habitat populaire ont été faites dans le monde, et que des programmes de "casernes" officielles ont été édifiés.

Nul ne peut dire, pas même les intéressés, si les casernes valent mieux que les "clandos" et inversement. Les critères (santé publique, vie sociale, etc.) sont variés et contradictoires. On sait aussi que si les casernes sont trop bien faites, elles seront détournées par des classes plus aisées. Même chose si l'on transpose le droit au logement en un droit au sol urbain. On justifiera ainsi allègrement des déportations du centre (où ce droit ne peut exister pour tous) vers la périphérie, avant que des transactions privées ne dépouillent à nouveau, un à un, les heureux attributaires des lots de compensation.

Faut-il baisser les bras et jeter le droit au logement aux orties ? Une bonne compréhension de la complexité urbaine pousserait à le fondre dans un "droit à la ville" sans doute plus flou, mais beaucoup plus réaliste. Plus englobant et plus souple, faisant place à toutes les dimensions et formules de la citoyenneté, le droit à la ville évoque un débat permanent (celui de la gouvernance ?), y compris sur la scène politique. Il dépasse le risque procédurier d'un droit au logement trop univoque. Bonnes intentions pour bonnes intentions, mieux vaut sans doute celles qui sont le moins trompeuses.

4.2. Priorité aux infrastructures

Pour les déçus de l'efficacité comptable, la réponse pourrait être celle-ci : toute énergie (et finance) publique, généralement mal dépensée sur le logement stricto sensu, sera cent fois plus utile dans le large domaine des édilités. C'est, en effet, une autre possible perversité d'un droit au logement qui serait trop mis en vedette que de risquer de détourner les échelons municipaux et nationaux (et leurs soutiens internationaux) des tâches qui sont de leur seul ressort, tandis que le logement peut être l'affaire de tous.

Les pauvres et les moins pauvres sauront toujours bâtir leur demeure, pourvu que les structures de la mégaville assurent l'intendance : l'eau, l'assainissement, le transport urbain, l'école, la santé, la sécurité. Voilà où sont les priorités de l'action publique directe, et elles ont l'avantage d'être essentiellement techniques et comptables. L'eau. D'abord l'eau, pour tous et chacun. Seuls les pouvoirs globaux sont en mesure de relever ce défi. Si l'on cherchait un message simple et mobilisateur, c'est celui-là qu'il fallait formuler.

Comme le domaine de l'emploi, celui du logement ne peut relever exclusivement et directement de l'action publique, sinon dans le cas limite de sociétés drastiquement simplifiées, au prix que l'on sait. On peut en revanche attendre ou exiger de la puissance publique un encadrement favorable et une écoute, une disponibilité à réguler la complexité sociétale. En ce sens, il n'est pas mauvais que le concept de droit au logement vienne enrichir l'éthique des gouvernants et des peuples, mais il ne doit pas les bercer d'illusions.

(juin 1996)

Comité de lecture : François Ascher (PCA), Bernard Barraqué (LATTS-ENPC), Philippe Blancher (Economie et Humaniste), Jean-Claude Boyer (Université de Paris VIII), Dominique Drouet (RDI), Yves Geffrin (DRAST), Cynthia Ghorra Gobin (IEP-Paris), Philippe Haeringer (IRD), Hervé Huntzinger (TETRA), Claude Lamure (INRETS), Jean-François Langumier (COFHUAT), Vincent Renard (Ecole Polytechnique), Franck Scherrer (Institut d'urbanisme de Lyon).

Directeur de la publication : Jacques Theys, Responsable du Centre de Prospective et de Veille Scientifique. **Rédaction, correspondance, contacts** : Marie-José Roussel, tél. 01 40 81 63 72. **Secrétariat de rédaction et diffusion** : Monique Cavagnara. **Conception, réalisation, impression** : Le Clavier. Achevé d'imprimer 4^e trimestre 1999, Dépôt légal n° 1142. ISSN 1268-8533.